

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°256

JUILLET 2006

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- ▣ ERBIL : NECHIRVAN BARZANI REND HOMMAGE AUX PESHMERGAS ET INDIQUE QUE LES RELATIONS ENTRE LE KURDISTAN ET LE GOUVERNEMENT CENTRAL NE SE FONDENT QUE SUR LA CONSTITUTION IRAKIENNE
- ▣ VIVE TENSION ENTRE LES ETATS-UNES ET LA TURQUIE : ANKARA MENACE D'INTERVENIR MILITAIREMENT AU KURDISTAN IRAKIEN
- ▣ PREMIÈRE VISITE OFFICIELLE À WASHINGTON DU PREMIER MINISTRE IRAKIEN, REÇU PAR GEORGE W. BUSH
- ▣ NOMINATION PRÉCIPITÉE DU NOUVEAU CHEF D'ÉTAT-MAJOR TURC, YASAR BUYUKANIT, RÉCEMMENT MIS EN CAUSE POUR SES LIENS AVEC DES MILITAIRES AUTEURS D'UN ATTENTAT AU KURDISTAN
- ▣ UN GÉNÉRAL TURC, PLUSIEURS FOIS DÉCORÉ APRÈS 39 ANS DE CARRIÈRE, DÉCLARE AVOIR ORDONNÉ DES ATTENTATS À LA BOMBE DANS LE KURDISTAN PENDANT QU'IL Y ÉTAIT AUX COMMANDES
- ▣ BAGDAD : LA COMMISSION DE RÉCONCILIATION NATIONALE ENTAME SES TRAVAUX ALORS QUE LA QUESTION DE L'AMNISTIE DEMEURE UN POINT DE DISCORDE ENTRE LES LEADERS POLITIQUES
- ▣ BILAN MAI-JUIN EN IRAK : L'ONU S'INQUIÈTE DE L'ESCALADE DES VIOLENCES INTER-COMMUNAUTAIRES
- ▣ DAMAS : LES AUTORITÉS SYRIENNES LIBÈRENT MASSOUD HAMED, PRIX REPORTERS SANS FRONTIÈRE, APRÈS TROIS ANS DE PRISON ET DE TORTURE
- ▣ ISTANBUL : UNE JOURNALISTE TURQUE POURSUIVIE POUR AVOIR DÉFENDU LE DROIT A L'OBJECTION DE CONSCIENCE, UN AUTRE CONDAMNÉ POUR « *INSULTE A L'IDENTITÉ TURQUE* »
- ▣ STRASBOURG : SÉRIE DE CONDAMNATIONS DE LA TURQUIE POUR VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
- ▣ AINSI QUE...

ERBIL : NECHIRVAN BARZANI REND HOMMAGE AUX PESHMERGAS ET INDIQUE QUE LES RELATIONS ENTRE LE KURDISTAN ET LE GOUVERNEMENT CENTRAL NE SE FONDENT QUE SUR LA CONSTITUTION IRAKIENNE

RE Premier ministre kurde, Nechirvan Barzani, a, le 12 juillet, revendiqué le droit des Kurdes à des forces armées bien entraînées capables de les défendre. « *En raison des injustices subies, notre peuple a le droit d'avoir une armée régulière*

entraînée selon les derniers critères militaires », a déclaré le Premier ministre en participant à une cérémonie militaire à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. Il a affirmé qu'une force de défense du Kurdistan était dans la ligne de la Constitution irakienne reconnais-

sant le caractère fédéral de l'Irak, et assuré que le rôle des peshmergas (combattants kurdes) « *diffère aujourd'hui de ce qu'il était dans le passé* ».

« *Dans le passé, les peshmergas défendaient la liberté de notre peuple, et aujourd'hui ils sont appelés à préserver ses acquis* », a déclaré M. Barzani. « *Les forces kurdes ne vont agresser personne mais elles sont là pour préserver notre peuple de la guerre* », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le premier ministre irakien Nouri al-Maliki, qui était en visite à Erbil a déclaré à la presse : «*Je ne vois pas le pays s'enfoncer dans une guerre civile en dépit des agissements regrettables de certains qui méconnaissent que l'Irak est uni*». Il a ajouté que «*les services de sécurité continuent de contrôler fermement la situation et nous voulons voir les choses évoluer vers (des compromis) politiques et non pas vers le recours à la force et nous avons la capacité, s'il le faut, d'imposer l'ordre et de réprimer ceux qui se rebellent contre l'État*». M. Maliki a estimé que la question des milices pouvait être résolue dans le cadre de la réconciliation nationale, en intéressant ses membres au chantier de reconstruction du pays.

Le premier ministre a nié l'existence de divergences entre le gouvernement central et le gouvernement du Kurdistan sur l'extraction du pétrole, après les récentes découvertes dans la région. «*Une délégation kurde se rendra à Bagdad pour s'entendre sur une législation unique sur le pétrole*». La loi fédérale héritée de la période de la nationalisation des hydrocarbures en 1972 interdit des prises de participation étrangères dans le secteur alors que les Kurdes veulent attirer des firmes étrangères. Au cours de la même conférence de presse, le Premier ministre kurde, Nechirvan Barzani, a estimé que les relations entre le Kurdistan et le gouvernement central devaient être fondées sur la Constitution.

D'autre part, la compagnie Make Oil AG a, le 9 juillet, annoncé que le Kurdistan irakien va se doter d'une raffinerie de pétrole d'une capacité de 250.000 barils par jour. Un protocole d'entente pour la construction de cette raffinerie

dans la région d'Erbil a été signé entre le ministre kurde pour les ressources naturelles, Ashti Horami, et la compagnie libanaise Make Oil AG. Selon le protocole, la construction devrait durer deux ans. Make Oil AG, enregistrée au Liban depuis 1995, construit déjà une cimenterie à Dohouk, dans le Kurdistan. Sur son site, la compagnie indique être spécialisée dans le commerce du pétrole brut ainsi que la construction et la gestion de raffineries. L'accord intervient après l'annonce en avril de la découverte d'un champ pétrolier dans la région de Zakho, à la frontière avec la Turquie, le premier dans le Kurdistan fédéré.

Les gisements de Kirkouk sont exploités depuis les années 1920 mais cette province kurde n'est pas encore intégrée politiquement au Kurdistan irakien.

Le vice-ministre irakien du Pétrole, Moatassam Akram, avait alors annoncé lors d'une conférence de presse à Erbil, «*la découverte du premier champ pétrolier à Zakho*», à 470 km au nord de Bagdad, ajoutant que des puits ont été forés par la compagnie norvégienne DNO. Il devait produire 20.000 b/J à partir de l'année prochaine et 200.000 b/j par jour en 2008.

Les autorités kurdes irakiennes avaient annoncé début mars que des négociations étaient en cours avec la compagnie pétrolière canadienne Western Oil Sands pour une concession d'exploration dans la région de Garmiane, à 120 km au sud de Souleimaniyeh. Les réserves prouvées au Kurdistan fédéré sont évaluées à 3,6 milliards de barils, soit 2,9% des réserves prouvées de l'Irak.

VIVE TENSION ENTRE LES ETATS-UNES ET LA TURQUIE : ANKARA MENACE D'INTERVENIR MILITAIREMENT AU KURDISTAN IRAKIEN

LE conseiller du président américain à la sécurité nationale Stephen Hadley, a, le 25 juillet, indiqué que Washington et Bagdad se sont entendus pour coopérer avec Ankara et empêcher «*de manière plus énergique*» les combattants kurdes du PKK d'utiliser leurs bases à la frontière irako-iranienne pour frapper les intérêts turcs. La question des activités du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été «*longuement*» discutée lors des entretiens entre responsables américains et irakiens en marge de la rencontre de M. Bush et du

Premier ministre irakien Nouri al-Maliki à la Maison Blanche, a-t-il indiqué devant la presse. «*Nous avons déjà identifié des mesures qui peuvent être prises, que les Irakiens vont prendre et qu'ils vont annoncer, j'en suis sûr*», a-t-il déclaré. «*Nous devons pouvoir prendre des mesures concrètes pour montrer à la fois aux Irakiens et aux Turcs qu'il existe un plan pour régler ce problème. Et c'est quelque chose à quoi nous devons répondre de manière plus énergique*», a-t-il ajouté. «*Nous avons signifié aux Turcs que (...) nous reconnaissons le sérieux du problème qui est que les activités du PKK ont pour*

résultat la mort de ressortissants turcs et de membres des forces de sécurité turques. Nous n'avons pas laissé le moindre doute sur le fait que nous considérons (le PKK) comme une organisation terroriste », a-t-il déclaré.

Stephen Hadley a cependant souligné la nécessité d'une action conjointe des Américains, des Turcs et des Irakiens. Il s'agit de dissuader une incursion unilatérale turque qui risquerait de faire réagir le Kurdistan irakien. « *Nous avons proposé que la question soit réglée dans ce contexte trilatéral. Je crois que les Turcs acceptent cette idée », a indiqué M. Hadley. Il a rappelé que M. Bush avait déjà donné des assurances au Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. « Maintenant nous devons faire suivre les paroles d'actes », a-t-il conclu.*

La Maison Blanche avait, le 22 juillet, annoncé que le président américain George W. Bush avait assuré au Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan que les Etats-Unis aideraient la Turquie face au PKK. Le président américain et le Premier ministre turc ont aussi « *discuté des attaques... du PKK contre la Turquie et le président a indiqué au Premier ministre que les Etats-Unis travailleraient avec la Turquie pour faire face à la menace terroriste »* a ajouté une porte-parole américaine.

M. Bush et le Premier ministre turc s'étaient déjà parlé au téléphone le 20 juillet après qu'Ankara eut menacé d'une intervention de l'armée turque dans le Kurdistan irakien. Le 19 juillet, Les Etats-Unis avaient affirmé que la Turquie avait le droit de se défendre après avoir été accusés la veille

par Ankara de pratiquer des doubles standards dans la région. Le communiqué diffusé par l'ambassade américaine en Turquie a néanmoins réitéré l'opposition de Washington à une intervention unilatérale de l'armée turque dans le Kurdistan irakien. « *La Turquie, comme tout autre pays, a un droit et une obligation à se défendre elle-même et sa population »,* indique le document. Le communiqué fait suite à des remarques acerbes du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui a fait remarquer la veille que les Etats-Unis soutenaient les offensives israéliennes en cours au Liban et dans les territoires palestiniens, mais pas une éventuelle action turque au Kurdistan irakien, évoquant des doubles standards. « *Le terrorisme est du terrorisme partout », a-t-il martelé. « Il n'est pas possible d'être d'accord avec une mentalité bienveillante à l'égard des actes d'un pays A mais qui montre une attitude différente quand il s'agit d'un pays B (...) Au bout du compte, nous savons régler nos problèmes (...) Les autorités compétentes travaillent en conséquence (...) Nous nous tenons prêts pour d'éventuelles évolutions ».*

M. Erdogan réagissait aux propos de l'ambassadeur américain Ross Wilson, qui avait estimé qu'une incursion turque en territoire kurde « *ne serait pas sage »* dans un entretien avec la chaîne de télévision NTV. « *Le PKK n'est pas seulement le problème de l'Irak du nord, c'est un problème en Europe et c'est un problème en Turquie », a affirmé M. Wilson. « Aller s'occuper du PKK dans le nord irakien ne va pas régler le problème », a-t-il insisté. « Cela ne va pas conduire à ce que nous, l'Irak ou la Turquie voulons voir, c'est-à-dire la fin de ces acti-*

vités terroristes et la fin des souffrances et des morts endurées par la Turquie ». M. Wilson a assuré que Washington avait enregistré « *certains succès »* dans le démantèlement des réseaux de financement du PKK et discutait avec Bagdad et les autorités kurdes irakiennes de « *la nécessité d'agir pour juguler les activités du PKK et son apparente liberté de manœuvre ».* « *Travailler de concert avec les Etats-Unis et le gouvernement irakien peut être un élément essentiel pour le renforcement de la sécurité turque »,* souligne le communiqué de l'ambassade, exprimant la volonté de Washington de voir la coopération turco-américaine se poursuivre dans la lutte antiterroriste. L'avertissement intervient après qu'Ankara eut appelé le 17 juillet Bagdad et Washington à agir contre le PKK et a agité la possibilité, en cas de fin de non recevoir, d'une intervention de son armée.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a également appelé l'Otan à participer à la lutte contre le PKK. « *L'Otan, de la même façon qu'elle s'est jointe à la lutte contre le terrorisme en Afghanistan, devrait (...) accomplir la même tâche ici », a déclaré le 24 juillet M. Erdogan à des journalistes de son lieu de vacances dans le Nord-Ouest de la Turquie. « Ce serait bien si nous pouvions travailler dans un effort trilatéral et obtenir des résultats », a commenté M. Erdogan. « Sinon, nous nous chargerons de nos propres problèmes ».*

De son côté, le ministre irakien des Affaires Etrangères, Hoshyar Zebari, a, le 6 juillet, souligné à Athènes que son pays attendait de la Turquie qu'elle respecte son intégrité territoriale. Interrogé sur d'éventuelles incursions de

l'armée turque en territoire kurde pour y chasser des combattants du PKK, M. Zebari a indiqué que « *jusqu'à maintenant, selon nos informations, il n'y a pas eu de violation du territoire irakien dans sa partie nord (...)* Si cela arrivait à l'avenir, alors l'Irak oeuvrera à la non-violation de ses frontières », a-t-il ajouté, à l'issue d'un entretien avec son homologue grecque, Dora Bakoyannis. « *L'Irak a toujours veillé à resserrer ses liens avec la Turquie et tous ses voisins sur la base de la non-ingérence (...) tous les pays savent qu'il faut respecter la souveraineté de chaque autre pays* », a-t-il poursuivi. Le ministre irakien a rappelé qu'il avait évoqué ces questions lors de sa visite à Ankara le 3 juillet. Il avait alors fait part de la volonté des deux capitales de relancer des réunions trilatérales - avec les Etats-Unis - pour lutter contre le PKK retranchés.

« *Ce mécanisme à trois sera de nouveau opérationnel dans les plus brefs délais et plus de réunions seront organisées, accompagnés de nouvelles mesures* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse au terme d'une rencontre avec son homologue turc Abdullah Gül. M. Zebari, en visite de travail à Ankara, n'a pas précisé ce que seraient ces mesures mais a assuré que son pays était déterminé à ne pas permettre de son sol des activités menaçant la sécurité d'un pays voisin, en l'occurrence celles des membres du PKK. Il a admis que « *ces gens se trouvent dans des zones qui ne sont pas entièrement sous contrôle* » irakien ou américain. La dernière rencontre turco-irako-américaine sur le PKK s'est tenue en janvier 2005 à Ankara. De source diplomatique turque, on a précisé que la Turquie a demandé à M. Zebari de faire le nécessaire

pour l'extradition de dirigeants du PKK dont les noms avaient déjà été remis dans une liste aux autorités irakiennes. Les deux parties ont en outre décidé d'ouvrir deux nouveaux postes-frontières d'ici à trois ans afin de décongestionner le seul actuellement existant. Enfin la Turquie a proposé à l'Irak de former sa force policière à Diyarbakir, a-t-on ajouté de source turque. Hoshyar Zebari, qui dirige sans interruption la diplomatie irakienne depuis septembre 2003, a rencontré à Ankara outre M. Gül, le président Ahmet Necdet Sezer et le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Il a aussi inauguré à Istanbul le consulat général d'Irak.

L'armée turque a intensifié ses opérations contre le PKK. Au moins 94 combattants et 56 soldats turcs ont péri depuis le début de l'année dans le Kurdistan de Turquie, selon un comptage de l'AFP. Des combattants kurdes ont également revendiqué 11 attentats à la bombe dans des zones urbaines qui ont fait au total 9 morts et près de 140 blessés. Le Premier ministre turc a, le 16 juillet, annoncé que son gouvernement comptait adresser une réponse dure aux violences perpétrées selon lui par les combattants kurdes, qui ont coûté la vie le 13 juillet à treize soldats turcs dans le Kurdistan de Turquie. « *Nous avons jusqu'ici essayé de traiter ce problème avec patience (...), avec une approche démocratique..., (mais) ces actions sont insupportables* », a prévenu Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours télévisé à Agri. Des combattants kurdes ont tué dans la nuit du 16 juillet sept soldats et un membre d'une milice paramilitaire, dans des affrontements dans la province de Siirt, selon des res-

ponsables turcs. Le 13 juillet, cinq soldats turcs avaient été tués et quatre autres blessés, leur véhicule ayant sauté sur une mine dans la province de Bitlis. Dans la ville voisine de Bingöl, un militant du PKK a été tué. A Ankara, le conseil de lutte antiterroriste, composé de ministres, de généraux et de responsables de la sécurité, et présidé par le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gul, a analysé la situation lors d'une réunion d'urgence.

M. Erdogan a plaidé à plusieurs reprises pour une résolution du conflit plus démocratique et prenant en compte le développement économique de la minorité kurde. Le gouvernement refuse cependant de négocier avec le PKK. M. Erdogan avait indiqué en avril qu'il éviterait également de dialoguer avec le principal parti politique kurde, le Parti pour une société démocratique (DTP), jusqu'à ce qu'il dénonce ouvertement le PKK comme « *un groupe terroriste* ».

Pendant ce temps, un soldat turc a été tué et deux autres ont été blessés le 27 juillet lors de l'explosion d'une mine survenue lors d'une opération de ratissage dans une zone rurale près de la ville de Genç, dans la province de Bingöl. Deux « *gardiens de village* » ont été tués le 22 juillet par l'explosion d'une mine aux abords du village de Daglica, dans la province d'Hakkari. Six combattants kurdes et deux soldats turcs ont péri les 21 et 22 juillet lors d'affrontements. Deux combattants du PKK ont été abattus par les forces de sécurité turques dans une zone montagneuse de la province de Sirnak. Quatre autres membres du PKK ont également

été tués dans la province de Van lors d'une opération qui a également fait quatre blessés dans les rangs des forces de sécurité dont l'un a succombé à l'hôpital des suites de ses blessures. Un autre soldat a été tué dans la région de Simnak par des tirs contre l'hélicoptère dans lequel il se trouvait. De plus, deux combattants du PKK et un policier ont, le 17 juillet, été tués lors de combats à Gercus, province de Batman.

Par ailleurs, Zubeyir Aydar, chef de la branche politique du PKK, a signé le 18 juillet l'Appel de Genève, renonçant aux mines antipersonnels. «*Les combats dans l'est de la Turquie continuent. Renoncer à une arme dans un tel contexte témoigne d'une volonté de résoudre le conflit par d'autres moyens*», s'est réjouie Elisabeth Reusse-Decrey, présidente de l'Appel de Genève. Le PKK est le 29e groupe insurgé à signer l'appel. La Turquie a protesté auprès de Mme Reusse-Decrey, jugeant les efforts de cette dernière «*illégitimes et inacceptables*». Pour sa part, M. Aydar a déclaré :

«*Nous allons respecter notre signature point par point*». Mme Reusse-Decrey s'était rendue dans les montagnes du Kurdistan pour faire parapher l'Appel de Genève par l'aile militaire du PKK. Concrètement, le mouvement s'engage à ne plus poser de mines antipersonnel (ce qu'il dit ne plus faire depuis 1998), à détruire les stocks en sa possession ou encore à faciliter les programmes de déminage. Les signataires sont aussi tenus d'accepter des missions de vérification. Il aura fallu plusieurs années de négociations pour parvenir à la signature. «*Nous avons d'abord dû comprendre la chaîne de commandement du*

PKK», explique Mme Reusse-Decrey.

Les combattants du PKK voulaient aussi connaître précisément la portée des engagements contenus dans l'Appel de Genève. Ne sont

visées que les mines antipersonnel. Ces armes explosent au moindre contact, qu'il s'agisse d'un militaire ou d'un civil. En revanche, l'appel n'inclue pas les engins antichars ou télécommandés à distance.

PREMIÈRE VISITE OFFICIELLE À WASHINGTON DU PREMIER MINISTRE IRAKIEN REÇU PAR GEORGE W. BUSH

NOURI AL-Maliki a, le 26 juillet, effectué sa première visite aux Etats-Unis depuis son entrée en fonction en mai dernier. Il a été reçu à Washington par le président George W. Bush pour discuter de la sécurité en Irak. Le lendemain, les Chambres du Congrès américain réunies en séance commune, ont reçu à leur tour le Premier ministre irakien. La visite de Maliki a une dimension politique importante pour les Etats-Unis, où se dérouleront à l'automne des élections parlementaires. La guerre en Irak et les appels à un retrait militaire américain devraient être des enjeux majeurs lors de ce scrutin. «*Si M. Maliki n'a pas de plan crédible pour désarmer, démobiliser et réintégrer les milices, même le président Bush devrait reconnaître qu'il serait bien mieux que nos (militaires) commencent à quitter l'Irak, plutôt qu'ils prennent partie dans une guerre civile confessionnelle impossible à gagner*», a souligné le sénateur démocrate Edward Kennedy. «*Il faut que le président Bush explique à M. Maliki que notre engagement en Irak n'est pas indéfini*», a renchéri le chef de file des démocrates au Sénat Harry Reid. Le premier ministre irakien Nouri al-Maliki a, le 26 juillet, demandé au Congrès américain de l'aider à «*enterrer*» le

terrorisme, après avoir vanté les progrès accomplis dans un discours. «*Nous avons besoin de votre aide*» pour la reconstruction, a plaidé M. Maliki, avant de promettre: «*Je ne laisserai pas l'Irak devenir une base de lancement pour al-Qaïda et d'autres organisations terroristes.*» «*Soyez sûrs que l'Irak sera le tombeau du terrorisme et des terroristes, pour le bien de l'humanité*», a encore lancé M. Maliki.

Alors que la guerre est de plus en plus impopulaire aux États-Unis à l'approche des élections parlementaires de novembre, et qu'un nombre croissant d'élus demandent un calendrier de retrait des troupes, M. Maliki a fait écho aux arguments de l'administration Bush, qui fait de l'Irak le front principal de la «*guerre contre le terrorisme*». «*C'est votre devoir et notre devoir de vaincre le terrorisme*», a dit M. Maliki, le destin de notre pays et du vôtre sont liés. «*Nous avons choisi la démocratie*», a-t-il assuré. «*Nous reconstruisons l'Irak sur de nouvelles bases solides, la liberté, l'espoir et l'égalité.*» Le Premier ministre irakien a déclaré que l'Irak était dorénavant en première ligne dans la guerre contre le terrorisme, et que son pays était déterminé à venir à bout de la violence sectaire. «*L'Irak est en pre-*

mière ligne dans cette lutte, et l'histoire montrera que les sacrifices des Irakiens pour la paix n'auront pas été vains », a déclaré M. Maliki. « L'avenir de nos deux pays est lié. Si on laisse échouer la démocratie et triompher le terrorisme en Irak, alors la guerre contre le terrorisme ne pourra être gagnée nulle part », a affirmé M. Maliki. « L'Irak et les Etats-Unis ont besoin l'un de l'autre pour vaincre le terrorisme qui submerge le monde libre. Avec un partenariat, nous triompherons, car nous ne serons jamais esclaves du terrorisme puisque Dieu nous a faits libres », a déclaré M. Maliki.

Par ailleurs, lors de son étape à

Londres en route vers Washington, M. Maliki a défendu son bilan réfutant l'idée selon laquelle l'Irak est le théâtre d'une guerre civile, dans un entretien à la BBC. Il a assuré qu'il ne faudrait pas attendre « des décennies, pas même des années » avant que les troupes de la coalition américano-britannique ne se retirent du pays. « Nous avons deux sortes de conflits, il y a un conflit de nature sectaire (et un autre type de conflit (fait) simplement d'activités criminelles qui visent des innocents dans les marchés et lieux publics, et cela nécessite d'avoir une approche sécuritaire et une vision sécuritaire pour le résoudre », a-t-il expliqué.

les intimider et, selon ses propos, « les convaincre de la gravité de la situation ». Le général n'a pas fourni plus de précisions sur la cible des attentats ni sur leur lieu exact. Il les a qualifiés de « soigneusement planifiés », souligné qu'ils avaient un impact « purement psychologique » et n'avaient fait aucune victime.

Les remarques du général commentaient sa justification d'une attaque mortelle à la grenade contre une librairie tenue par un Kurde membre présumé du PKK à Semdinli. Deux soldats ont écopé de 40 ans de prison chacun pour ce meurtre. « Qu'est-ce que nous devons faire? Nous croiser les bras pendant que le libraire relaie des messages au PKK? Ce lancer de grenade est un acte hors la loi? Cette loi est alors inacceptable », a conclu le général. Selon l'hebdomadaire le général a pris sa retraite en 1999 au terme de 39 ans de carrière au cours desquels il a été décoré trois fois. Il fait actuellement partie du comité exécutif du Parti d'action nationaliste (MHP-extrême droite).

UN GÉNÉRAL TURC, PLUSIEURS FOIS DÉCORÉ APRÈS 39 ANS DE CARRIÈRE, DÉCLARE AVOIR ORDONNÉ DES ATTENTATS À LA BOMBE DANS LE KURDISTAN PENDANT QU'IL Y ÉTAIT AUX COMMANDES

L'ARMÉE turque a, le 28 juillet, annoncé une enquête à la suite des révélations à un hebdomadaire d'un général à la retraite qui affirmait avoir ordonné des attentats à la bombe dans le Kurdistan de Turquie pendant qu'il y était cantonné dans les années 90. La Turquie est sommée de fournir des explications sur les accusations dont font l'objet des éléments de ses forces de sécurité qui se seraient livrés à des exécutions sommaires, des extorsions de fonds, des enlèvements et de la contrebande dans le Kurdistan pendant les années 90 au moment le plus fort des combats avec le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le général à la retraite Altay Tokat a déclaré à l'hebdomadaire

Yeni Aktuel qu'il avait ordonné que des bombes soient lancées à proximité du domicile de deux fonctionnaires de la région afin de

NOMINATION PRÉCIPITÉE DU NOUVEAU CHEF D'ÉTAT-MAJOR TURC, YASAR BUYUKANIT, RÉCEMMENT MIS EN CAUSE POUR SES LIENS AVEC DES MILITAIRES AUTEURS D'UN ATTENTAT AU KURDISTAN

Le général commandant des forces terrestres turques, réputé pour la radicalité de ses positions, a, le 31 juillet, été nommé chef de l'état-major turc, au terme de semaines de spéculations sur d'éventuelles manœuvres d'obstruction à sa promotion par le gouvernement issu de la mouvance islamiste. Le

président Ahmet Necdet Sezer a approuvé un décret gouvernemental nommant le général Yasar Büyükanit, âgé de 66 ans, à la plus haute fonction militaire, a affirmé la présidence. Les nominations à la tête de l'armée sont scrutées de près par les analystes en Turquie, où les militaires, défenseurs auto-proclamés du principe de laïcité,

continuent de jouir d'une grande influence sur la vie politique, en dépit de récentes réformes d'alignement sur l'Union européenne. Les services de la présidence ont fait savoir que Yasar Buyukanit prendrait ses nouvelles fonctions le 30 août. Le Conseil militaire suprême de Turquie était censé annoncer sa nomination le 4 août, après sa réunion annuelle présidée par le Premier ministre Tayyip Erdogan. Selon des analystes, l'annonce a été faite plus tôt afin de prévenir des tensions politiques liées à cette nomination. « *Le gouvernement a pris la décision avant la réunion pour dissiper les spéculations, ce qui était la bonne initiative (...) Depuis plusieurs mois, une campagne est menée contre Buyukanit* », a déclaré Sedat Ergin, du journal *Milliyet*, à la chaîne de télévision *CNN Turk*. « *Buyukanit penche davantage du côté américain et des préoccupations sécuritaires qu'Ozkok. Il n'est pas contre l'euro-péanisation de la Turquie, mais il est plus nettement influencé par les tendances nationalistes* », estime Huseyin Bagci, de l'Université technique du Moyen-Orient (Ankara). « *Il sera beaucoup plus dur dans la lutte contre le PKK* ».

Le général Büyükanit s'est retrouvé sous les projecteurs en mars quand un procureur a réclamé une enquête sur des liens entre lui et des éléments incontrôlés de l'armée, auteurs d'un attentat visant à créer des tensions dans le Kurdistan de Turquie. M. Büyükanit est perçu comme un «*faucon*» bien plus déterminé à en découdre avec l'AKP que son prédécesseur, Hilmi Özkök. Le général est également connu pour son franc-parler ce qui renforce la perspective d'une répression accrue contre les Kurdes. Yasar

Buyukanit remplace le général Hilmi Özkök, qui a contribué à préserver un calme relatif dans l'armée au cours d'une période de délicates réformes libérales - et notamment de réduction des effectifs militaires - visant à préparer la Turquie à une entrée dans l'Union européenne. L'opposition ataturkiste, le Parti de la république du peuple (CHP) et les médias turcs ont balayé les accusations en reprochant au procureur d'agir pour le compte du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir, dans le but de discréditer le général et d'empêcher son accession à la tête

de l'état major. L'armée a rejeté les allégations «*mal intentionnées*» du procureur - par la suite radié par ses pairs du ministère public - et exclu la possibilité d'une enquête visant le chef de l'armée de terre. Certains observateurs ont cependant vu dans le geste du procureur l'effondrement salutaire d'un tabou protégeant l'armée de toute critique. Les militaires turcs ont dirigé trois coups d'État - en 1960, 1971 et 1980 - et ont, en 1997 poussé à la démission le premier gouvernement islamiste de l'histoire de la Turquie, un coup d'État appelé post-moderne par les généraux turcs.

BAGDAD : LA COMMISSION DE RÉCONCILIATION NATIONALE ENTAME SES TRAVAUX ALORS QUE LA QUESTION DE L'AMNISTIE DEMEURE UN POINT DE DISCORDE ENTRE LES LEADERS POLITIQUES

RA Commission de réconciliation irakienne, formée des principaux acteurs politiques irakiens, a entamé ses travaux le 22 juillet. Le président irakien Jalal Talabani a affirmé à la presse à l'ouverture de ses travaux que « *la commission va commencer son travail, organiser des réunions de travail et lancer une campagne de réconciliation* ». Une trentaine de personnalités dont M. Talabani, le Premier ministre Nouri al-Maliki, les leaders des principaux groupes parlementaires, des chefs tribaux et des représentants de la société civile ont participé à la réunion qui doit mettre en œuvre le plan de réconciliation, lancé par M. Maliki le 25 juin. Les objectifs comprennent notamment « *le dialogue entre ceux qui ne partagent pas les mêmes positions politiques, l'arrêt des liquida-*

tions sommaires et le recours à la loi pour résoudre les conflits ». De son côté, le grand ayatollah Ali Sistani, chef spirituel chiite d'Irak, a, le 20 juillet, appelé à un arrêt des violences communautaires en Irak, mettant en garde contre un maintien prolongé des forces américaines dans le pays. Dans le même temps, le conseiller irakien à la sécurité nationale Mouwafak al-Roubaie a affirmé que huit des dix-huit provinces du pays passeraient sous le contrôle des forces irakiennes avant la fin de l'année. La responsabilité de tout le pays sera transférée au cours du premier semestre de l'année prochaine.

Le 25 juillet, des représentants des principales communautés et des minorités irakiennes ont entamé au Caire des discussions sur les

moyens d'aboutir à une réconciliation et de mettre fin aux violences qui menacent de diviser l'Irak. Une trentaine de délégués représentant les communautés chiite, sunnite, kurdes et d'autres minorités participent à ces pourparlers parrainés par la Ligue arabe. Le sous-secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Ben Heli a précisé que ces trois jours de discussions visaient à élaborer un programme pour la réunion du mois d'août qui devrait bénéficier de la présence d'anciens partisans de l'ex-président irakien Saddam Hussein. Nombre de délégués se sont dits sceptiques quant à l'issue positive de ces entretiens, et certains se sont plaints de préparatifs insuffisants. La Ligue arabe les considère comme « une vitrine » servant des « objectifs de propagande » mais elle « n'a rien de concret », a souligné un délégué sous couvert de l'anonymat.

De plus, une conférence des ministres des Affaires étrangères des pays voisins de l'Irak avait, le 8 juillet, été ouverte à Téhéran, où les participants ont discuté notamment de la situation sécuritaire en Irak et du retrait des troupes étrangères de l'Irak. Prenant la parole à la cérémonie d'ouverture de la conférence, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a appelé les parties concernées à apporter leur soutien au nouveau gouvernement irakien et à s'efforcer d'aider le pays à rétablir la paix et la stabilité, qualifiant le problème irakien de l'un des essentiels défis auxquels est confrontée la communauté internationale. La conférence a été présidée par le chef de la diplomatie iranienne, Manouchehr Mottaki. L'Irak, l'Arabie

saoudite, la Syrie, la Jordanie, le Koweït, la Turquie, l'Égypte et Bahreïn étaient représentés à cette rencontre de deux jours par leurs ministres des Affaires étrangères. Les représentants de l'ONU, de la Ligue arabe et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) y ont été également présents. La conférence s'est achevée sans résultats concrets.

Par ailleurs, le leader chiite irakien Abdel Aziz Hakim a marqué sa différence avec son allié, le Premier ministre Nouri al-Maliki, sur la question de l'amnistie prévue par un plan de réconciliation nationale, lors d'un entretien le 3 juillet. M. Hakim, chef du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), pilier du gouvernement avec le parti Dawa de M. Maliki, s'est aussi montré critique par rapport à la manière dont l'armée américaine conduit ses opérations en Irak. A la question de savoir si les auteurs d'attaques contre les soldats américains devaient bénéficier de l'amnistie, M. Hakim a répondu: « Oui et quels que soient leurs orientations » alors que M. Maliki les a exclus. En même temps, le leader chiite a rejeté toute réconciliation avec les fidèles du président déchu Saddam Hussein et des extrémistes sunnites. « Aucune trêve et aucun dialogue ne sont possibles avec les baassistes criminels, ceux qui sont fidèles à Saddam, ou avec les takfiris », a-t-il souligné avec force. Sur un autre plan, M. Hakim s'est montré sceptique sur la possibilité de dialoguer avec des groupes armés. « Je ne connais pas de groupes armés qui n'aient pas commis de crimes contre le peuple irakien et s'il y a une résistance, comme le prétendent certains, qu'elle se

montre ». « Tous les mouvements de résistance dans le monde arabe se sont fait connaître et les peuples en étaient fiers. Et si de tels mouvements existent en Irak, la porte du dialogue leur serait ouverte mais je n'ai aucune preuve de leur existence », a-t-il ajouté. M. Hakim a aussi défendu son idée d'une autonomie de la région chiite située au sud de Bagdad et riche en pétrole. « Il n'y aura pas de concession sur le fédéralisme » qui a été reconnu par la Constitution, a-t-il indiqué. Selon lui, « l'existence d'une région autonome kurde dans le nord risque de créer un déséquilibre » et les Arabes sunnites n'ont rien à craindre d'une région chiite. « J'ai été le premier à défendre un partage des richesses par le gouvernement central ».

En publiant une liste de 41 « criminels », les autorités irakiennes ont montré qu'elles recherchaient en priorité les cadres du régime déchu de Saddam Hussein, alors que les militaires américains préfèrent traquer les islamistes. Plus de la moitié des noms rendus publics le 2 juillet par le conseiller à la sécurité nationale Mouaffak al-Roubaie sont des affidés de Saddam Hussein, y compris des membres de sa propre famille. En revanche, ne figurent qu'une poignée de djihadistes d'Al-Qaïda et d'Ansar al-Sunna, et, pour ces derniers, les montants des primes sont médiocres, si on les compare à celles offertes pour les baassistes.

« Je pense que l'Irak sait mieux qui sont ses ennemis », a estimé Joost Hiltermann, directeur pour le Moyen-Orient de l'International Crisis Group. « Si la liste contient surtout des noms de baassistes c'est parce que les Irakiens sont convaincus

que ceux qui leur ont fait du mal dans le passé alimentent aujourd'hui l'insurrection», a-t-il ajouté. Le plus gros pactole, 10 millions de dollars, est offert à celui qui permettra de mettre la main sur Izzat Ibrahim al-Douri, numéro deux de l'ancien régime, toujours en fuite, considéré comme un chef opérationnel des terroristes. Le nouveau patron d'Al-Qaïda en Irak, l'Égyptien Abou Ayyoub al-Masri, en qui les Américains voient leur « ennemi numéro un », n'arrive, lui, qu'en 30e position. Le deuxième de la liste est peu connu : Mohammed Younès Al-Ahmed est présenté comme l'homme ayant reconstitué le parti Baas dissous. Le troisième, Taher Jalil Habbouch al-Tikriti, ancien directeur des services de renseignements, est le financier du Baas. Leurs têtes sont mises à prix pour un million de dollars. Les Irakiens soupçonnent aussi Raghad et Sajida, fille et femme de l'ancien dictateur, vivant respectivement à Amman et Doha, de financer l'insurrection. « Ces fugitifs ont commis des crimes contre le peuple irakien », a expliqué le député kurde Mahmoud Osmane. « C'est très important qu'ils soient traduits en justice car, pour nous, les baassistes sont des criminels », a-t-il ajouté.

Les extrémistes islamistes accusés d'être les auteurs des plus gros carnages depuis 2003, se trouvent en queue de peloton. Avec seulement 50.000 dollars pour la capture du successeur d'Abou Moussab al-Zarqaoui. « Al-Qaïda est un peu désarmée après la mort de Zarqaoui et Masri est nouveau à son poste. S'il se montrait dangereux, la prime pourrait augmenter », a expliqué M. Hiltermann. « Pour le moment, les Irakiens traquent les dignitaires de

l'ancien régime, mais je n'ai pas le sentiment d'une chasse aux sorcières contre tous les anciens baassistes dont beaucoup sont innocents », a-t-il assuré. M. Roubaïe partage cette opinion. « Nous ne poursuivons que les éléments-clés et si nous les attrapons, je vous assure que 90% des attaques cesseront », a-t-il confié. Les divergences sont visibles quand il s'agit de déterminer les auteurs des violences. « Les Américains ne perçoivent pas les baassistes comme nous car ils furent amis dans le passé. Pour eux, Al-Qaïda est la menace principale », a résumé Mahmoud Osmane. Les États-Unis affirment que seule une petite partie de leurs soldats traquent Al-Qaïda et que les autres coordonnent leurs actions avec le gouvernement irakien. « Il fixe les priorités et nous travaillons en collaboration avec lui », a souligné le porte-parole de la Force Multinationale, le général américain William Caldwell. « Quand nous disons que nous ciblons les membres d'Al-Qaïda, nous n'utilisons pour cela que des forces spéciales, mais la vaste majorité des 127.000 soldats américains opèrent sous la direction du gouvernement » irakien, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le gouvernement irakien et les Nations unies ont, le 27 juillet, annoncé le lancement formel d'un Contrat d'objectifs pour l'Irak destiné à développer un nouveau partenariat entre ce pays et la communauté internationale. Ce contrat, soutenu par la Banque mondiale, « permettra, au cours des cinq prochaines années, à la communauté internationale et aux organisations multilatérales d'aider l'Irak à réaliser son projet national », ont souligné le gouvernement irakien et l'ONU dans un communiqué commun. Il s'agit avant tout de créer un cadre pour permettre le

développement de l'économie irakienne et son intégration dans l'économie régionale et internationale. « Il est prévu que le gouvernement d'Irak présente le contrat finalisé, incluant les principales priorités, les étapes et les engagements, d'ici à la fin 2006 », précise le communiqué.

De plus, le Finlandais Ilkka Uusitalo a été nommé le 17 juillet le chef de la nouvelle délégation de la Commission européenne (CE) en Irak, selon un communiqué de presse de la Commission européenne. M. Uusitalo, membre expérimenté de la Commission, a servi tout récemment en tant que chef de délégation au Pakistan. Il va remplacer Mme Ana Gallo, ancienne chargée d'affaires de la CE en Irak. L'une des tâches les plus urgentes de M. Uusitalo va consister à participer aux préparatifs du pacte international pour l'Irak, qui sera examiné dans les prochains jours à Bagdad, a indiqué Mme Benita Ferrero-Waldner, la commissaire chargée des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage.

Selon ce document, M. Uusitalo avait dirigé les délégations de la Commission européenne au Pakistan, au Sri Lanka et aux Maldives. Il a exercé au préalable diverses fonctions dans la Croix-Rouge, au siège comme sur le terrain, en Iran et dans d'autres pays. Depuis la chute de Saddam Hussein, la CE a versé 720 millions d'euros à la reconstruction de l'Irak. Le programme de 200 millions d'euros récemment annoncé pour l'année 2006 vise à améliorer la qualité de vie de la population irakienne, relève ce communiqué.

BILAN MAI-JUIN EN IRAK : L'ONU S'INQUIÈTE DE L'ESCALADE DES VIOLENCES INTERCOMMUNAUTAIRES

SELON un rapport des Nations unies rendu public le 18 juillet, près de 6.000 civils ont trouvé la mort en Irak en mai et juin, une hausse du nombre de décès qui reflète l'escalade des violences intercommunautaires. Le rapport de la Mission d'assistance de l'ONU pour l'Irak (UNAMI) détaille le bilan de l'instabilité et de l'insécurité dans le pays, où se multiplient les assassinats, attentats, enlèvements, tortures et intimidations. Des centaines d'enseignants, juges, chefs religieux et médecins ont notamment été pris pour cible. « *Tout en saluant les récentes mesures positives prises par le gouvernement pour encourager la réconciliation nationale, le rapport tire la sonnette d'alarme quant au nombre grandissant de victimes au sein de la population civile tuées ou blessées lors d'attaques perpétrées au hasard ou ciblées par des terroristes ou insurgés* », observent les Nations unies.

Selon le rapport, 2.669 civils ont été tués en mai et 3.149 en juin. Ces bilans combinent les chiffres du ministère de la Santé, dont les données proviennent des hôpitaux, et ceux de l'Institut médico-légal de Bagdad, qui dénombre les corps non identifiés. L'UNAMI se préoccupe également de la hausse des enlèvements, notamment de masse, ainsi que d'un recul des droits des femmes. Le rapport montre que le nombre de civils tués en Irak a progressé ces derniers mois, de 710 en janvier à 1.129 en avril. Au cours du premier semestre, 14.338 personnes ont été tuées.

Le Parlement irakien, réuni le 15

juillet à Bagdad, a voté une prolongation de l'état d'urgence pour 30 jours à partir du 3 juillet en Irak, à l'exception de la région autonome du Kurdistan. Ce vote est intervenu à la demande du Premier ministre Nouri al-Maliki et du Conseil de la présidence en raison de la mauvaise situation de la sécurité du pays, a indiqué le président du Parlement, Mahmoud al-Machhadani. L'état d'urgence avait été décrété pour la première fois par le gouvernement transitoire du Premier ministre Iyad Allaoui avant une offensive en novembre 2004 contre Falloujah, à l'ouest de Bagdad. Il a été renouvelé tous les 30 jours depuis par le chef du gouvernement mais avec l'élection d'un Parlement permanent le 15 décembre dernier, il a besoin d'être approuvé par les députés, conformément à la Constitution. L'état d'urgence donne au pouvoir exécutif de larges prérogatives, lui permettant notamment d'imposer des restrictions sur les déplacements des personnes, des réunions publiques et d'ordonner des arrestations et des opérations de recherche.

Entre le 17 juin et le 14 juillet, la capitale irakienne a, de loin, concentré le plus d'attaques au mètre carré et le plus de morts et de blessés au mètre carré de l'ensemble de l'Irak, selon des statistiques américaines. Le plan de sécurisation de Bagdad « *En avant ensemble* », lancé le 14 juin et qui était une « *priorité* » du Premier ministre irakien n'est pas un succès: la violence a progressé de 40% entre le début du plan et la

mi-juillet. Les Américains vont désormais jeter plus de forces dans la bataille pour tenter d'enrayer la spirale de violence. Il y a actuellement en moyenne 70 attaques par jour dans la capitale irakienne en additionnant voitures piégées, engins artisanaux et échanges de coups de feu. Ce bilan ne compte pas les enlèvements sans coups de feu qui se terminent dans beaucoup de cas sinon la majorité des cas par des exécutions sommaires. Le président George W. Bush a annoncé le 25 juillet le transfert de troupes américaines de la province irakienne vers Bagdad pour faire face au regain de violence dans la capitale d'un pays menacé de guerre civile, de l'aveu même de son Premier ministre Nouri al-Maliki. En termes clairs, il doit pallier l'échec du plan de sécurisation de Bagdad mis en oeuvre, l'une de ses toutes premières initiatives de chef de gouvernement.

De son côté, le ministère irakien des émigrés et des déplacés a, le 20 juillet, fait savoir que la recrudescence des violences en Irak a porté le nombre des déplacés à 162.000 personnes au moins. La veille, Washington et les Nations unies s'étaient inquiétés de la multiplication des violences religieuses et d'un afflux « *dangereux* » de personnes déplacées, auxquelles 32.000 Irakiens sont venus s'ajouter au cours des trois dernières semaines. Le grand ayatollah Ali Sistani, chef spirituel de la communauté chiite d'Irak, a lui aussi dénoncé des « *campagnes de déplacement* ». Le nombre de 162.000 personnes est déduit des 27.000 familles qui ont sollicité de l'aide auprès du ministère irakien des émigrés et des déplacés depuis le 22 février, date du bom-

bardement de la mosquée chiite de Samarra. Par ailleurs, la morgue de Bagdad a annoncé le 21 juillet avoir reçu un millier de cadavres du 1er au 18 juillet, nouvel indice d'une d'intensification des violences dans la capitale irakienne. Plus de 55 corps ont été ramenés à la morgue en moyenne chaque jour en juillet, contre 53 en juin, 44 en mai et 39 en avril.

Par ailleurs, des experts budgétaires du Congrès américain ont, le 13 juillet, déclaré que la guerre en Irak pourrait encore coûter aux Etats-Unis entre 202 et 406 milliards de dollars d'ici 2016 et que cela dépendra de la rapidité du rapatriement des forces américaines. Si le contingent américain peut passer dès 2007 de 190.000 à 140.000 militaires, avant un retrait complet en 2009, l'intervention en Irak coûtera encore 166 milliards de dollars jusqu'en 2016, d'après les estimations du Bureau du bud-

get du Congrès (CBO). Si le retrait est plus lent, le coût des opérations passera alors à 368 milliards de dollars. A ces chiffres, le CBO ajoute notamment les frais liés au financement des forces irakiennes et à l'aide au développement ainsi que les diverses pensions à verser aux militaires américains. La guerre déclenchée en 2003 a jusqu'à présent coûté près de 300 milliards de dollars, d'après le CBO. Cet organisme a souligné que sa tâche avait été rendue plus difficile que d'habitude en raison de la rareté des informations fournies par l'administration du président George Bush. Avant l'intervention militaire, le conseiller économique de la Maison blanche de l'époque, Lawrence Lindsey, avait estimé le coût de cette opération entre 100 et 200 milliards de dollars. D'autres proches de George Bush avaient immédiatement réfuté cette évaluation, jugée bien trop élevée.

passé sa première année de détention à l'isolement. Il aurait été torturé à répétition dans le mois qui a suivi son arrestation. Il aurait notamment été frappé sur la plante des pieds avec un fouet clouté. En raison de ces mauvais traitements, Massoud Hamed a aujourd'hui les pieds entièrement paralysés, il souffre de vertiges et de maux de dos. Par ailleurs, il n'est pas autorisé à porter ses lunettes, une interdiction qui a entraîné une grave baisse de son acuité visuelle. Massoud Hamed avait obtenu le prix Reporters sans frontière qui a mené une campagne sans relâche pour le libérer.

De plus, le président de l'Organisation syrienne de défense des droits de l'Homme, Me Mohanad al-Hassani, a, le 7 juillet, déclaré que les autorités syriennes ont arrêté une jeune Kurde soupçonnée d'appartenir au Parti de l'union démocratique. « *Les services de renseignements ont arrêté (la veille) Faydane Abdel Rahmane Qoumboz, vraisemblablement pour son activisme au sein du Parti de l'union démocratique de Syrie* » a déclaré M. Hassani. Ce parti kurde est né d'une scission au sein du parti clandestin Yakiti (Unité). La militante de 24 ans est originaire de la région d'Afrin dans le gouvernorat d'Alep. De violents affrontements dans ce gouvernorat ainsi qu'à Qamichli entre manifestants kurdes et forces de l'ordre ont fait 40 morts en mars 2004 selon des sources kurdes, et 25 morts selon les autorités. « *Nous réclamons la libération de la citoyenne Faydane Abdel Rahmane Qoumboz ou sa poursuite devant une cour impartiale susceptible de garantir un jugement équitable au cas où il existerait une justification légale à un*

DAMAS : LES AUTORITÉS SYRIENNES LIBÈRENT

MASSOUD HAMED, PRIX REPORTERS SANS FRONTIÈRE, APRÈS TROIS ANS DE PRISON ET DE TORTURE

U étudiant kurde syrien a été libéré le 23 juillet après avoir purgé trois ans de prison pour avoir publié sur Internet les photos d'une manifestation à Damas, a annoncé selon l'Organisation nationale des droits de l'Homme en Syrie (ONDHS). « *Les autorités ont libéré Massoud Hamed, qui avait été condamné en 2003 à trois ans de prison par la Cour de sûreté de l'Etat pour avoir publié sur Internet (les photos d'une) manifestation d'enfants kurdes* », a indiqué Ammar Qorabi, président de l'ONDHS, dans un communiqué. Massoud

Hamed, 30 ans, étudiant en journalisme à Damas, avait été accusé par la Cour de sûreté de l'Etat, un tribunal d'exception, d'« *appartenir à une organisation secrète* » et d'avoir « *tenté de rattacher une partie du territoire syrien à un pays tiers* », selon le communiqué. Ces accusations sont portées systématiquement contre les Kurdes, soulignent des militants des droits de l'Homme syriens. L'ONDHS a appelé « *les autorités à libérer tous les prisonniers de conscience en Syrie* ». Massoud Hamed était détenu à la prison de Adra, dans la banlieue de Damas. Le journaliste a

tel jugement », a ajouté M. Hassani. « *Nous condamnons les arrestations politiques sous toutes leurs formes et appelons les autorités à clore définitivement ce dossier* », a encore indiqué l'avocat.

Par ailleurs, le procès de l'opposant syrien Kamal Labouani, accusé de contacts avec les États-Unis en vue d'inciter à « *une agression contre la Syrie* », s'est poursuivi les 17 puis le 25 juillet à Damas, a indiqué l'Organisation nationale des droits de l'Homme en Syrie (ONDHS). Kamal Labouani, fondateur du Rassemblement libéral démocratique en Syrie, a été arrêté en novembre 2005 à l'aéroport international de Damas. Il rentrait d'une tournée en Europe et aux États-Unis où il s'était notamment entretenu avec le conseiller adjoint à la sécurité nationale du président américain George W. Bush. Son procès s'est ouvert le 11 mai à Damas. Les accusations contre M. Labouani sont fondées sur ses rencontres avec des responsables européens et américains et sur des déclarations qu'il a faites, notamment sur la télévision satellitaire américaine *al-Hurra*. M. Labouani avait été emprisonné pendant trois ans pour avoir participé au « *Printemps de Damas* », la brève période de libéralisation qui a suivi l'accession de Bachar al-Assad à la présidence en 2000.

D'autre part, treize membres des Frères musulmans (interdits) ont été libérés en Syrie, selon, Mohannad al-Hassani, qualifiant cette mesure de signe « *positif* ». « *Les autorités syriennes ont libéré treize prisonniers islamistes, membres des Frères musulmans, incarcérés depuis 1981-1983* », a, le 7 juillet, déclaré Me Mohannad al-Hassani, sans préciser leur dates exactes de libé-

ration. Les Frères musulmans syriens ont été durement réprimés en février 1982 à Hama, au nord de Damas, avec plusieurs milliers de morts et d'arrestations dans cette ville prise d'assaut par l'armée. La loi 49 de 1980 prescrit la peine de mort contre les membres de la confrérie interdite. Depuis le milieu des années 1990, les Frères musulmans condamnés à mort ne sont plus exécutés, leurs sentences étant commuées en longues peines de prison. En outre, M. Hassani a indiqué que

Souheir Atassi (présidente du Forum Atassi pour le dialogue démocratique), Samar Labouani (épouse de l'opposant emprisonné Kamal Labouani), l'ancien député Riad Seif, le docteur Walid al-Bounni et l'ingénieur Fawaz Tello avaient été informés qu'ils ne pouvaient pas quitter le territoire syrien. M. Hassani, qui affirme qu'« *aucune loi (...) ne stipule l'interdiction de voyager* », a appelé les autorités à « *annuler cette mesure punitive* ».

ISTANBUL : UNE JOURNALISTE TURQUE POURSUIVIE POUR AVOIR DÉFENDU LE DROIT A L'OBJECTION DE CONSCIENCE, UN AUTRE CONDAMNÉ POUR « INSULTE A L'IDENTITÉ TURQUE »

Un tribunal d'Istanbul a, le 27 juillet, acquitté la journaliste et romancière turque Perihan Magden, poursuivie sur une plainte de l'état-major des armées pour avoir défendu dans un article le droit à l'objection de conscience en Turquie. La cour a estimé que Mme Magden n'était pas sortie des limites de la liberté d'expression et que le délit de « *décourager le peuple du service militaire par voie de presse* », pour lequel elle encourait jusqu'à trois ans de prison, n'était pas constitué, a déclaré son avocat Me Fikret Ilkiz.

Dans un article publié en décembre par l'hebdomadaire *Yeni Aktüel*, l'auteur de plusieurs romans à succès, dont « *Le Roman de deux Jeunes Filles* » (2002), avait pris la défense d'un militant homosexuel refusant d'accomplir le service militaire obligatoire et proposé que soit offerte comme

solution de remplacement la possibilité d'un service civil.

Tout citoyen turc est appelé sous les drapeaux à partir de 18 ans pour servir de six à 15 mois selon son niveau d'éducation. La Turquie ne reconnaît pas le droit à l'objection de conscience, les réfractaires pouvant encourir jusqu'à cinq ans de prison. Lors de la première audience du procès, début juin, Mme Magden avait été conspuée dans les couloirs du tribunal par des manifestants nationalistes l'accusant de faire le jeu du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Un important dispositif policier a été établi autour de la salle d'audience, a indiqué Me Ilkiz, précisant que Mme Magden n'avait pas assisté à l'audience.

De plus, la Cour de cassation turque a confirmé la condamnation à six mois de prison avec sur-

sis d'un journaliste arménien de Turquie, Hrant Dink, accusé d'«insulte à l'identité turque», a, le 12 juillet, indiqué son avocate. M. Dink, directeur de la publication du journal bilingue turc-arménien *Agos* à Istanbul, devra aller en prison s'il est condamné pour des délits similaires dans les cinq prochaines années, a expliqué Fethiye Cetin. «C'est une décision regrettable pour la Turquie», a-t-elle commenté.

M. Dink a été condamné en octobre 2005 par un tribunal d'Istanbul pour un article paru le 13 février 2004 dans son journal. Dans cet article consacré à la mémoire collective des massacres d'Arméniens commis entre 1915 et 1917 en Anatolie pendant l'empire ottoman, le journaliste appelait les Arméniens à «se tourner maintenant vers le sang neuf de

l'Arménie indépendante», seule capable de les libérer du poids de la Diaspora. Saisie en appel, une chambre de la Cour de cassation a décidé de casser le jugement en raison de vices de procédure. Le procureur de cette cour avait pourtant réclamé qu'il soit acquitté, mais les juges ont finalement décidé de confirmer la peine de prison, selon Me Cetin. La question arménienne est particulièrement sensible en Turquie, qui rejette l'emploi du terme «génocide» pour qualifier les événements alors même que plusieurs pays ont en revanche officiellement reconnu le génocide. M. Dink est visé par une deuxième procédure en justice. Il est actuellement jugé à Istanbul pour «tentative d'influencer la justice» pour avoir commenté ses propres démêlés judiciaires. Il encourt jusqu'à trois ans de prison.

dit du « feu de l'action » » et a mis en avant les « flagrantes contradictions dans la version des faits données par les autorités turques ». Au delà de la violation du droit à la vie, la Cour a également conclu à la violation de l'article 2 en raison de l'absence d'enquête effective menée sur l'affaire et à celle du droit à un recours effectif (article 13). Elle a alloué 9.000 euros à l'épouse du défunt, 6.000 euros à sa fille et 4.000 euros à chacun de ses six autres enfants pour préjudice matériel et moral.

Par ailleurs, la Turquie a, le 25 juillet, été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour avoir condamné en 2000 un journaliste et un propriétaire de journal pour des articles jugés pro-kurdes. La CEDH a jugé que la Turquie avait enfreint l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention Européenne des droits de l'homme en poursuivant le rédacteur en chef et le propriétaire du journal *Özgür Bakis* pour « propagande séparatiste ». Ce journal avait notamment publié une lettre et un article d'un responsable du PKK évoquant la lutte armée de ce mouvement ainsi que le déroulement du procès du leader du PKK, Abdullah Ocalan. Pour ces faits, Cihan Capan, le rédacteur en chef avait été condamné en 2000 à une peine de 13 mois de prison et à plusieurs amendes tandis que le propriétaire du journal Halis Dogan s'était vu infliger plusieurs amendes. Le journal fut d'abord saisi puis interdit de publication pendant trois jours. Tout en reconnaissant certains des articles brosaient « un tableau des plus négatifs de l'Etat turc », la Cour a estimé que les motifs retenus par les autorités turques ne pouvaient

STRASBOURG : SÉRIE DE CONDAMNATIONS DE LA TURQUIE POUR VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

RA Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a, le 27 juillet, condamné la Turquie pour n'avoir pas sanctionné des gardes de village qui avaient abattu un homme soupçonné à tort d'être un « terroriste » kurde, selon la terminologie officielle. La CEDH a jugé que la Turquie avait violé l'article 2 (droit à la vie) de la Convention européenne des droits de l'homme. Agé de 52 ans, Mehmet Mihdi Bilgin avait été tué en 1994 dans la province kurde de Batman par des gardes de villages qui expliquèrent qu'ils l'avaient abattu dans un contexte d'opérations

armées du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

En 1995, dix gardes firent l'objet de poursuites pénales pour homicide volontaire et furent renvoyées devant les assises, mais en 1997 la cour d'assises suspendit le jugement en arguant du fait qu'ils avaient commis un délit dans l'exercice de leurs fonctions. L'année suivante, le conseil administratif de Besiri, l'un des villages concernés, décida qu'il n'y avait pas lieu d'engager des poursuites. La CEDH a estimé que le comportement des gardes demeurait « injustifiable, même dans un contexte

être considérés comme « *suffisant pour justifier l'ingérence dans le droit des requérants à la liberté d'expression* ». Elle a notamment relevé que les articles n'exhortaient « *pas à l'usage de la violence, ni à la résistance armée, ni au soulèvement* ». La peine de prison infligée à M. Dogan n'avait jamais été exécutée, ce dernier ayant quitté la Turquie pour la Suisse où il réside désormais. La Cour a alloué 5.000 euros à M. Capan et 7.000 euros à M. Dogan pour préjudice moral.

La Cour européenne a également jugé que la Turquie avait violé la liberté d'expression de l'ancien Premier ministre turc, Necmettin Erbakan. Condamné dans son pays pour des propos jugés haineux, Necmettin Erbakan, a obtenu gain de cause à Strasbourg, où la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a, le 6 juillet, estimé que ses droits à la liberté d'expression et à un procès équitable avaient été violés. M. Erbakan, qui fut Premier ministre de Turquie de juin 1996 à juin 1997, avait été condamné en 1998 à une peine prison pour des propos jugés haineux tenus alors qu'il était président du Refah Partisi (Parti de la Prospérité), une formation dissoute la même année pour « *activités contraires aux principes de laïcité* ». Selon l'accusation, le dirigeant islamiste avait en 1994, dans le cadre d'élections municipales à Bingöl, incité le peuple à la haine en tenant notamment des propos sur les différences entre religions. Un enregistrement, qui est consigné dans l'arrêt bien que son authenticité ait été contestée, indique qu'il aurait déclaré qu'en votant pour le Refah, les électeurs ne deviendraient pas « *les esclaves des chrétiens* ». Il aurait également repro-

ché aux autres partis d'être « *amoureux de l'infidèle* ».

Le 10 mars 2000, la cour turque de sûreté de l'Etat avait conclu qu'en distinguant entre « *croyants* » et « *non croyants* », M. Erbakan avait dépassé les limites admissibles de la liberté de la discussion politique. Condamné à un an de prison il bénéficia en janvier 2001 d'un sursis à l'exécution de cette peine. La Cour européenne a indiqué dans son arrêt avoir tenu compte de « *la très sévère sanction infligée à cet homme politique notoire* », jugée hors de proportion avec « *l'intérêt de la société démocratique d'assurer le libre jeu du débat politique* ». S'il est « *crucial* » que les hommes politiques évitent de diffuser en public des propos intolérants il faut également tenir compte du « *caractère fondamental du libre jeu du débat politique* » avant de prononcer une sanction lourde, a-t-elle ajouté.

La Cour européenne a en outre estimé qu'il n'était pas établi qu'au moment de l'engagement des poursuites, déclenchées 4 ans après, le discours incriminé engendrait « *un risque actuel* » et un danger « *imminent* » pour la société. Invoquant la Convention européenne des droits de l'homme, M. Erbakan soutenait par ailleurs que sa cause n'avait pas été jugée par un tribunal indépendant et impartial et, conformément à sa jurisprudence constante, la Cour de Strasbourg a sanctionné la présence d'un militaire parmi les magistrats de la Cour de sûreté de l'Etat qui avait prononcé la sentence. Cette présence constitue pour les juges de Strasbourg « *un motif légitime de redouter un manque d'indépendance et d'impartialité de cette juridiction* ».

De plus, la Cour européenne des droits de l'homme a, le 3 juillet, également pris une décision encourageant l'Etat turc à supprimer les cours de « *culture religieuse et morale* » pour les jeunes alévis. Les jeunes alévis étaient obligés jusqu'à aujourd'hui d'assister à des cours sur l'islam sunnite. En conséquence, les alévis avaient lancé en 2005 une campagne pour interdire ces cours de religion. La décision de la Cour européenne des droits de l'homme arrive à point nommé. Le quotidien *Hürriyet* cite le ministre de l'Education nationale turc, Hüseyin Celik, qui affirme qu'à partir de l'année prochaine les cours de « *culture religieuse et morale* » seront ouverts aux croyances des alévis. On trouvera dans les ouvrages scolaires les fondamentaux de la doctrine chiite, des références à Fatima [la fille du prophète Mahomet, épouse de l'imam Ali, lequel est à l'origine du chiisme], l'histoire de sa famille... » En revanche, le ministre estime que, « *puisque 99 % des habitants du pays sont musulmans, il ne peut pas donner une place égale à toutes les religions* ». Par ailleurs, le quotidien indique que « *l'application de la décision prendra du temps* ». Dans la Constitution turque, imposée par les auteurs du coup d'Etat militaire de 1980, il est inscrit que les cours de religion sont obligatoires en primaire et au collège. Il faudra donc peut-être changer la Constitution. Pour l'instant, le journal rapporte que les parents qui ne veulent pas envoyer leurs enfants à ces cours peuvent « *en exprimer le souhait* » à l'administration. Le secrétaire général de la Fédération des alévis, Fevzi Gümüs, cité dans *Hürriyet*, a déclaré que la prise de position de la Cour était « *une avancée dans le combat* », mais que,

« dans une éducation moderne, les cours de culture religieuse et scientifique, démocratique et laïque, morale doivent être supprimés ».

AINSI QUE...

? LA PRINCIPALE FORMATION KURDE DE TURQUIE, LE PARTI POUR UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE (DTP), DANS LE COLLIMATEUR DES AUTORITÉS TURQUES. La police turque a, le 30 juillet, placé en détention quelque 130 personnes lors d'une réunion organisée par le principal Parti kurde du pays, arguant que cet événement était lié au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La police a affirmé que la réunion, qui s'est tenue à Urfa avait été organisée au nom d'une « organisation terroriste », terme utilisé pour désigner le PKK. Le Parti pour une société démocratique (DTP), principale formation pro-kurde du pays, a déclaré que le seul but de cette réunion était d'avoir un débat sur

les problèmes de la ville. Les détenus doivent comparaître devant un tribunal et certains pourraient être accusés d'actes criminels, ont indiqué les mêmes sources.

Les hommes politiques kurdes sont souvent accusés d'être des instruments du PKK par les autorités turques. Le DTP a été créé fin 2005 par d'anciens députés kurdes dans le but de résoudre le problème kurde par des moyens pacifiques. Plusieurs responsables du parti, qui n'est pas représenté au Parlement, sont d'ores et déjà sous le coup de poursuites judiciaires pour « complicité avec le PKK ». Le mois dernier, un procureur turc a ouvert une enquête pour déterminer si la première convention du DTP avait fait de la propagande

pour le PKK après que des participants eurent agité des drapeaux kurdes et des affiches représentant le leader du PKK, Abdullah Öcalan.

De plus, l'agence de presse semi-officielle turque Anatolie, a, le 6 juillet, rapporté qu'Ahmet Türk, homme politique kurde qui a été récemment élu à la tête du principal mouvement pro-kurde de Turquie, le Parti pour une société démocratique (DTP), et Aysel Tugluk, ex-co-présidente de cette formation, ont été inculpés par le parquet d'Ankara pour avoir distribué des tracts en langue kurde. Ils risquent jusqu'à 2 ans et demi de prison. Ils sont accusés d'avoir distribué des tracts à l'échelle nationale en kurde évoquant également le sort d'Abdullah Öcalan lors de la journée de la femme, le 8 mars, selon l'agence. Les partis sont tenus d'utiliser uniquement le turc, langue officielle, lors de leurs activités politiques aux termes de la loi sur les formations politiques.

Revue de Presse
Press Review
Berhevoka Çapê
Rivista Stampa
Dentro de la Prensa

À Bagdad, le camouflage est un moyen de survie

MOYEN-ORIENT

Pour rester en vie, les Irakiens ont appris à pratiquer l'art de la dissimulation.

Le puissant chef chiite Abdel Aziz al-Hakim s'est, hier, prononcé pour que l'amnistie proposée par le premier ministre Nouri al-Maliki soit aussi appliquée aux auteurs des attaques contre les soldats américains. La question sensible du pardon aux auteurs des attaques contre les soldats américains a soulevé de vives réactions à Washington, où des élus se sont opposés fortement à une telle idée.

Bagdad

DANS LES VITRINES de la rue commerçante Karrada In, il y a en a pour tous les goûts : chemises en mousseline légère, jeans délavés assortis de ceintures incrustées de cœurs argentés, escarpins à bouts pointus. Mais les boutiques sont désertes. Cet été, même les Irakiennes les plus coquettes ont décidé de bouder la mode.

« Je ne cherche plus à me faire belle. Je me maquille de moins en moins. Aujourd'hui, une des recettes pour survivre à Bagdad, c'est l'invisibilité », murmure Maryam, 28 ans. Employée dans une compagnie de télécommunication, cette chrétienne d'Irak a fini par se résigner, il y a un mois, à porter le foulard en public. Par crainte de provoquer les groupes islamistes. Par peur, aussi, d'attirer l'attention des gangs organisés qui parcourent la capitale à l'affût de cibles faciles à kidnapper. Par souci, tout simplement, de ne pas provoquer les voisins, les collègues, les amis.

Dans un Irak de plus en plus chaotique, où « l'ennemi n'a plus de visage » – une formule entendue à longueur de journée –, les Bagdadis ont appris à cultiver, comme Maryam, l'art du camouflage. Aux check points, les soldats de la garde nationale cachent leurs visages derrière d'épaisses cagoules noires. Les policiers, eux, se réfugient derrière des lunettes de soleil. Aux 4 x 4 flambant neufs, les politiciens locaux préfèrent désormais de discrètes Mercedes blindées de l'intérieur. Et les Ira-

kiens qui travaillent pour des compagnies ou des diplomaties étrangères se gardent de révéler leur véritable fonction à leur entourage, de peur d'être perçus comme des « collaborateurs ».

« J'ai coupé tout contact avec mes amis, car ils me posaient trop de questions », soupire une Irakienne qui exerce un des métiers les plus risqués du moment : traductrice à l'ambassade américaine, dont les bureaux se trouvent dans la « zone verte » ultrafortifiée. « Je dois redoubler de prudence car je sais que ma tête a un prix très élevé sur la liste des trancheurs de gorge. Certains de mes collègues ont été kidnappés, d'autres tués », précise cette élégante femme, de confession sunnite, qui refuse, par précaution, de donner son nom. « Seuls mes parents connaissent mon secret », dit-elle.

« Nous sommes entourés de fantômes »

En général, elle se débrouille pour quitter sa maison vers 6 heures du matin, pour éviter les regards des voisins. Et le soir, quand elle rentre du travail, elle se fait ramener par un chauffeur de confiance qui la dépose directement dans l'arrière-cour. Chaque jour, elle change d'itinéraire. S'il lui arrive de prendre un taxi dans la rue, elle se recouvre d'un hidjab et porte des lunettes. « Dès que je quitte la zone verte, j'enroule mon badge de travail dans un mouchoir que je planque au fond de mon sac. Et quand je suis coincée dans les embouteillages, je récite le Coran dans ma tête, en priant pour que Dieu me protège », souffle-t-elle.

La peur ne la quitte jamais. Car le danger est omniprésent. « Un soir, un homme s'est mis à hurler « Mort aux collaborateurs » dans notre rue, non loin de la maison. Par précaution, je ne suis pas allée à l'ambassade pendant quinze jours », raconte-t-elle. Pas question, pourtant, de songer à abandonner son travail. « J'ai déjà tout perdu : mes amis, ma vie privée, mon identité. Si je laisse tomber mon boulot, il ne me restera plus rien », dit-elle.

« Pour vivre heureux, vivons cachés », ironise un Irakien sous couvert de l'anonymat. À la chute



Menacés par un ennemi sans visage, les Bagdadis tentent de gommer tout signe distinctif : certaines chrétiennes se voilent, des chiïtes falsifient leurs papiers d'identité, d'autres dissimulent leur métier... Ashley Gilbertson/Aurora

de Bagdad, en avril 2003, ce pharmacien s'empressa d'aller proposer ses services à une compagnie occidentale. Motivé par la fin de l'embargo et par son nouveau salaire grassouillet, il investit dans une nouvelle voiture, un blue-jean à l'américaine, une casquette et de jolies chemises italiennes. Mais le rêve ne dura que quelques mois. « Au moment des premiers kidnappings, j'ai ressorti ma vieille Opel rouillée », dit-il. « Depuis, note-t-il, la situation n'a fait que se dégrader. »

Dans cet Irak qui peine à avancer, personne n'est épargné. La presse locale dresse régulièrement le bilan d'enlèvements, par dizaines, d'ouvriers, d'étudiants, de passagers d'autobus. Et puis, il y a aussi toutes ces rumeurs interdisant aux hommes de porter des shorts, aux femmes de mettre des lunettes de soleil, aux enfants d'écouter de la musique en période de deuil. « Le pire, confie le pharmacien, c'est qu'on ne sait plus qui est qui et qui fait quoi. Nous sommes entourés de fantômes. Dans ces conditions, à qui peut-on faire confiance ? » Les kidnappings sont, en effet, souvent organisés par des hommes portant des uniformes de policiers ou de soldats.

La guerre intercommunautaire entre chiïtes et sunnites n'a fait que renforcer le climat de méfiance générale. Au point de lancer une nouvelle mode : la falsification de cartes d'identité. Au marché Moreydi, le repère des faux

papiers, au cœur de la banlieue chiite de Sadr City, il est fréquent de voir les « Reza », « Abbas » ou « Mahdi » (prénoms typiquement chiïtes) se faire rebaptiser « Omai » (un nom sunnite) pour pouvoir passer certains check points à la sortie de Bagdad. Contre une quinzaine d'euros, certains Irakiens s'arangent également pour que le bureau des cartes d'identité fasse disparaître le nom de leur tribu – traditionnellement mentionné sur les papiers irakiens – s'il permet trop facilement d'identifier leur affiliation religieuse.

Pire que sous Saddam

Originaire de Sadr City, Jabar Khaled al-Hassani, un réparateur de voitures, en a fait l'expérience, il y a cinq mois. « J'ai fait retirer « al-Hassani » de ma carte, car c'est une tribu chiïte. Maintenant, je me sens plus en sécurité quand je vais voir certains clients dans des quartiers sunnites », dit-il. La méfiance, reconnaît-il, c'est un sentiment qui l'animait déjà sous Saddam, dont les mokhaberat (services de renseignements) traquaient la moindre personne qui osait critiquer le régime. « Mais maintenant, c'est mille fois pire sous Saddam, on te tuait si tu te mêlais de politique. Aujourd'hui, que tu sois sunnite ou chiïte, que tu sois laïc ou religieux, tu es mort. L'ennemi est partout. Pour se protéger, on est condamné à la double apparence », dit-il.

DELPHINE MINOUI

LE FIGARO
4 juillet 2006

Un sentiment antichrétien se développe en Turquie

VIOLENCE

Une nouvelle agression a visé un prêtre catholique dimanche.

Istanbul

EN FÉVRIER, après l'assassinat d'Andrea Santoro dans son église Santa-Maria à Trabzon, le père Pierre Brunissen, envoyé sur place par sa hiérarchie, répétait sous le choc que « jamais, il n'aurait pu imaginer un tel drame ». Dimanche soir, ce même prêtre catholique, en poste à Samsun, a été à son tour victime d'une attaque. Dans une rue animée du grand port turc de la mer Noire, il a reçu un coup de couteau à la hanche. « Il a perdu beaucoup de sang, mais aucun organe vital n'a été touché », assure Lenuza, son assistante roumaine.

Des droits limités pour les chrétiens

« Nous demandons une liberté religieuse totale, qui ne se limite pas seulement à la liberté de culte, explique Mgr Luigi Padovese. Le statut juridique de l'Église n'est toujours pas reconnu, ce qui nous empêche, par exemple, d'ouvrir des séminaires. » La Constitution turque garantit pourtant la liberté religieuse aux citoyens non musulmans et le traité de Lausanne de 1923 protège les minorités du pays. Mais dans la pratique, les 70 000 chrétiens de Turquie sont victimes de discrimination. Les protestants et les catholiques n'ont aucune existence légale. Au cours du XX^e siècle, l'État a confisqué de très nombreux biens immobiliers aux différentes communautés. Sous la pression de l'Union européenne, des églises ont été restituées en juin aux orthodoxes et aux catholiques. Mais le problème n'est toujours pas réglé. L. M.

Le père Brunissen est sorti de l'hôpital hier après-midi. Son agresseur, âgé de 47 ans, a été arrêté et selon le gouverneur de la province, il s'agirait d'un déséquilibré souffrant de schizophrénie. L'agence de presse officielle Anatolie rapporte également que cet homme avait porté plainte contre le père Brunissen pour prosélytisme. « Ces derniers mois, il avait reçu des menaces de mort par téléphone, explique le vicaire d'Anatolie monseigneur Luigi Padovese. Mais la protection policière devant l'église avait été récemment levée car le danger semblait écarté. »

Présent depuis douze ans en Turquie et fin connaisseur de la communauté turque pour l'avoir longtemps côtoyée en Alsace, sa région d'origine, Pierre Brunissen avait également subi par le passé une campagne de diffamation dans la presse de Samsun : des rumeurs l'accusaient d'attirer des jeunes garçons pour leur montrer des films pornographiques. Il avait poursuivi en justice ses détracteurs et remporté les procès.

Ces derniers temps, les agressions se multiplient contre les hommes d'Église en Turquie. Il s'agit de la quatrième recensée en moins de six mois. La première a eu lieu contre le père Santoro, abattu de deux balles alors qu'il priait. Oguz, son meurtrier présumé âgé de 16 ans et dont le procès est en cours, se retrouve seul sur le banc des accusés. Le crime a-t-il été commandité par des islamistes, au plus fort de la crise des caricatures de Mahomet ? Ou par les milieux de l'extrême droite ? Aucune information n'a filtré sur ces hypothèses.

Pour Ankara, ce meurtre est très embarrassant : dans le cadre des négociations d'adhésion à l'Union européenne, Bruxelles exige un effort particulier sur les droits des minorités non musulmanes et le pape Benoît XVI est attendu en Turquie au mois de novembre. Ce contexte délicat explique l'empressement avec lequel Abdullah Gül, le ministre des



Le père Brunissen est sorti de l'hôpital hier après-midi. Son agresseur, âgé de 47 ans souffrirait de schizophrénie. AFP

Affaires étrangères, avait dénoncé « un acte isolé ». Mais quelques jours après l'assassinat d'Andrea Santoro, un prêtre slovène avait été victime de violences sur le pas de la porte de son église à Izmir : ses jeunes agresseurs l'auraient saisi à la gorge, au cri de « Allaho akbar ». Par la suite, un prêtre et un moine ont été menacés par un adolescent armé d'un couteau dans un monastère de Mersin, dans le sud du pays.

Cinquième colonne

Un climat antichrétien semble s'installer en Turquie, pays laïc composé à 99 % de musulmans. Les milieux nationalistes d'extrême gauche et d'extrême droite diffusent un discours assimilant les chrétiens du pays à une cinquième colonne. Un rapport sur les droits de l'homme en Turquie publié en mars par la Fondation d'études économique et social (Tesev) pointe cette dérive contre « le non-musulman », la comparant « aux réactions d'islamophobie perceptibles en Europe ».

L'an dernier à Noël, la minuscule communauté grecque orthodoxe d'Istanbul, rassemblée pour la rituelle plongée de la croix dans

les eaux de la Corne d'or, a ainsi été prise à partie par des sympathisants du groupe d'extrême droite les Loups gris. Les trouble-fête scandaient « Ici, c'est la Turquie, aime-la ou quitte-la ! » Les Juifs convertis à l'islam depuis plus de trois siècles sont quant à eux soupçonnés de diffuser leur ancienne religion sous le manteau. Pourtant, souligne le rapport de Tesev, l'État turc, en sept ans, n'a enregistré que 350 conversions au christianisme.

Malgré ce chiffre très modeste, le Diyanet, la direction des affaires religieuses en Turquie, a lancé l'an dernier une harangue contre les missionnaires qui se livrent à « une croisade » en terre turque. Cet avertissement a été relayé dans toutes les mosquées du pays, à l'occasion du prêche du vendredi, dont l'État contrôle le contenu. L'évêque Luigi Padovese s'inquiète de cette inimitié diffuse : « Une partie des médias répand une image très négative du christianisme, insistant sur les missionnaires (NDLR : évangéliques) qui paieraient des musulmans pour les convertir. À les écouter, les chrétiens s'apprentent à reconquérir la Turquie. »

LAURE MARCHAND

In Turkey, anxiety rises as nation's currency falls

By Dan Bilefsky

ISTANBUL: "The ghosts of 2001 are hovering over Turkey," Ergun Hicyilmaz said, referring to the economic meltdown that shook the country to the depths of the Bosphorus and marked its worst crisis since Mustafa Kemal Atatürk founded the republic out of the ashes of the Ottoman Empire in 1923.

Hicyilmaz, founder of Turkey's first economic magazine, author of 30 books and owner of a vintage memorabilia shop in a bustling bazaar near Istanbul's Taksim Square, said during the weekend that the sharp decline of the Turkish lira over the past few months was keeping customers away. It also is bringing back bad memories of the previous financial shock in which the lira plunged, interest rates bolted overnight to 4,000 percent, and cash-strapped customers stopped shopping.

"After the last financial crisis, I traded my trousers for a pair of shorts — now I may be stripped down to my underwear," joked Hicyilmaz, an ebullient 64-year-old, surrounded by "Godfather" movie posters, 1950s Coca-Cola

signs and old magazines with pictures of Atatürk on their covers.

"But we Turks will not become naked," he said. "The situation is much different now than it was then."

Talk of another economic crisis is dominating the cafés, mosques and bars of this sprawling city of an estimated 14 million people, a fear stoked by a massive sell-off of Turkish assets during the past two months by international investors who also have been dumping holdings they had in other emerging markets.

Underlying the jitters is political uncertainty caused by the forthcoming presidential and general elections, a growing clash between the secular establishment and the governing Justice and Development Party, known by its Turkish acronym as the AKP, of Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan, and intensifying doubts about Turkey's prospects for European Union membership.

The sell-off helped wipe away a fifth of the value of the Turkish lira against the dollar from April to June and econo-

mists expect the annual inflation rate to have breached 11 percent in June, from 8 percent two months earlier. The central bank raised interest rates three times in June in a desperate attempt to shore up the currency.

Economists fear that if the lira continues to fall, it could turn into a full-blown currency crisis and hamper the country's growth.

"There are many political risks, so it is difficult for the central bank to do a miracle job and stabilize the economy,"

said Gavi Ercel, who was governor of the central bank from 1996 to 2001.

But Ercel is adamant that comparisons with 2001 are exaggerated because Turkey has made structural changes and improved the health of its banking sector.

"The latest shock has sounded an alarm, but it is an alarm, not a crisis," he said, noting that the economy was growing at a 6.4 percent annual rate and that the lira has been crawling back from its low last month. Another economic meltdown in Turkey, however unlikely, would hobble one of the most important U.S. and European allies in a region beset by instability.

Bordered by Iran, Iraq and Syria, secular Turkey is indispensable to Washington's democratizing mission as a potent example of how democracy, capitalism and Islam can be compatible. The European Union, which Turkey

hopes to join in the next 10 years, depends on the country as a trading partner and bridge to the Islamic world.

Erdogan has said that the recent volatility was the result of external factors, including the tightening of monetary policy in the United States, the euro zone and Japan. But leading economists in Istanbul say such bravado ignores the very real risks to the Turkish economy, including a large government debt, a growing imbalance of imports over exports, and dependence on short-term capital inflows.

But it is politics, not economics, that is driving the latest uncertainty.

The secular establishment in Turkey fears that the AKP will make Erdoğan its candidate to replace the staunchly secular president, Ahmet Necdet Sezer, who is to step down next May. Should that happen, a party with Muslim roots could tighten its influence in a country where the separation between mosque and state long has been sacrosanct. The prime minister is the head of the government, but the president has the power to reject legislation.

Fears that this separation is already eroding have been fueled by a recent, monthlong political battle over the appointment of the new governor for the central bank, during which the president rejected as unqualified Erdoğan's candidate, a specialist in Muslim financing. The standoff was resolved in April with the compromise appointment of

Durmuz Yılmaz, a central bank veteran.

Tensions were aggravated again in May when a prominent judge at the Council of State, Turkey's highest administrative court, was murdered by a Muslim nationalist who said the attack was in retaliation for a recent ruling against a teacher who wore an Islamic-style head scarf.

The secularists praised the mass

street protests that followed the assassination. Erdoğan condemned the killing but secularists complained that he did not also attend the judge's funeral.

Sinan Ulgen, chairman of EDAM, an Istanbul research institute, said Sunday that "It is against the law for a woman in secular Turkey to wear a head scarf in the civil service, yet it is becoming impossible to get a top position in this current administration unless your wife wears a head scarf."

Ulgen noted that secularists had looked on in dismay when the state television network decided not to buy the rights to Winnie the Pooh on the ground that the Piglet character was incompatible with Turkish traditional values.

Yet Turkey's secularism is entrenched by the country's Constitution, and many legal experts in Turkey say that fears of Islam encroaching on the republic are unfounded.

"Look at us, and you can see that secularism in Turkey isn't at risk," said Sule Ozoy, a constitutional lawyer who was drinking a Baileys Irish Cream

with friends at a hip café.

Ozoy's sister, Sevil, an economist who works for a large automobile manufacturer, said that companies were offsetting the lira's fall by reducing domestic sales and increasing exports. "The consumer is suffering, and the instability isn't good for anyone," she said.

Relations between Turkey and the European Union have played a role in unnerving investors. The carrot of EU membership has spurred changes ranging from better rights for minorities to the privatization of state-owned industries. Business people in the country fear that a disruption of the EU process could stall changes that have brought much-needed foreign investment.

"The EU process is like a peg to keep the stability in the markets," said Umit Boyner of Boyner Holding, a large retail empire in Turkey. "The government needs to get over its complacency."

Driving a wedge between Turkey and the EU is Ankara's refusal to open ports and airports to traffic from Cyprus, an EU member state. Olli Rehn, the EU's expansion commissioner, has warned that the dispute risks creating a "train crash" between Turkey and the bloc.

Back at his shop, Ergun Hicyilmaz said that despite the latest turbulence, he was optimistic about the future.

"We will overcome the current crisis," he said. "Turks are strong. But we need to find another Atatürk and soon."

International Herald Tribune

INTERNATIONAL
Herald Tribune

July 3, 2006

Those 5 wives? 'I wouldn't do it again'

Polygamy in Kurdish area could undermine Turkey's bid for EU

By Dan Bilefsky

ISIKLAR, Turkey: With his five wives, 55 children, 80 grandchildren, 400 sheep, 500 hectares of land and small army of servants, Aga Mehmet Arslan would seem an unlikely defender of monogamy.

Yet if he were young again, the sprightly, pot-bellied, 64-year-old Kurdish village chieftain says, he would happily trade in his five wives for one.

"Marrying five wives is not sinful, and I did so because to have many wives is a sign of power," says Arslan, perched on a divan in a large cushion-filled room at his house, where a portrait of Mustafa Kemal Ataturk, who outlawed polygamy in 1926, is prominently displayed.

"But I wouldn't do it again," he adds, listing the challenges of so many kin, like building each wife a house far from the others to prevent them from competing and struggling to remember all of his children's names. "I was uneducated back then, and Allah commands us to be fruitful and multiply."

Banned by Ataturk as part of an effort to modernize the Turkish republic and empower women, polygamy remains widespread in this deeply religious and rural Kurdish region of southeastern Anatolia, home to one-third of Turkey's 71 million people. The practice is generally accepted under the Koran.

The prevalence of polygamy is creating culture clashes in a country struggling to reconcile the secularism of the republic with its Muslim traditions. It also risks undermining Turkey's drive to gain entry into the European Union, which has condemned the practice.

Because polygamous marriages are religious rituals not recognized by the state, the wives have no legal status, making them vulnerable when marriages turn violent. The imams who conduct the ceremonies can be punished with three-year jail sentences. Yet the local authorities here typically turn a blind eye because the practice is viewed as a tradition and is largely underground.

"The EU is looking for any excuse not to let Turkey in, and polygamy reinforces the stereotype of Turkey as a backward country," says Handan Coskun, director of a women's center.

Two years ago, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan tried to attack polygamy by criminalizing adultery. The move came after prominent members of his Justice and Development party were rumored to have taken second wives.

But Erdogan was forced to withdraw the adultery ban when the EU criticized Turkey for intervening in the na-



Ali Kaska for the IHT

Mehmet Arslan, in one of his five houses (each wife lives in a separate house).

tion's bedrooms.

Polygamy is not unique to Turkey; it is also practiced in Muslim West

Africa, in traditionalist Arab states like Saudi Arabia, and by Mormon fundamentalists in the United States.

In Turkey, polygamy experts explain the practice as a hangover from the Ottoman period, when harem culture abounded and having several wives was viewed as a symbol of influence, sexual prowess and wealth.

Professor Remzi Otto, a sociology professor at Dicle University in Diyarbakir, who conducted a survey of 50 polygamous families, says men here are



Songul Fiktan, with one of her children, was forced into a polygamous marriage by her family.



The New York Times

Though banned, polygamy is widespread in the Isiklar region.

often forced into arranged marriages by their families, and take second wives if their first wives cannot conceive sons. Some men also take widowed women and orphan girls as second wives to give them a social safety net. Love, adds Otto, also can play a role.

"Many men in this region are forced into marriages when they are as young as 13, so finding their own wife is a way to rebel and express their independence," he says.

Isiklar, the remote village where Arslan is aga, or chief, can be found at the end of a long dirt road, surrounded by sweeping verdant fields. Life in Isiklar is a family affair, since nearly all 300 inhabitants are Arslan's progeny. Most of the locals share his last name, Arslan, which means "lion" in Turkish and connotes his virility.

Arslan says he regrets his lifestyle and has banned his sons from taking second wives. He also is educating his daughters.

"I have done nothing shameful, I don't drink, I treat everyone with respect," he says. "But having so many wives can create problems."

His biggest headache, he says, stems from jealousy among the wives, the first of whom he married out of love.

"My rule is to behave equally toward all of my wives," he says. "But the first wife was very, very jealous when the second wife came. When the third arrived, the first two created an alliance against her. So I have to be a good diplomat."

Beyond the need to play marital referee, Arslan, who owns land, real estate, and shops throughout the region, says that the financial burden of so many offspring can be overwhelming.

"When I go to the shoe shop, I buy 100 pairs of shoes at a time. The clerk at the

INTERNATIONAL
Herald Tribune July 7, 2006

store thinks I'm a shoe salesman and tells me to go visit a wholesaler," he says, fingering his prayer beads and a pistol perched in a leather holster.

He also has trouble keeping track of his children. He recently saw two young boys fighting on the street and told them they would bring shame on their families.

"Do you not recognize me?" one of

'But if you want to be happy, marry one wife.'

them replied. "I am your son."

Religious leaders here are beginning to question polygamy. On a recent day at the Ulu Mosque in Diyarbakir, a former Byzantine church surrounded by a large stone courtyard, a group of Islamic scholars washed their feet as they debated the merits of a second marriage.

Imam Camisab Ozbek said Islam permits a man to take up to four wives, but only on the condition that each wife has her own property, assets and dowry. He said some local polygamous men were distorting the Koran's teachings.

"If a husband takes a second wife and doesn't behave equally toward her, when he dies he will be handicapped in the hereafter and go to hell," he says, quoting a verse from the Koran that exhorts men to marry only one wife "if you fear you may not be able to deal justly" with two, three or four.

Women's groups say polygamy is putting women at risk because the second wives are invisible. "These women can be abused, raped, mistreated and because their marriages aren't legal, they have nowhere to turn," says Coskun, director of a women's center, which has opened bread-making factories in poor rural areas where women can work and take classes on women's rights.

Blind and handicapped at birth, Songul Fiktan, 31, says she was forced by her family to marry her cousin's hus-

band because her cousin could not conceive. On the wedding night, she learned her husband was 65 years old.

"I didn't know if my husband was young or old, handsome or ugly, I was forced into the marriage," she says, shaking and wiping her eyes with a corner of her headscarf.

After she produced seven children, now 6 months to 15 years old, Fiktan says, her husband told her he could not afford to support the family and fled. Left alone, she moved to Diyarbakir where she and her children became beggars. A local professor found her on the street and took her to a shelter.

Back at his house in Isiklar, Aga Arslan acknowledges that polygamy is an outmoded practice that should slowly be disallowed.

"Allah has been giving to me because I am giving to my family," he says. "But if you want to be happy, marry one wife."

International Herald Tribune

Attentats, meurtres, enlèvements : le chaos sécuritaire règne à Bagdad

La situation ne s'améliore pas dans la capitale irakienne, en dépit du « plan de sécurité renforcé » et de l'amnistie offert aux insurgés par le gouvernement

BAGDAD
ENVOYÉ SPÉCIAL

Quels que soient l'armement et le nombre de gardes du corps dont on peut s'entourer à Bagdad, plus personne n'est désormais à l'abri d'un assassinat, d'un attentat ou d'un enlèvement. Samedi 1^{er} juillet, une députée sunnite a été kidnappée en pleine ville, avec ses huit anges gardiens, dans l'est de la capitale, aujourd'hui entièrement contrôlée par les milices chiïtes islamistes. On est toujours sans nouvelles des disparus et les députés de son « bloc sunnite » – qui accusent directement les « milices chiïtes », dont les représentants politiques dominent le gouvernement « d'unité nationale » – continuent de boycotter le Parlement.

Mardi 4 juillet, c'est Raed Al-Hareth, vice-ministre de l'électricité – responsabilité ô combien stratégique dans une ville qui n'en distribue plus que quatre à

cinq heures par jour, alors que le thermomètre affiche, à midi, quelque 50 degrés à l'ombre – qui a été stoppé par un barrage dressé, toujours dans la partie chiïte de la ville, par plusieurs dizaines d'hommes armés en tenue camouflée. Son convoi « de sécurité », composé de sept véhicules à bord desquels avaient pris place 19 gardes du corps, s'est arrêté sans barguigner, croyant avoir affaire à des militaires. Tout le monde a été désarmé à la pointe du fusil d'assaut et emmené on ne sait où.

M. Al-Hareth a eu de la chance : douze heures plus tard, il a été libéré avec sept de ses gardes. Les autres sont restés prisonniers. Très secoué, M. Al-Hareth, dont on ignore la confession religieuse – son nom ne la révèle pas –, se refusait, mardi soir, à toute explication.

« Le pays est au bord de l'abîme », a titré, lundi, le quotidien indépendant de Bagdad, *Al-Bayyan Al-Jadidah*. « La violence, les tueries et la mort se répandent dans nos rues », écrit l'éditorialiste Sattar Jabbar. « Faute d'un [vrai] gouvernement, ajoute-t-il, l'Irak ressemble à une jungle où les faibles sont la proie des forts, où la fraternité disparaît dans des combats sectaires (...) Chacun aujourd'hui souhaite que le pays soit divisé, non pas seu-

lement en trois entités, mais en dix s'il le faut pour échapper à la mort ! Américains et Britanniques nous ont conduits à ce point où la pire des options est devenue acceptable (...) Tandis que le pays est au bord de l'implosion (...) le gouvernement reste absent, derrière les remparts de la "zone verte", avec des ministres fantômes et des députés qui ne cherchent rien d'autre que de hauts revenus et de belles résidences. »

Les chiïtes divisés

Dans les conversations, beaucoup d'Irakiens, quelles que soient leur confession ou leur politique, disent souvent la même chose. Pendant ce temps, le premier ministre, Nouri Al-Maliki, en tournée dans plusieurs monarchies du Golfe pour essayer d'obtenir, comme l'avaient fait ses prédécesseurs un soutien à ses efforts – et des fonds pour une reconstruction qui n'a pas commencé –, déclare, à Abou Dhabi, que sa « priorité absolue » reste le « dossier sécuritaire, lequel inclut le projet de réconciliation nationale », présenté la semaine passée.

Pour l'heure, celui-ci ne paraît guère susciter d'intérêt parmi les groupes armés. Il est vrai que l'amnistie offerte exclut, pour le moment, « tous ceux qui ont tué des Irakiens innocents, des membres des forces de l'ordre ou des sol-

dats de la Force multinationale », ce qui en limite singulièrement l'attrait pour les rebelles.

Chef de l'Alliance des partis chiïtes religieux (l'Alliance unifiée irakienne, AUI) qui domine le Parlement et à laquelle appartient M. Maliki, Abdel Aziz Al-Hakim, qui dirige le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), parti dominant dans l'Alliance, a pris, lundi, le contre-pied du premier ministre – les deux hommes se détestent cordialement – et demandé que l'amnistie soit étendue à tous, y compris « à ceux qui ont tué des soldats américains ou britanniques ».

En clair, les chiïtes eux-mêmes, qui composent 60 % de la population, sont de plus en plus divisés. Initialement opposés à l'idée d'amnistier ceux des rebelles qui ont tué plus de 2 500 de leurs soldats depuis mars 2003, les Etats-Unis ont prudemment fait savoir, mardi, qu'il ne leur « appartient pas de fixer les conditions de l'amnistie ». Le débat rebondira sans doute plus tard. ■

PATRICE CLAUDE

Le Monde
Jeudi 6 juillet 2006

Violence pushes Iraq closer to civil war

Masked Shiites kill dozens of Sunnis after mosque attack

From news reports

BAGHDAD: Masked Shiite gunmen stormed through a Sunni Arab district of Baghdad on Sunday, dragging Sunnis from their cars, picking them out on the street and killing at least 41 in a dramatic escalation of sectarian violence that raised new fears that Iraq was on the brink of civil war.

As evening fell two car bombs exploded near a Shiite mosque in central Baghdad, killing 17 people and wounding 45, the police said.

The rampage in the western Jihad neighborhood was in apparent retaliation for the car bombing on Saturday night of another Shiite mosque that killed two people and wounded nine, the police and Shiite leaders said. Many of the victims Sunday were killed after being pulled from their cars at fake police checkpoints close to that mosque.

The violence comes as a blow to the national reconciliation plan of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, which aims to end the bloodletting between his fellow Shiites and the once-dominant Sunnis that has pitched Iraq toward all-out urban warfare in recent months.

Meanwhile, American military investigators formally accused four more soldiers of the rape and murder of a teenage Iraqi girl and the murder of her parents and younger sister south of Baghdad, the U.S. military said in a statement Sunday. A fifth soldier was formally accused of "dereliction of duty" for failing to report the offenses, the military said.

The five soldiers, all of whom are still on active duty in Iraq, have been accused of conspiring to commit the crimes with Steven Green, a recently discharged private who was arrested June 30 in North Carolina on suspicion of rape and murder in connection with the case. (Page 8)

Sunni leaders referred to the attacks in Baghdad on Sunday as a "massacre."

Iraqi troops, supported by American forces, swooped into western Baghdad late in the morning, soon after the shooting began, residents and security officials said, sealing off Jihad and im-

posing a curfew on the neighborhood.

President Jalal Talabani, a Kurd, appealed for unity.

Police Lieutenant Maitham Abdul-Razzaq said 41 bodies had been collected and taken to hospitals. Sunni clerics put the death toll at more than 50 in Jihad, a once a prosperous neighborhood of handsome villas owned by officials of Saddam Hussein's security service.

Members of the medical staff at west Baghdad's main hospital said they had received 29 bodies, overwhelming their morgue.

U.S. and Iraqi security officials, however, said the casualty figures were much lower. Still, in the culture of violence that has seized Iraq, perceptions often count as much as fact, and residents throughout the city feared that the killings in the neighborhood of Jihad threatened to accelerate the cycle of vi-

olent, retributive justice between the Shiites and Sunnis that has threatened to trigger full-scale civil war.

Shiite militiamen wearing masks and black uniforms began roaming the Jihad neighborhood around 10 a.m., checking identification cards and abducting those people whose names indicating they were Sunni, said officials from the police and the Interior Ministry who declined to be named because of security concerns.

"Gunmen are killing Sunni civilians according to their identity cards," an Interior Ministry official said. Another official said Sunni men had been herded into side streets and gunned down.

Several of the bodies left lying in the streets had been bound and blindfolded, a feature of the worsening communal bloodshed that has gripped Iraq since the bombing of a revered Shiite mosque on Feb. 22.

Later on Sunday, armed men belonging to the Mahdi Army, the Shiite militia loyal to the radical cleric, Moktada al-Sadr, sealed off roads leading to the neighboring area of Shula, fearing reprisals, the police said, although Sadr and his aides denied their militiamen were behind the attacks.

A senior Shiite politician said the Mahdi Army fighters from eastern Baghdad had moved into Jihad on Sunday but insisted they were only taking on Sunni militants responsible for killing Shiites. "There are many terrorist groups in Jihad who are killing Shiite families so they went to fight them," he said.

Sadr on Sunday assured Vice President Tariq al-Hashimi, leader of the largest Sunni Arab party, that he would punish any of his militiamen if they had been involved. In a statement issued from his residence in the Shiite clerical capital of Najaf, he called on Shiites and Sunnis to "join hands for the sake of Iraq's independence and stability."

Mohammed Beshar al-Faydhi, a spokesman for a Sunni clerical association, told Al Jazeera television that he had documents proving the Mahdi Army was behind the attacks.

Although U.S. military spokesmen

and officials from the Ministry of the Interior, which oversees the Iraqi security forces, said they could not confirm

the accounts of the seemingly arbitrary assassinations, residents reached by telephone Sunday reported gunmen systematically rounding up and massacring Sunni men.

A Shiite shopkeeper said he saw heavily armed men pull four people out of a car, blindfold them and force them to stand to the side while they grabbed five others out of a minivan.

"After 10 minutes, the gunmen took the nine people to a place few meters away from the market and opened fire on them," Saad Jawad al-Azzawi said.

Wissam Mohammad al-Ani, a Sunni, said three gunmen stopped him as he was talking toward a bus stop and demanded his identification. They let him go after he produced a fake identification with a Shiite name, but they seized two young men standing nearby.

Clashes also broke out Sunday between gunmen and Iraqi police officers in at least three neighborhoods across the capital, the police and residents said. Three Shiite militiamen were killed in fighting with the security forces in one of them, the police said.

On Friday, Iraqi troops backed by U.S. jets raided a Shiite militia stronghold in Sadr City, killing and wounding dozens of people.

Maliki, a Shiite, has promised to disband the militias, blamed for much of the sectarian violence. But militias have flourished in large part because of the inability of the police, the Iraqi army and coalition forces to guarantee security.

Many Shiites believe the militias are their only protection against Sunni extremists such as Al Qaeda in Mesopotamia, responsible for many attacks against Shiite civilians.

The violence is likely to complicate U.S. and Iraqi efforts to encourage disaffected Sunnis to abandon the Sunni-dominated insurgency and join in political life so that U.S. troops can begin to go home.

The deputy prime minister, Salam Zikam Ali al-Zubaie, a Sunni, meanwhile described the Jihad attack as "a real and ugly massacre," and blamed Iraqi security forces, widely believed to have been infiltrated by Shiite militias. "There are officers who instead of being in charge should be questioned and referred to judicial authorities," Zubaie told Al Jazeera. "Jihad is witnessing a catastrophic crime." (Reuters, AP, NYT)

Herald INTERNATIONAL Tribune

July 10, 2006

LE FIGARO

9 juillet 2006

Violences à Bagdad : les données confidentielles

MOYEN-ORIENT

En juin, 1 300 attaques ont été perpétrées dans le grand Bagdad. « Le Figaro » s'est procuré des informations confidentielles sur l'insécurité dans la capitale.

Trente à quarante rebelles ont été tués ou blessés hier lors d'une opération nocturne contre le quartier chiite de Sadr City à Bagdad, bastion des miliciens de Moqtada Sadr. Selon l'armée américaine, cette offensive, qui a permis l'arrestation d'un « chef rebelle », entre dans le cadre du plan de sécurité du premier ministre Nouri al-Maliki. Quinze autres personnes ont péri dans des attaques contre des mosquées à travers le pays. La plus sanglante a visé un lieu de prière chiite à Tall-Al-Banat (7 morts, 46 blessés) près de la frontière syrienne.

EN MAI, les ministères de la Défense, de l'Intérieur et de la Santé recensaient 26 attentats à la voiture piégée dans Bagdad et sa périphérie, 65 explosions d'engins artisanaux, 2 attentats suicides et 60 attaques armées (à la grenade et au RPG), soit une moyenne de cinq actions violentes par jour. « Ces chiffres paraissent invraisemblables, affirme un expert des questions de sécurité, familier de l'Irak, ils indiqueraient une situation en voie d'apaisement. » Or, il n'en est rien.

À Bagdad, la réalité est bien plus sombre. Selon des informations confidentielles de l'armée

américaine, parvenues au Figaro, les chiffres pour les seules explosions d'engins artisanaux atteignent 260 en mai dans Bagdad élargi, et 120 pour les attaques au RPG ou à la grenade. Soit dix fois plus que les chiffres officiels. En juin, les attaques aux engins artisanaux n'ont jamais été aussi nombreuses : 170 au cours des quinze premiers jours.

Apparition d'une nouvelle arme dangereuse

Depuis l'invasion de l'Irak en avril 2003, les Américains minimisent le niveau de violence dans leur communication. Celle-ci est strictement contrôlée par les responsables du Pentagone. Une partie des informations est classifiée, donc inaccessible au grand public. Une autre est transmise à l'ONU, à certaines ambassades ainsi qu'à des sociétés de sécurité privées. Les responsables irakiens, quant à eux, se partagent les miettes, qu'ils relaient à la presse locale.

Principale conclusion des statistiques : après l'attentat antichuite de Samarra en février, perpétré par la branche irakienne d'al-Qaïda qui marque un tournant dans le déchaînement de haine, le nombre des attaques à l'engin explosif improvisé a pratiquement doublé. « Une nouvelle arme particulièrement dangereuse est apparue dans le sud d'abord, puis à Bagdad », explique au Figaro un haut responsable des Nations

unies, qui requiert l'anonymat. Il s'agit d'une bombe, cachée par

exemple dans un carton le long d'une route, qui contient trois mines antipersonnel surmontées – et c'est la nouveauté – d'un cône en cuivre capable de perforer des Humvee.

Ce nouveau type d'armement serait fabriqué en Iran, pensent savoir des responsables étrangers à Bagdad. Depuis son apparition, la plupart des convois américains dans la capitale sont protégés d'une large parabole avant, pour provoquer l'explosion anticipée de la bombe qu'elle aura détectée. Cet équipement a permis de neutraliser en moyenne deux engins explosifs chaque jour (72 en mai). Mais ces bombes artisanales sont utilisées avec de plus en plus d'ingéniosité, s'inquiètent les experts. Et des dizaines de milliers de tonnes d'explosifs restent disponibles dans des dépôts de l'ancienne armée de Saddam Hussein.

Les ressources en kamikazes candidats aux martyrs pourraient en revanche s'amenuiser. En juin en effet, la baisse des attentats à la voiture piégée s'est poursuivie, où 19 actions de ce type ont été répertoriées (contre 26 en mai). Des difficultés logistiques pour se procurer des véhicules piégés pourraient également expliquer ce recul.

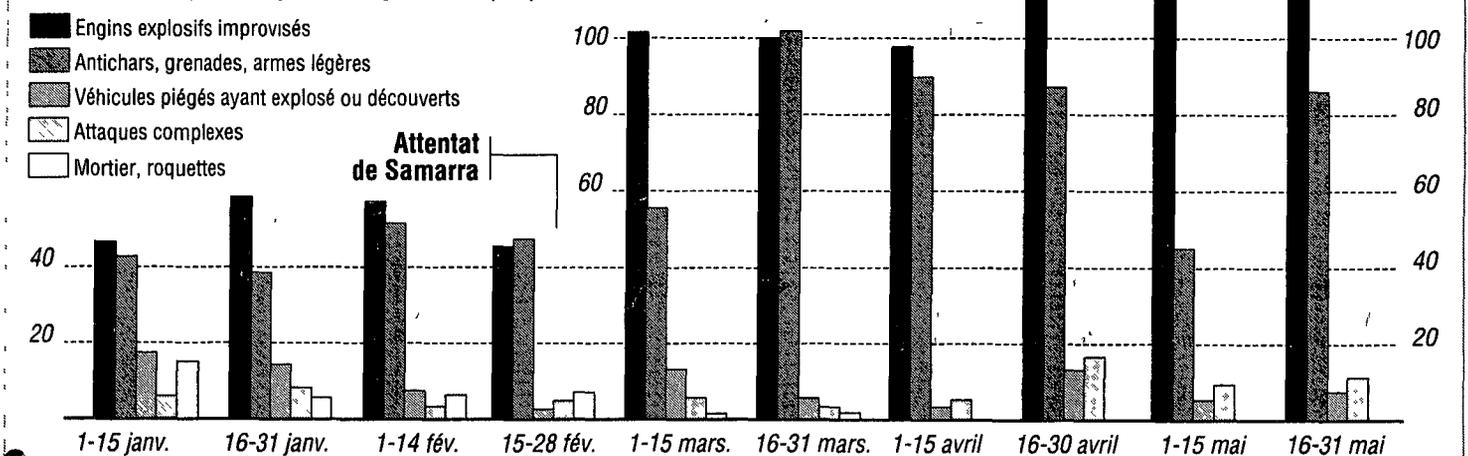
L'autre progrès concerne la baisse des tirs de mortier (zéro en mai) contre la « zone verte », la forteresse qui abrite l'ambassade américaine et les principaux ministères irakiens. Les troupes américaines

parviennent désormais à détecter le tir à la source, en lançant un contremortier qui neutralise l'assaut. Malgré les risques d'infiltration de terroristes, cette amélioration de la sécurité de la « zone verte » a encouragé les Américains à en céder récemment une aile au gouvernement irakien, qui réclame davantage de souveraineté. Ces quelques avancées sont antérieures au plan de sécurité du premier ministre al-Maliki, basé sur un déploiement massif d'hommes armés aux barrages, mais dont les résultats paraissent limités, puisque, en juin, la moyenne quotidienne des attaques reste élevée (environ 45).

Trois foyers de violence

Les statistiques dessinent trois foyers de violence dans Bagdad : les quartiers périphériques à majorité sunnite d'al-Doura au sud, à l'ouest les environs de la mosquée d'oum al-Qoura, fief du comité des oulémas, et enfin, plus au nord, séparés par le Tigre, les quartiers Adhameh (sunnite) et Khadhameh (chiite). Tel est désormais l'état des lieux de la violence interethnique dans la capitale irakienne, auxquels il faut ajouter la route de l'aéroport et le bidonville chiite de Sadr City. Des zones mixtes dans lesquelles les tensions communautaires exacerbées conduisent les minorités à fuir. « C'est là par exemple où les Irakiens refusent les campagnes de vaccination à domicile proposées par l'ONU, craignant de recevoir un ennemi plutôt qu'un médecin »,

► Nombre d'attaques par genre à Bagdad et sa périphérie en 2006



s'alarme ce haut responsable des Nations unies.

Depuis février, « une attaque complexe » est perpétrée chaque jour à Bagdad. « Cinquante hommes participent parfois à de véritables opérations militaires, note l'expert. Dix véhicules peuvent être utilisés pour un enlèvement qui combinera un scénario d'embuscade, une explosion à distance et un dispositif d'assaut au RPG. » Ces attaques sont le plus souvent conçues et perpétrées par d'anciens membres de l'armée de Saddam Hussein. Mais les Américains cherchent à occulter ces performances du noyau dur irakien de la guérilla. Ils préfèrent communiquer sur les attentats suicides commis par des djihadistes étrangers, leurs ennemis du réseau terroriste al-Qaïda.

GEORGES MALBRUNOT



Deux femmes irakiennes pleuraient hier des proches morts lors d'un affrontement dans un quartier chélite de Bagdad. A. al-Marjani/AP

L'armée américaine débordée par ses brebis galeuses

Cinq enquêtes criminelles visent des soldats américains en Irak.

De notre correspondant à Washington

POUR QUI qui prétend guerroyer dans le camp du Bien, la troupe de George W. Bush compte un nombre problématique de brebis galeuses. Cinq enquêtes sont en cours contre des soldats américains pour des crimes perpétrés en Irak, menaçant de salir durablement une image déjà écornée par les scènes d'Abou Ghraïb.

Jeudi, Steven Green, 21 ans, a comparu devant un tribunal fédéral de Louisville, dans le Kentucky, où est basée la 101^e division aéroportée. En short et T-shirt, ses pieds nus chaussés de sandales entravés par des chaînes, cet ex-soldat au visage de gamin émacié a plaidé non coupable des quatre chefs d'accusation qui le visent.

En mars, avec quatre complices du 502^e régiment d'infanterie, il aurait violé et tué une jeune Irakienne, abattu trois autres membres de sa famille et brûlé leur maison pour camoufler ses méfaits. D'après l'accusation, les soldats auraient prémédité leur geste en repérant les lieux et en changeant de vêtements pour mener leur attaque. La découverte de ce massacre, le 12 mars, avait d'abord été mise sur le compte de l'insurrection. Devant le juge, Green s'est contenté de répondre par « oui » et par « non ». Il

a été maintenu en détention et sera formellement inculqué le 8 août. Il risque la peine de mort.

« Déchargé avec les honneurs »

Le soir du crime, tandis qu'un soldat montait la garde dans un véhicule, l'accusé et trois autres GI auraient forcé la porte du domicile de la famille al-Janabi à Mahmudiya, une bourgade du « triangle sunnite », à 30 km au

sud de Bagdad. Ils auraient abattu le père, Kasim, avec sa propre kalachnikov, ainsi que la mère et leur petite fille de 10 ans. Green et un autre soldat auraient ensuite violé la fille aînée, âgée de 16 ans, avant de l'abattre de plusieurs balles dans la tête. L'un des témoins directs a raconté la scène à des officiers lors d'une séance de « gestion du stress » le mois dernier. Entre-temps, Steven Green avait été « déchargé avec les honneurs » de l'armée en raison de « troubles du comportement » que ses supérieurs jugeaient « menaçants pour les civils ». Rentré aux États-Unis en mai, il a été arrêté la semaine dernière en Caroline du Nord. Ses acolytes restent aux arrêts sur leur base en Irak.

Le viol, dans des sociétés musulmanes où l'inconduite des filles peut être punie de mort, représente l'humiliation suprême. Il est même tabou d'en parler. Le commandement de l'armée, qui souhaite exhumer les corps pour procéder à des autopsies, se heurte au refus de la famille de révéler où ils sont en-

terrés. Mais le contre-coup politique de ce crime se fait sentir.

Le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, a mis en cause l'immunité accordée aux soldats et contractants américains en vertu d'un décret de l'Autorité d'occupation, prorogé par la Constitution irakienne. « Nous n'acceptons pas que soit ainsi violé l'honneur du peuple irakien, a-t-il déclaré. L'immunité accordée aux forces internationales les a encouragées à commettre de tels crimes et elle doit être revue. » Devant ce risque, les deux plus hauts responsables américains en Irak, le général George Casey et l'ambassadeur Zalmay Khalilzad, ont publié jeudi soir une lettre de plates excuses aux Irakiens pour ce « comportement inacceptable ».

L'embarras est d'autant plus palpable que cet épisode s'inscrit dans une inquiétante série de forfaits imputés aux troupes américaines. En novembre 2005, 24 civils irakiens désarmés, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, auraient été tués par des marines à Haditha, à l'ouest de Bagdad, en représailles à l'explosion d'une bombe au passage d'un convoi. L'état-major des marines est soupçonné d'avoir « couvert » ce massacre jusqu'aux révélations du *Time* fin mars. Personne n'a encore été inculqué, mais le général Peter Chiarelli, numéro deux en Irak, doit annoncer sous peu les résultats de l'enquête. Trois autres affaires ont été révélées en juin : un soldat aurait tué un civil sans arme en février à

Ramadi ; sept marines sont accusés d'avoir abattu un infirme de 52 ans en avril à Hamdania, puis d'avoir placé un AK-47 et une pelle à ses côtés pour faire croire à un terroriste cachant une bombe ; quatre soldats doivent aussi être jugés pour la mort de trois détenus en mai au nord de Bagdad.

Cela fait beaucoup, pour une

armée censée apporter la liberté et la démocratie en Irak. Mesurant le malaise, la presse conservatrice a pris la plume pour rappeler, comme le *Wall Street Journal* hier, que nul n'est « coupable avant le verdict ». Dans un éditorial musclé, le *Weekly Standard*, magazine des néoconservateurs, estime que les forces américaines n'ont rien à prouver, sinon « que nous sommes assez forts pour livrer cette guerre et assez intelligents pour la gagner ». Mais certains évoquent le spectre de My Lai, un village vietnamien où des centaines de civils avaient été massacrés en 1968, « devenu le symbole du comportement américain au Vietnam », rappelle le journal. L'état-major commence à se demander si les crimes du soldat Green ne sont pas liés à l'attaque et au kidnapping, le mois dernier, de trois soldats de la même unité, dans le même secteur, retrouvés torturés et mutilés.

PHILIPPE GÉLIE

LE FIGARO
9 juillet 2006

IRAN DIPLOMATIE

Nucléaire : Téhéran multiplie les manœuvres dilatoires

UN MOIS après que les grandes puissances lui ont présenté une offre de coopération en matière nucléaire, conditionnée à la suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium, l'Iran tarde toujours à apporter sa réponse. Le négociateur iranien, Ali Larijani, s'est entretenu pendant deux heures, jeudi 6 juillet à Bruxelles, avec le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, sans apporter d'indication quant à l'issue de ce suspense diplomatique. Il a simplement indiqué que l'Iran prenait « au sérieux la poursuite des négociations » et que les « discussions » commenceraient le 11 juillet, date prévue d'une nouvelle rencontre.

La perspective d'une réponse

définitive de l'Iran avant la tenue, à la mi-juillet, du sommet du G8 à Saint-Petersbourg (Russie), semble ainsi s'éloigner. Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, avait déjà indiqué, en juin, que l'Iran ne ferait connaître sa position qu'en août. Ce délai est jugé trop long par le groupe des six pays (cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne), qui appuient l'ensemble des mesures incitatives soumises à l'Iran, visant à s'assurer que ce pays ne cherche pas à se doter de l'arme atomique.

Les Etats-Unis ont réagi jeudi, par la voix du porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack, en indiquant que « si la réponse est non », ou si l'Iran choi-

sit « de ne pas remplir les conditions spécifiées pour engager les négociations », les grandes puissances commenceraient à « discuter » de mesures « négatives » contre Téhéran. « Si l'Iran cherche à gagner du temps, cela ne va pas marcher », avait commenté, mercredi, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice.

Toutefois, le président russe, Vladimir Poutine a réitéré son opposition à une quelconque mise en place de sanctions contre l'Iran, tout en appelant ce pays à fournir une réponse prompte. « Nous voudrions que la réponse soit plus rapide », a-t-il dit lors d'une intervention sur Internet. « Mais je ne me précipiterais pas pour parler de sanctions », a-t-il ajouté.

L'entrevue de jeudi entre Javier Solana et Ali Larijani avait été reportée d'un jour à la demande des Iraniens, qui prétextaient de la présence à Bruxelles d'une représentante de l'opposition iranienne en exil. Le 12 juillet, une réunion des ministres des affaires étrangè-

res des « six » est prévue.

Pendant ce temps, selon une source proche de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), contactée par *Le Monde*, l'Iran poursuit ses activités d'enrichissement sur le site de Natanz, où du gaz hexafluorure d'uranium est injecté dans des centrifugeuses.

Selon l'expert américain Edward Luttwak, du Center for Strategic and International Studies à Washington, des divisions au sein du régime iranien, qui peinerait à formuler la ligne à tenir, seraient à l'origine des manœuvres dilatoires de Téhéran. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

Le Monde
Samedi 8 juillet 2006

Le Monde

12 JUILLET 2006

ÉDITORIAL

L'Irak et le néant

Pour les Irakiens, qu'ils aient été favorables ou opposés à l'intervention militaire américaine, une présence étrangère se justifiait pour une raison principale : éviter la guerre civile. Trois ans après l'invasion du pays et la chute de Saddam Hussein, les Américains ne sont pas partis, ils sont là, et la guerre civile aussi.

Le sanglant dimanche 9 juillet, un « Bloody Sunday » à l'irakienne, marquera un tournant dans la guerre. Pour la première fois, des habitants de Bagdad, piétons et automobilistes désarmés, ont été systématiquement exécutés, après un simple contrôle d'identité, pour leur seule appartenance communautaire. Certains ont été traqués dans leurs maisons. Dans le quartier d'Al-Jihad, au moins 57 sunnites ont ainsi été tués par des hommes masqués, assurément des miliciens chiites.

C'est aussi la première fois, depuis que les assassins se multiplient entre sunnites et chiites, avec une intensification depuis le dynamitage de la « Mosquée d'or » de Samarra, en février, que les miliciens chiites envahissent ainsi un quartier sunnite. La traque s'est répétée le 10 juillet au soir dans le quartier de Ghazaliya. Les habitants sunnites se sont terrés chez eux pour éviter de subir le sort de ceux d'Al-Jihad.

Du point de vue irakien, ce tournant ruine la dernière justification de la présence militaire américaine. Les autres raisons, celles évoquées à Washington, ne font plus rêver personne depuis longtemps : la « démocratie », qui ne peut exister, en dépit d'élections réussies, quand le chaos embrase à ce point un pays ; la « reconstruction », amère ironie quand les Bagdadis n'ont que trois heures d'électricité par jour. L'ultime justification – le garde-fou contre l'embrassement intercommunautaire – ne résiste pas à l'épreuve des faits : alors que les exécutions ont duré près de cinq heures, dimanche à Al-Jihad, l'armée américaine n'est pas intervenue.

La réalité est que, sur le plan politique, la victoire revient à Abou Moussab Al-Zarkaoui, le chef d'Al-Qaïda en Irak tué en juin, qui avait promis cette guerre civile. La réalité est que, sur le terrain, les Américains sont repliés dans la « zone verte » de Bagdad et dans leurs bases militaires. Ils ont baptisé l'extérieur de ces forteresses la « zone rouge ». Eux sont assiégés, isolés, et l'Irak est devenu leur « zone rouge ».

Au lendemain de la mort de Zarkaoui, l'ambassadeur de Washington en Irak, Zalmay Khalilzad, l'un des rares Américains à comprendre la réalité et l'ampleur du problème, prévenait que l'insurrection allait continuer. Or on n'en est déjà plus là. La menace aujourd'hui est une division des forces de sécurité, chacun s'engageant pour protéger sa famille, sa tribu, sa communauté. Si la rébellion irakienne et le terrorisme djihadiste sunnite pouvaient semer le chaos, la guerre civile peut anéantir le pays. ■

QUESTIONS FOR PETER W. GALBRAITH

The New York Times

7.9|06



The Breakup

The former ambassador and author talks about why Iraq needs to be divided into three states, the fascism of Saddam Hussein and the legacy of his father, the economist John Kenneth Galbraith.

Q Your new book, *"The End of Iraq: How American Incompetence Created a War Without End,"* argues that the Bush administration should stop insisting that Iraq can ever be a unified nation. Iraq still exists on a map, but it no longer functions as a single country. We're trying to build national institutions right now — like the army and the police — when there is no nation.

As someone who has held various exalted government positions — you were the first U.S. ambassador to Croatia as well as a longtime Near East specialist for the Senate Foreign Relations Committee — how exactly are you defining the word "nation"? A nation is a collection of people who share a common identity. You would expect that Kurds, Shiites and Sunnis would have their religious or ethnic identity. What they do not share is an Iraqi identity.

That point has been made countless times, but you're one of the first writers to suggest that the U.S. government totally abandon its current policy and just slice Iraq into three states. Absolutely. A confederation of three states.

What would you call them? How about Kurdistan, Sunnistan and Shiastan?

Catchy. What religion are the Kurds? They are overwhelmingly Sunni Muslim.

So why do Saddam Hussein and his fellow Sunni Muslims hate them so vehemently? Because he was a fascist in a classic sense. He believed in a master race, which was the Arabs, and that the Kurds were therefore a lesser people in this greater Arab land.

Who are the most famous Kurds? Beyond the presidents of Iraq and Kurdistan, the most famous, historically, is Saladin, the Muslim warrior who took Jerusalem from the crusaders.

That's fascinating, considering that Saddam Hussein famously proclaimed himself the Saladin of modern times. He wrapped himself in the mantle of Saladin, even naming his native province after him. Saladin is worshiped by the Arabs, who fudge on his ethnicity.

Before the first gulf war, you documented Saddam's genocide against the Kurds, at a time when few in the West were paying attention. I actually stumbled across the start of the genocide in 1987, when I traveled to Kurdistan and saw the systematic destruction of villages along the road. Later, I arranged for 14 tons of documents, including lists of people who were rounded up and massacred, to come to the U.S.

And Harvard, your alma mater, declined to house them. That wasn't very brave. They were concerned about a possible terrorist attack on Widener Library. The documents went to the National Archives.

Aren't you a little bit old to be publishing your first book? Even though I am a late bloomer in the book area, it's original.

You mean the book is original? It's original that you have a 55-year-old first-time author who actually wrote it himself.

Of course, you had a great teacher — your father, John Kenneth Galbraith, the world-class economist who died in April, at the age of 97. He had a clear mind until basically the day he died. He was very interested in this book. He actually read the first four chapters, and he liked it every much. He had some small editorial comments, which I took.

He certainly got a lot done, some 40 books including the campus classics "American Capitalism" and "The Affluent Society." He was very disciplined in his writing. My father always said that in the fifth draft he introduced that note of spontaneity for which his writing was well known.

In other words, great books aren't written, they're rewritten. I believe in that.

Is it true that your father coined the phrase "conventional wisdom"? That, at any rate, is the conventional wisdom. And, in this case, the conventional wisdom is right.

DEBORAH SOLOMON

The Sunday Times

July 16, 2006

Iraq's salvation lies in letting it break apart

The partition of Iraq into separate Kurdish, Sunni and Shi'ite areas is the only route to peace, writes Peter Galbraith

As horrific sectarian fighting unfolded early this year after the bombing of the Askariya shrine in Samarra, I was staying in the Baghdad headquarters of Kurdistan's president, Massoud Barzani, putting the finishing touches to my book on the future of Iraq.

Because of the headquarters' central location in the fortified green zone, Iraq's leaders gathered there to discuss the crisis saw it as a civil war.

As if to underline the point, three 9ft Katyusha rockets landed in close proximity to Barzani's house while I was writing. Fortunately, the closest one — some 20 yards from me — was a dud.

The daily body count in Baghdad then was averaging 40, with many corpses found with eyes gouged out, flesh drilled and other marks of beastly torture. By last week it had risen to 60.

There is no good solution to the mess in Iraq. The country has broken up. The United States cannot put it back together again and cannot stop the civil war.

The conventional wisdom holds that Iraq's break-up would be destabilising and should be avoided at all costs. Looking at Iraq's dismal history since Britain cobbled it together from three Ottoman provinces at the end of the first world war, it should be apparent that it is the effort to hold Iraq together that has been destabilising.

Pursuit of a coerced unity under Sunni-Arab domination — from the first British-installed king to the end of the Saddam Hussein dictatorship in 2003 — has led to endless violence, repression and genocide.

I do not believe it is possible in the long run to force people living in a geographically defined area to remain part of a state against their will. Certainly Iraq's Kurds will never reconcile themselves to being part of Iraq. Under these circumstances I believe that a managed amicable divorce is in the best interests of the peoples of Iraq and will hasten American and British withdrawal.

At the beginning of this year the Bush administration invested heavily in diplomatic efforts aimed at forming a national unity government that included the Shi'ites, Kurds, Sunni Arabs and secularists. It took until late April to agree on a prime minister, president, two vice-presidents and the speaker of the parliament. Because of its internal tensions, the government is not likely to function very well. Even if it does, what will it govern?

Not Kurdistan: the regional government insists on its constitutional authority to run its region. Baghdad ministries are not allowed to open offices there.

Not the Shi'ite south: it is run by a patchwork of municipal and governorate officials who front for the clerics, religious parties and militias that are the real power in the region.

Not the Sunni-Arab heartland: it is a battleground. The American military, assisted by Shi'ite troops, are at war with insurgents and foreign terrorists. Many Sunni Arabs despise both sides of this battle, but it does not mean that they will accept the authority of a Shi'ite-led national government which they see as installed by the Americans and aligned with Iran.

Not Baghdad, at least outside the green zone: Iraq's capital is a city of armed camps. Wealthy Iraqis maintain private armies for security. Although most of Iraq's ministries are outside the green zone, many ministers live inside it. Most rarely go to their offices and spend their days visiting colleagues in the zone. There is much talk at the highest levels of Iraq's government — but little government.

The situation should be blindingly obvious to the top US officials who visit. After three years of occupation they cannot leave the green zone or even move within the zone without a security detail the size of a small army.

Even when America and Britain had full legal authority in Iraq in 2003 and 2004, they did nothing to arrest the break-up of the country.

In the south they allowed the Shi'ite clergy and religious parties to take power and to build their Islamic states. While saying that Kurdistan should rejoin Iraq, America did nothing to reduce any part of Kurdistan's autonomy. While outlawing armed forces that were not part of the Iraqi army, the coalition allowed militias to proliferate.

If the coalition could not prevent Iraq's unravelling when it was fully in charge of the country, it is illogical now to put all the emphasis on building strong national institutions, such as a single Iraqi army and powerful central government, when American influence is much diminished.

How could a divorce be carried through? Arab Iraqi leaders have told me privately that they accept Kurdistan's right to self-determination. Some seem to prefer that Kurdistan should leave, having grown weary of its refusal to make any concessions to a shared state. With settled borders, the split between Kurdistan and Arab Iraq could be more like Czechoslovakia's velvet divorce than Yugoslavia's wars.

Turkey — with many Kurds living within its borders — has long been considered the chief obstacle to Kurdish dreams for an independent state. Turkish attitudes have evolved significantly, however. Some Turkish strategic thinkers, including those within the so-called "deep state" comprising the military and intelligence establishments, see a secular, pro-western and non-Arab Kurdistan as a buffer to an Islamic Arab state to the south.

If the Shi'ite south forms a region, it can set up a theocratic government and establish a regional guard. Iran will be the dominant power and the Bush administration has no ability, and no intention, of countering Iran's position there.

These are not welcome developments but they need not be catastrophic. For the United States and the world's Shi'ites (including the Iranians) have a common interest in defeating Al-Qaeda and its kindred Sunni fundamentalist movements.

Certainly Iraq's Shi'ites would line up against the United States in the event of an American confrontation with Iran. But America could have good relations with a southern Iraqi Shi'ite theocracy that did not share the tortured US relationship with Iran but came to power through a democratic process that coalition troops made possible. And an elected regional government — with a regional guard responsible to it — would certainly be preferable to the current ad hoc system of informal Islamic rule enforced by sometimes competing militias.

Even a theocratic government can provide the political and economic stability needed to permit new investment in the south's vast oil reserves. By providing technical assistance to a southern government, America and its coalition partners may have some influence on internal developments.

The continued presence of American and British military forces in Iraq's south can only aggravate relations with the Shi'ite authorities without any corresponding gain in what is a relatively secure part of Iraq. Last year British troops clashed on several occasions with local police and militias. One incident — where British forces attacked a police station to rescue two British special forces troops who had been arrested while working undercover — nearly escalated out of control.

As long as the coalition remains in the south there is a risk of more incidents. Troops should be withdrawn in a rapid but orderly fashion.

What about the Sunni-Arab heartland? Here America faces a dilemma. The US military presence among hostile Sunni Arabs seems to generate an endless supply of new suicide bombers and insurgent fighters. If America withdraws from the Sunni heartland, even more territory may fall into the hands of insurgents and terrorists.

The pogroms after the destruction of the Askariya shrine served as a wake-up call to many Sunni Arabs. In a Sunni-Shi'ite civil war, Sunni Arabs realise they will lose. They may come to see the formation of a region as essential for self-protection and therefore be less worried that federalism will lead to the dissolution of Iraq.

If the Sunnis establish a regional guard, it could take over security responsibilities from the Americans and the Shi'ite-dominated Iraqi army. America could withdraw, making it clear that US forces would return only if the regional authorities allowed Al-Qaeda and other anti-western terrorists to operate freely from the region.

It will need to keep a force nearby, ready to intervene. Kurdistan is the ideal location. It is close, the local population are friendly and it is at present still in Iraq.

Even if the Sunni Arabs do not form a region, the United States should still withdraw and leave security duties to the Iraqi army, which would presumably continue to use Shi'ite forces there.

In sum: partition works as a political solution for Kurdistan, the Shi'ite south and the Sunni Arab centre because it formalises what has already taken place. By contrast, the American effort to build a unified state with a non-sectarian, non-ethnic police and army has not produced that result nor made much progress towards it.

There is one remaining problem. Partition is a way to get most coalition forces out of Iraq quickly. It does not solve the problem of Baghdad, however.

Theoretically, the United States has the power to provide some level of security in Baghdad. This would require many more troops and result in many more casualties. And it might not work. It is hard to imagine that there is any support for this role in America.

The alternative is to recognise that there is not much that America is able and willing to do to stop the bloodshed in Baghdad. Once they get started, modern civil wars develop a momentum of their own. In Baghdad and other mixed Sunni-Shi'ite areas, America cannot contribute to the solution because there is no solution, at least not in the foreseeable future.

It is a tragedy and it is unsatisfying to admit that there is little that can be done about it. But it is so. No purpose is served by a prolonged American presence anywhere in Arab Iraq.

© Peter W Galbraith 2006

Extracted from The End of Iraq by Peter W Galbraith, published by Simon & Schuster tomorrow at £17.99 Copies can be ordered for £16 19 including postage from The Sunday Times BooksFirst on 0870 165 8585. Peter Galbraith is a former US ambassador with a long involvement in policy on Iraq

Les Etats-Unis mettent en garde Ankara contre une opération armée en Irak



ANKARA, 18 juil 2006 (AFP) - 10h38 - Les Etats-Unis ont prévenu mardi la Turquie qu'une intervention militaire unilatérale contre les bases des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak "ne serait pas sage" alors qu'Ankara évoque la possibilité d'opérations transfrontalières.

"Nous avons régulièrement affirmé que nous pensions qu'une action militaire unilatérale par delà la frontière avec l'Irak ne serait pas sage", a déclaré l'ambassadeur américain en Turquie Ross Wilson dans un entretien avec la chaîne de télévision NTV.

L'avertissement intervient après qu'Ankara eut appelé lundi Bagdad et Washington à agir contre les rebelles du PKK dans les montagnes du nord irakien et eut agité la possibilité, en cas de fin de non recevoir, d'une intervention de son armée.

Quinze membres des forces de sécurité turques ont été tués dans le sud-est anatolien à majorité kurde au cours de la semaine passée, mettant à l'épreuve la patience d'Ankara.

"Le PKK n'est pas seulement le problème de l'Irak du nord, c'est un problème en Europe et c'est un problème en Turquie", a affirmé M. Wilson.

"Aller s'occuper du PKK dans le nord irakien ne va pas régler le problème", a-t-il insisté. "Cela ne va pas conduire à ce que nous, l'Irak ou la Turquie voulons voir, c'est à dire la fin de ces activités terroristes et la fin des souffrances et des morts endurées par la Turquie".

Affrontements intercommunautaires et attentats à Bagdad

Des miliciens chiites ont mené une nouvelle opération contre la communauté sunnite.

Après la tuerie de dimanche, le quartier chiite de Sadr City a été la cible d'attentats

Pour la seconde fois en deux jours, plusieurs dizaines de miliciens chiites irakiens ont investi un quartier de Bagdad, mitrailleuses et lance-grenades au poing. Lundi 10 juillet, à la tombée de la nuit, le quartier mixte sunnite et chiite de Ghazaliya, à l'ouest de la capitale, a vécu dans la terreur d'une réédition de la tuerie d'Al-Jihad où, dimanche, au moins 57 habitants avaient été exécutés par des miliciens chiites parce que leurs cartes d'identité laissaient supposer qu'ils étaient de confession sunnite.

Selon l'agence Reuters, les hommes armés de cet assaut contre Ghazaliya se sont réclamés de l'Armée du Mahdi, la milice de l'imam radical chiite Moqtada Al-Sadr, déjà soupçonnés d'être les tuteurs d'Al-Jihad. L'un d'eux, contacté par Reuters, aurait déclaré : « Nous allons vider les terroristes de ce quartier. »

Pendant que les miliciens prenaient d'assaut deux mosquées sunnites de Ghazaliya et que des affrontements grondaient dans les rues du quartier, les habitants se sont barricadés. « J'ai éteint toutes les lumières, fermé les portes à clé et j'ai caché mes enfants, a raconté un habitant à la même agence. L'alerte a été donnée par les mosquées. On avait l'impression que des individus se précipitaient pour aller défendre les mosquées. Mais nul ne pouvait dire qui était qui. »

Cycle de représailles

Dans le désordre général, certains ont cru reconnaître leurs voisins chiites parmi les assaillants. Quels qu'ils soient, ces derniers n'ont nullement été gênés par les barages de l'armée. Les combats n'ont cessé que vers minuit, malgré le couvre-feu nocturne décrété la veille par le gouvernement. Comme à Al-Jihad, les forces de sécurité sont arrivées tardivement. L'armée américaine s'est déployée dans le secteur et les policiers irakiens ont comptabilisé trois cadavres, aux abords de la mosquée sunnite Hadithi.

Les affrontements intercommunautaires sont devenus monnaie courante depuis l'attentat contre le mausolée chii-

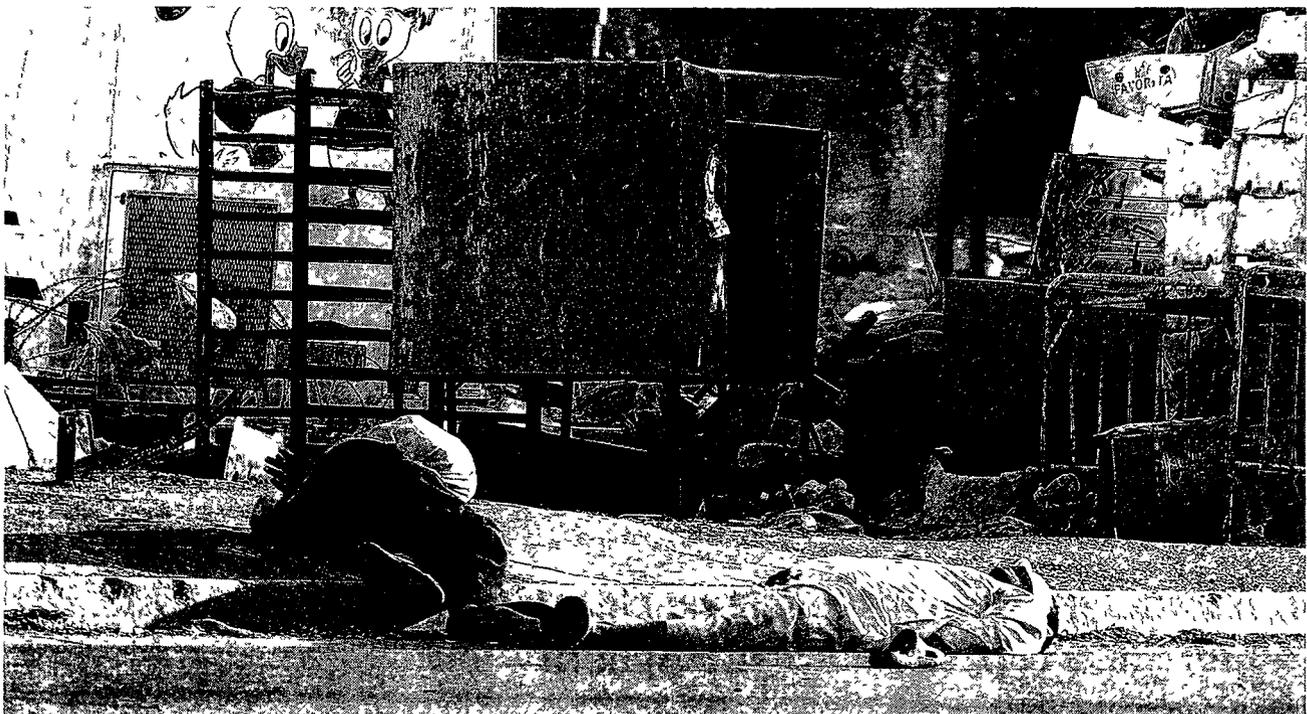
te de Samarra, en février. Mais jusqu'à présent, il s'agissait d'enlèvements, ou d'opérations clandestines, menés par des « escadrons de la mort ».

Le « dimanche noir » d'Al-Jihad a ouvert la voie à une nouvelle forme de terreur : celle des exécutions de rue en plein jour ou en plein couvre-feu, où le sang versé ne peut appeler que plus de sang, dans un cycle infernal de représailles où chacune des communautés s'estime martyrisée par ses adversaires. Après Al-Jihad, un triple attentat a frappé Sadr City, fief de l'Armée du Mahdi, faisant au moins 10 morts et 51 blessés, tous civils.

D'autres attaques ont endeuillé le pays lundi, notamment à Kirkouk, où un camion kamikaze a visé l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti kurde dirigé par le président irakien, Jalal Talabani.

Le même jour, une vidéo d'Al-Qaïda a été mise en ligne, montrant les corps mutilés de deux soldats américains enlevés en juin, affirmant qu'ils avaient été torturés et exécutés « pour venger » la jeune Irakienne violée et tuée par le soldat Steven Green. Celui-ci a été inculpé de viol et meurtres par la justice américaine. ■

CÉCILE HENNON



Les cadavres de deux civils irakiens qui ont été tués le dimanche 9 juillet à Bagdad. Le gouvernement irakien apparaît impuissant face aux violences quotidiennes dans ce pays. NAMIR NOOR-ELDEEN/REUTERS

The first congress of the DTP and existing challenges



By Khalid Khayati
Globe Political Desk

Background

The main pro-Kurdish Democratic Society (D.T.P) party held its first congress meeting on Sunday 25th June in Ankara, co-presided by Ms. Aysel Tuğluk and Ahmet Türk, the D.T.P was thus the first political party in Turkey to have a collective leadership.

Considered as non-compatible with Turkish legislation, the D.T.P-convention was obliged to put an end to the co-directory

system and as a consequence Ahmet Türk was elected as the chair of the party by an overwhelming majority of the deputies. As a sign of solidarity, members of Sinn Fein and Batasuna, the political wings of the Irish Republican Army (I.R.A) and the Basque E.T.A group, attended the congress of the D.T.P respectively, as well as some members of the European Parliament.

The Democratic Society Party is a member of the International Socialist and was founded in 2005, as the continuation of the Democratic Society Movement (D.T.H) that was initially set up by the veteran Kurdish politicians, former deputies Leyla Zana, Orhan Doğan, Hatip Dicle and Selim Sadak upon their release from prison in 2004. However, D.T.P can be considered as the successor to the Democratic People's Party (D.E.H.A.P), it

is important to underline the fact that the DTP has mayors in 55 Kurdish municipalities.

Officially, the D.T.P pledges to work to resolve the long-standing Kurdish conflict in Turkey via peaceful and democratic means, the major guidelines of the party that will determine its political practices in the coming days can be to a great extent discerned from a long

speech delivered by Ahmet Türk to the participants of the congress. Kurdish observers and analysts claim the recommendations of the D.T.P chair for the solution of the Kurdish problem in Turkey are based upon instructions the former P.K.K-leader Abdullah Öcalan had sent from his prison cell on the Imrali Island prior to the convention. However, the D.T.P chair-man has urged the Turkish government to give assurances

concerning linguistic and cultural rights, individual freedoms, the abolishment of village-guard practices and reimbursement and compensation for those Kurds who were forced to abandon their villages during the 1990s. Moreover, he urged the Turkish establishment to revoke the new anti-terror bill at the same time that a general amnesty for all political dissidents and prisoners has been advocated.

However, the appearance of the D.T.P and its political performance should not be acknowledged beyond the general political actions and positions of some of the other main political players such as Turkey, the E.U and a strongly self-critical Kurdish opinion that is gradually gaining strength. This faction within Kurdistan holds an opinion that is not content with the current order of things; an opinion that is exhausted by a highly fragmented and confused political landscape; and finally an opinion that struggles frenetically to reach the political consensus among the Kurdish intellectuals, autonomous politicians and political organisations with the objective to establish a relevant and universal definition of the Kurdish political movement in Turkey, in this respect, the D.T.P has to contend with some major challenges.

The D.T.P and its various challenging moments.

First and foremost, there is an ongoing ten-



Ahmet Türk, co-chairman of the pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP), said his party was ready to work to ensure that the outlawed Kurdistan Workers' Party's (PKK) lays down its arms and proposed methods similar to those used in Britain and Spain to deal with IRA and ETA. (Press Photo)



"In our opinion, the fairest and most reasonable formula of solution for the Kurdish issue is a federative [administrative] system," said Şerafettin Elçi, head of the new pro-Kurdish (DKP) hinting at the new political party's most basic principle and noting that defending the federative system is not against the Constitution, as it is widely assumed to be. (Press Photo)

gency toward abandon amongst Kurdish intellectuals and politicians that cause problems not only for the P.K.K but also for the D.T.P which is generally viewed as its political wing. It suffices to observe the composition of the D.T.P's new leadership for traces of prominent politicians such as Leyla Zana, Orhan Doğan, Hatip Di-

cle and Selim Sadak who upon their release from prison in 2004 founded the Democratic Society Movement.

The PKK and its affiliated institutions have been criticised for upholding a practice of monopoly and domination within the Kurdish political movement in Turkey, a direct and tangible consequence of such a monopolistic attitude will be the exclusion and alienation of non-affiliated personalities and organisations in the Kurdish society in Turkey. The former leader of the P.K.K Mr. Abdullah Öcalan who tries frenetically to maintain his ideological and organisational control over the party, via the weekly notes and instructions dispatched from his prison on the Imrali island could be another real of challenge for the DTP. The leadership of Mr Öcalan has been criticised by the prominent Turkish sociologist Ismail Besicki on the grounds of being non-compatible with democratic principles. The sociologist who has spent many years in Turkish

prisons for defending the Kurdish cause has further criticised the political accounts of Mr Öcalan and the "Turkish" political culture of the P.K.K, not only for its inability to present a clear definition of the Kurdish cause but also for the absence of proper and effective willingness to do something for the Kurdish culture which is according to Besicki severely damaged by more than 80 years of Turkish assimilation policy.

Mr Öcalan seeks to improve the criticism of the Turkish sociologist and calls him for a "cheap Kurdish nationalist," another remarkable feature of Mr Öcalan's latest theoretical innovation is his anti-nationalist and anti-state theory. He urges the Kurdish people to reject any political project that would lead to a Kurdish statehood on the basis of ethno-national identity; he proposes instead the creation of a variety of local social and political councils and assemblies that would forward the issue of the Kurdish language and culture to the Turkish parliament. Mr. Öcalan has even been admiring Mustafa Kemal Atatürk for his bravery and devotion to freedom.

Another challenge for the D.T.P is the ambiguous relationship the party maintains with the E.U, the E.U Ambassador to Ankara Hans-Jörg Kretschmer has warned the Democratic

Society Party to distance themselves from "terrorism" if they want make up political ground in Turkey. The term terrorism is an allusion to the Kurdistan Workers' Party that has been blacklisted as a terror group by Turkey, the European Union and the United States. However, in such political climate, the D.T.P has no other political option than to surmount the above-mentioned political obstacles, the task is not an easy one.

Alternative options

The most immediate concern of the Kurdish political movement in Turkey should be the presentation of a relevant and cohesive theoretical analysis on the nature of the Turkish state-nation and its Kemalist ideology. According to the Kemalist ideology the Turkish nation, territory, institutions, and language as symbolised by a Turkish flag remain permanently indivisible. In such a political and ideological climate, the Kurds as a distinct nation with its own historical significance, language and culture will never gain the access to public spaces. In the best of scenarios, they are allowed to follow a cheap folkloric existence and during critical times they will be subjected to forced assimilation, deportation and physical extermination, the new anti-terrorism law, which is, according to Kurdish sources much tougher

than the previous one was ratified by the Turkish parliament as a result of an overwhelming consensus amongst Turkish political circles. In order to address such an unfair order, the Kurdish political movement should demand the recognition of a Kurdish political sovereignty and the Kurdish identity in the Turkish constitution, in the long term, a federal state can be an appropriate solution.

Furthermore, it is crucial for the Kurdish political movement in Turkey to make democratic efforts to remove the name of the Kurdish organisations that have been put on the blacklist of terror. It is important for the Kurdish position in Turkey to withhold not only the proper diplomatic, political and cultural ties with E.U-countries but also to promote democracy and political diversity in their own political field. Correspondingly, Turkey, a country which is now engaged in membership negotiations with the E.U should fulfil attentively and sincerely its judicial, political and institutional obligations in conformity with universal democratic norms and criteria's. But, the reforms cannot be relevant if the process of political and social transformations in the country do not encompass discussions on the recognition of the Kurdish identity in the ongoing political agenda.

Nechirvan Barzani: Peshmarga not formed to launch wars

The leadership of Peshmarga organized a party for the graduation of its six military training programs known as "Saeed Shekha No'man military training". The ceremony was attended by Kurdistan Prime Minister Nechirvan Barzani and a number of minis-

ters and KDP Politburo members.

Some 800 Peshmargas participated in the two month long session, receiving extensive military training. The ceremony was inaugurated to the sound of the Kurdish National Anthem "Ay Raqeeb", with the gradu-

ates demonstrating various martial techniques.

To mark the occasion, the Prime Minister point-

ed out the role of Peshmarga and stated, "Our people have the right to possess a regular army trained up to the latest military standards."

The Prime Minister continued stating, "In the past the Peshmarga defended our people; today they are called on to preserve these gains," declaring

that Peshmarga of Kurdistan is a part of a whole that aims to sustain peace within modern Iraq.

"The Kurdistan Peshmarga is not formed to launch wars but to deflect the war from our nation, however it is obvious that these young men will defend the gains of our nation in the case of our country being assaulted," PM Barzani said.

The Globe

Kurds ask Maliki to speed up efforts to resolve Kirkuk issue

Erbil-The Speaker of Iraq's Kurdistan Parliament, Adnan mufti, urged Iraq's Prime Minister Jawad Nouri al-Maliki, on Monday, to work seriously to implement the articles in Iraq's constitution on reversing the ethnic-cleansing campaign in Kirkuk run by the regime of the former President Saddam Hussein.

"We expect to take steps in the direction of implementing the article 140 of Iraqi constitution ... until the end of the deadline that is set for 2007," Speaker Adnan Mufti of Kurdistan Parliament said.

The remarks by Mufti came as al-Maliki, Iraq's first full-term PM, attended a session of Kurdistan parliament, after he arrived in Erbil hours earlier on the top of a high-ranking delegation for a visit to last for several days.

Al-Maliki, who was received by Kurdistan President Massoud Barzani in an official ceremony in Erbil airport, did not elaborate on his government's plans for Kirkuk and rather preferred

to focus on other pressing issues such as security and economy.

Al-Maliki's described the intention behind his visit to Kurdistan to "discuss the problems between the central government and the regional government of Kurdistan."

Addressing a gathering of Kurdistan parliamentarians, PM al-Maliki said that his government, together with its predecessors, has "made a big progress" in bringing about a multilateral democratic rule that respects human rights. Defending his recent project of national reconciliation, he added that "although there are

animosities among Iraq's various groups, national reconciliation is a means of establishing a national front that can confront Iraq's enemies."

Al-Maliki, also, stressed the need to train an efficient Iraqi security force "that can confront the threat of terror and those who don't want to adjust themselves with the principles and values of the new Iraq."

At the top of the agenda of his talks with Kurdish



Iraqi Prime Minister Nouri Maliki shares a laughter with his Kurdish counterpart Nechirvan Barzani, July 10, 2006. GLOBE PHOTO/Safin Ilamed

leaders was Kirkuk, a sensitive issue for Kurds who feel they are manipulated by successive Iraqi governments since the fall of the former regime of Saddam Hussein.

The article 140 of the Iraqi constitution stipulates that the situation in Kirkuk must be normalized by returning Kurdish and Turkoman refugees to the city and compensating Arab settlers-

who were brought into the city by Saddam Hussein's government, as part of Arabization ethnic-cleansing project- to go back to their original areas in southern parts of Iraq. Kurds say that the city is historically

and geographically part of Kurdistan Region, while Arabs and a considerable number of Turkomans deny that.

He promised that his government will work to provide public services, develop country's economy and create prosperity "so that Iraqis will understand the difference between a destructive dictatorial rule and a constructive national government."

The Globe

GLOBE

July 11, 2006 - No.65

Zebari aims at boosting business relations with Turkey

The Iraqi Foreign Minister Hoshiyar Zebari has met with the chief of the Turkish Business Foundation to discuss boosting bilateral relations between Iraq and Turkey in the economic field, investment and the current situation in Iraq, reported the Independence news agency of the Voices of Iraq.

For his part, the head of the foundation voiced his readiness to participate in the reconstruction process of Iraq in all its facets and expressed his happiness concerning the

recent deal between Iraq and Turkey that will mark the opening of a new border crossing point that is expected to contribute to the trade movement between the two countries.

On the other hand, a statement from the Iraqi Foreign Ministry last week said that the minister welcomed the new initiative between Turkey and Iraq in the meeting and expressed the readiness of the Iraqi government to cooperate with and facilitate all works and activities that will serve the interests of the two countries.



Iraqi Foreign Minister Hoshiyar Zebari

arrives for business talks in Ankara.

AFP PHOTO

Terror in many forms kills 50 in Baghdad

Top officials called in to discuss crisis

By Kirk Semple

BAGHDAD: At least 50 people were killed in Baghdad on Tuesday in a stunning array of violence that included a double suicide attack near busy entrances to the fortified Green Zone, beheadings, shootings, a series of car bombs, mortar attacks and the ambushing of a bus carrying Shiite mourners returning from a burial.

The day's killings raised the three-day death toll in the capital alone to more than 100. It deepened the sense among residents that the violence was not going to ebb soon and that Iraqi and American security forces were powerless to stop it.

Many of the attacks bore the hallmarks of sectarian militias, both Sunni Arab and Shiite, that have left the government of Nuri Kamal al-Maliki and his American counterparts scrambling to come up with a military and political strategy to combat them.

Maliki has saturated the city's streets with thousands of security forces, adding many new checkpoints, but neither that nor his recently proposed "reconciliation plan" intended to disarm illegal militias, seems to have retarded the violence.

The worsening security situation, which many Iraqis are now calling a low-grade civil war, prompted lawmakers to summon the interior and defense ministers to Parliament on Thursday to discuss the crisis, according to Agence France-Presse, which was quoting the deputy speaker of the legislature, Khalid al-Attiya.

Amid the increased violence, however, Maliki himself has been remarkably quiet. On Monday, he made an appeal for unity during a speech in Iraqi Kurdistan, and late Tuesday his office issued a brief statement condemning the attack on the bus carrying the mourners. Efforts to seek additional comment from his office Tuesday were unsuccessful.

The country's largest Sunni bloc said that in the interest of promoting calm, it would end its boycott of Parliament. Sunni legislators suspended their participation early last week after a colleague, Tayseer Najah al-Mashhadani, was kidnapped. Many Sunnis have blamed the Mahdi Army, a militia loyal to the cleric Moktada al-Sadr, for the abduction. Sadr and his deputies have denied any involvement.

Alaa Makki, a Sunni leader, said in a telephone interview that the bloc's decision had been influenced by Sadr, who on Sunday issued an appeal for harmony and for the convening of a special meeting of Parliament to address the sectarian bloodshed.

The surge in violence began Sunday morning when a group of Shiite gunmen appeared on the streets of a predominantly Sunni neighborhood in western Baghdad and began killing people. This

vigilantism, astonishing even in Iraq's culture of relentless violence, was followed by seemingly retributive car bomb attacks against a Shiite mosque.

In the most deadly attack Tuesday, two pedestrians wearing explosives-

laden vests blew themselves up near a restaurant outside the walls of the Green Zone, yet in the vicinity of three busy entrances, Iraqi and American officials said. Soon after the initial blasts, a hidden bomb was detonated nearby, adding to the carnage, officials said.

At least 15 Iraqi civilians and one Iraqi police officer were killed in the blasts, and 4 people were wounded, according to the U.S. military command.

In an Internet posting, an insurgent group called the Islamic Army in Iraq claimed responsibility for the triple attack and said it had struck in revenge for the rape and slaying of an Iraqi girl in Mahmudiya, a crime in which at least five U.S. soldiers and one recently discharged soldier are suspects.

In a predominantly Sunni area of Dora, a district in southern Baghdad, gunmen ambushed a bus carrying Shiite mourners from the Shiite holy city of Najaf, where they had buried a relative, government officials and family members said. The gunmen pulled 10 people from the bus and killed them, according to an Interior Ministry official who requested anonymity because he was not authorized to speak on the record.

In Taji, north of Baghdad, gunmen ambushed another bus, killing one person and wounding five, the official said.

Two mortar grenades hit a Shiite mosque in Dora, killing 9 and wounding 11 civilians, the official said.

Also, the bodies of a family of five — a father and mother and their grown daughter and two teenage sons — were found beheaded in the predominantly Sunni neighborhood of Mahdiya in Dora, according to an official at Yarmouk Hospital, the main medical facility in western Baghdad. The police and hospital officials also reported that four car bombs around Baghdad had killed at least 7 people and wounded at least 18.

Gunmen raided a company's offices in the Mansour neighborhood, killing three employees and wounding three, officials said. According to the official at Yarmouk Hospital, five bodies were discovered early Tuesday in Jihad, the neighborhood where dozens of people were reportedly killed by marauding gunmen Sunday.

Meanwhile, in the trial of Saddam Hussein, two defendants, both low-level Baath Party officials, delivered their closing arguments Tuesday. The judge adjourned the trial until July 24.

The New York Times

Qais Mizher, Hosham Hussein and an Iraqi employee of The New York Times contributed from Baghdad, and an Iraqi employee of The Times contributed from Kirkuk.



Herald INTERNATIONAL Tribune

July 12, 2006

IRAN-SYRIE

Une alliance qui ne fait pas peur

Le nouveau pacte irano-syrien est plus un message politique adressé à Washington qu'une véritable menace militaire pour le Moyen-Orient, estime un expert arabe aux Etats-Unis.



DU 13 AU 19 JUILLET 2006

THE DAILY STAR
Beyrouth

Le ministre de la Défense syrien, Hassan Turkmani, et son homologue iranien, le général Mostafa Mohammad Najjar, ont signé [le 15 juin] un pacte de sécurité commune et mis sur pied une Commission suprême de la défense en vue d'institutionnaliser une coopération militaire à long terme. Bien qu'aucun détail n'ait filtré sur la teneur du pacte, l'inquiétude a poussé des spécialistes des questions de défense – dans les pays arabes comme en Israël – à en exagérer la portée. Cette réaction a fait le jeu des Syriens et des Iraniens, car elle omettait de prendre en compte la volonté de Téhéran et de Damas, tous deux soumis à des pressions internationales accrues, de revivre les beaux jours de leur alliance des années 1980.

Les médias en ont aussitôt tiré deux conclusions quant aux termes de l'accord : d'une part, que l'Iran s'est engagé à fournir à la Syrie des missiles antiaériens tirés à l'épaule, des missiles Shehab-3 d'une portée de 1 350 kilomètres, des chars soviétiques T-72 et des missiles SCUD de courte portée, et, d'autre part, que Téhéran a accepté de financer de futurs accords de la Syrie avec la Russie, la Chine et l'Ukraine.

Ces analyses n'ont pas seulement surestimé la portée du pacte irano-syrien, elles se sont aussi méprises sur sa signification. Si l'Iran peut fournir à la Syrie des armes de bas niveau technologique telles que les missiles antiaériens tirés à l'épaule, il est peu probable qu'il équipe les forces syriennes de matériel militaire de pointe. L'Iran possède trop peu de missiles Shehab-3 (entre 25 et 100, selon les informations disponibles) et de chars T-72 (moins de 500) pour en avoir en réserve. Qui plus est, la république islamique d'Iran sait que la fourniture de missiles stratégiques et balistiques à la Syrie serait considérée comme une provocation par Israël, ce qui n'est pas dans son intérêt en ce moment.

Ce pacte aurait pu susciter la désapprobation des gouvernements américain et israélien, mais cela n'a

► Sur la carte : Pétrole.
"Zut. — Oh, ça c'est une surprise !"
Dessin de Horsch paru dans Handelsblatt, Dusseldorf.

■ **Islamisme**
La branche irakienne d'Al-Qaïda accuse le régime iranien, pourtant le plus antiaméricain et anti-israélien du Moyen-Orient, de vouloir exterminer les sunnites d'Irak et établir une force chiïte dans la région. "Pour atteindre ce but", peut-on lire sur son site, "les Iraniens cherchent un compromis avec les croisés [l'Occident] sur leur prétendu programme nucléaire".



pas été le cas pour trois raisons. Tout d'abord, M. Turkmani a exclu la possibilité d'accueillir une base militaire iranienne sur le sol syrien. Ensuite, aucun des deux pays ne s'est engagé à protéger l'autre en cas d'attaque. Enfin, même en supposant que l'Iran et la Syrie aient signé un pacte du même type que celui de l'OTAN, il paraît dérisoire à côté de l'alliance stratégique israélo-américaine.

L'une des constantes de la politique de Washington est qu'Israël demeure l'acteur militaire le plus puissant du Moyen-Orient. Même si le pays manque de profondeur stratégique, il dispose, avec l'aide militaire et économique des Etats-Unis, d'une puissance aérienne sans égale, des forces terrestres les plus sophistiquées qui soient et de capacités de dissuasion nucléaire exceptionnelles.

Le pacte irano-syrien est surtout un message politique adressé à Washington pour le prévenir que Téhéran et Damas sont tout sauf isolés et que leur alliance représente davantage que la somme de ses parties. Les deux pays espèrent donner l'impression qu'ils ont d'autres ressources à leur disposition pour décourager toute intimidation extérieure, en particulier américaine. Cependant, même s'ils sont d'accord sur de nombreuses

questions, la Syrie et l'Iran n'ont pas les mêmes positions sur certains dossiers de premier plan. En Irak, par exemple, l'Iran soutient ses alliés chiïtes, notamment le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), le parti islamiste Al-Daawa et l'armée du Mahdi de l'imam Moqtada Al-Sadr. Il y a quelques mois, le dirigeant du CSRII, Abdel Aziz Al-Hakim, a revendiqué la formation, au sein d'un cadre fédéral, d'un Etat chiïte dans le sud et le centre du pays. Si Téhéran voit d'un bon œil l'émergence d'une entité chiïte irakienne, la nouvelle a causé une grande inquiétude à Damas. La Syrie redoute toute division de l'Irak, qu'elle soit de nature religieuse ou ethnique, à cause de la menace qu'elle pourrait représenter pour sa propre société, elle-même d'une grande diversité religieuse et ethnique. C'est pourquoi il faut voir la récente signature du pacte par MM. Turkmani et Najjar comme une tentative pour faire revivre une association qui n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Bilal Y. Saab

Irak: Attentat suicide anti-kurde à Kirkouk, cinq morts (nouveau bilan)



KIRKOUK (Irak), 10 juil 2006 (AFP) - 13h53 - Cinq personnes ont été tuées et 19 blessées lundi dans un attentat suicide au camion piégé à Kirkouk, dans le nord de l'Irak, contre l'un des principaux partis kurdes du pays, dirigé par le président Jalal Talabani, selon un nouveau bilan de la police.

"Le dernier bilan s'établit à cinq morts et 19 blessés", a déclaré une source policière qui avait indiqué auparavant qu'au moins trois personnes ont été tuées et 20 blessés, dans l'attentat.

Vers 12H10 (08H10 GMT), le kamikaze a fait exploser son véhicule piégé devant la clôture de béton protégeant la permanence de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dans un quartier du sud de la ville pétrolière de Kirkouk, à 250 km au nord de Bagdad, a affirmé le capitaine Cheikhwan Mahmoud.

Dans la ville multiconfessionnelle de Kirkouk, les permanences de l'UPK ont été plusieurs fois la cible d'attentats.

Les Kurdes souhaitent intégrer la ville à leur région autonome, le Kurdistan, ce que refusent les communautés arabes sunnites et chiïtes.

Par ailleurs, huit personnes, dont trois policiers, ont été blessées au passage d'un convoi du consulat américain installé dans un complexe de la Compagnie du pétrole du nord (NOC) dans la ville, selon la police.

A Hawija, à 50 km à l'ouest de Kirkouk, un policier a été abattu par des hommes armés et une bombe a explosé sur une route, un peu plus au nord près d'un barrage de la police, blessant trois policiers et trois civils.

Sud-Est turc: deux policiers tués dans une attaque, 4 blessés par une mine



DIYARBAKIR (Turquie), 11 juil 2006 (AFP) - 16h06 - Deux policiers ont été tués lundi soir dans une attaque dans le Sud-Est de la Turquie, dont la population est en majorité kurde, ont annoncé mardi les autorités locales.

Les deux agents, âgés tous les deux de 31 ans, ont été tués sur le coup dans l'attaque au fusil mitrailleur survenue à Idil, une zone proche de la frontière avec l'Irak et la Syrie, selon un communiqué officiel.

Par ailleurs, quatre personnes ont été blessées mardi à Silopi, à une centaine de km à l'est d'Idil, par l'explosion d'une mine posée et activée à distance, selon les autorités, par les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes).

Les blessés assuraient la sécurité d'une équipe de recherches sismiques de l'organisme turc de prospection pétrolière, ont précisé des responsables locaux.

Le Sud-Est anatolien est le théâtre de combats depuis 1984 entre les rebelles armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes) et les forces de sécurité.

Cinq soldats tués par une mine dans le sud-est de la Turquie

ANKARA, 13 juil 2006 (AFP) - 18h52 - Cinq soldats turcs ont été tués et quatre autres blessés jeudi lorsque leur véhicule a sauté sur une mine dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, a annoncé l'agence de presse Anatolie.

L'explosion a eu lieu sur une route de campagne dans la province de Bitlis, a indiqué l'agence turque. Aucune autre précision n'était disponible immédiatement.

Les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont actifs dans la région, et l'utilisation de mines contre les forces de sécurité est fréquente depuis que le PKK a mis fin en juin 2004 à un cessez-le-feu unilatéral de cinq ans.

Le dernier cas avant celui de jeudi était survenu lundi. Quatre gardes de sécurité d'une firme privée travaillant pour une compagnie pétrolière d'Etat avaient été blessés dans la province de Sîrnak lorsqu'une mine télécommandée, probablement déclenchée par des membres du PKK, avait explosé au passage de leur véhicule.



Les Kurdes d'Irak disent avoir le droit de former une armée forte

ERBIL (Irak), 12 juil 2006 (AFP) - 17h08 - Le chef de l'exécutif de la région kurde autonome d'Irak, Nijirvane Barzani, a affirmé mercredi le droit des Kurdes à des forces armées bien entraînées capables de les défendre.

"En raison des injustices subies, notre peuple a le droit d'avoir une armée régulière entraînée selon les derniers critères militaires", a déclaré le responsable kurde en participant à une cérémonie militaire à Erbil, "capitale" de la région autonome.

Il a affirmé qu'une force de défense du Kurdistan était dans la ligne de la Constitution irakienne reconnaissant le caractère fédéral de l'Irak, et assuré que le rôle des peshmergas (combattants kurdes) "diffère aujourd'hui de ce qu'il était dans le passé".

"Dans le passé, les peshmergas défendaient la liberté de notre peuple, et aujourd'hui ils sont appelés à préserver ses acquis", a déclaré M. Barzani.

"Les forces kurdes ne vont agresser personne mais elles sont là pour préserver notre peuple de la guerre", a-t-il ajouté.

Les Kurdes d'Irak ont toujours refusé de considérer leurs forces de sécurité comme des milices armées qu'il faut dissoudre ou intégrer dans l'armée fédérale.

Huit morts dans des violences dans le sud-est de la Turquie

ANKARA, 16 juil 2006 (AFP) - 09h43 - Des rebelles kurdes ont tué huit membres des services de sécurité turcs dans des affrontements dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, a annoncé dimanche l'agence de presse Anatolie.

Les violences survenues dans la province de Siirt ont coûté la vie à sept soldats et un membre d'une milice kurde anti-PKK soutenant l'armée, selon des sources locales citées par l'agence.

Cinq soldats turcs avaient été tués et quatre autres blessés jeudi lorsque leur véhicule a sauté sur une mine dans le sud-est de la Turquie, sur une route de campagne de la province de Bitlis.

Depuis que les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont lancé en 1984 des opérations armées pour obtenir l'autonomie, plus de 37.000 personnes ont été tuées.

Le PKK, qui revendique l'autonomie du sud-est de la Turquie, est considéré comme une organisation terroriste par Ankara, par Washington et par l'Union européenne.

Au moins 84 rebelles et 49 membres des forces de sécurité, ont été tués cette année, selon un décompte de l'AFP. Les militants kurdes ont également revendiqué 11 attentats à la bombe dans des villes, dans lesquels neuf personnes ont été tuées et 140 autres blessées.

Tirs d'artillerie visant des séparatistes kurdes iraniens en Irak

SOULAIMANIYAH (Irak), 20 juil 2006 (AFP) - 15h06 - L'artillerie iranienne a tiré jeudi sur des positions de séparatistes kurdes iraniens du Pejak dans le nord-est de l'Irak, a indiqué un responsable de leur formation.

Les tirs ont visé en particulier quatre villages proches des villes de Rania et Kalaat Diza à 160 km au nord de Soulaïmaniyah, chef-lieu de la province kurde du même nom, a indiqué à l'AFP Rostam Joudi, responsable du parti Pejak.

Selon lui, les tirs ont duré une heure et leur bilan n'est pas encore connu.

L'artillerie iranienne a visé en mars et avril derniers des positions de la même formation, faisant quatre morts et provoquant des destructions dans cette zone montagneuse de l'Irak, frontalière de l'Iran.

Selon les autorités iraniennes, le Pejak, apparu au début des années 2000, est lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mouvement séparatiste kurde en Turquie voisine.

Turquie: la réponse aux violences dans le sud-est sera dure (Erdogan)



ANKARA, 16 juil 2006 (AFP) - 16h25 - Le Premier ministre turc a annoncé dimanche que son gouvernement comptait adresser une réponse dure aux violences perpétrées par les rebelles kurdes, qui ont coûté la vie jeudi à treize membres des forces de sécurité dans le sud-est du pays, à majorité kurde.

"Nous avons jusqu'ici essayé de traiter ce problème avec patience (...), avec une approche démocratique..., (mais) ces actions sont insupportables", a prévenu Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours télévisé à Agri (est).

"Je dois dire que le gouvernement qui se réunit demain (lundi) doit être prêt à beaucoup de choses", a ajouté M. Erdogan.

Des rebelles kurdes ont tué dans la nuit de samedi à dimanche sept soldats et un membre d'une milice kurde anti-PKK soutenant l'armée, dans des affrontements dans la province de Siirt (sud-est), selon des responsables turcs cités par l'agence Anatolie.

L'armée turque, qui a lancé une opération de sécurité à l'aube, a bombardé la zone où les rebelles avaient fui et y a déployé des renforts, dont des commandos d'élite, selon la chaîne CNN-Turk.

Jeudi, cinq soldats turcs avaient été tués et quatre autres blessés, leur véhicule ayant sauté sur une mine dans la province de Bitlis (sud-est).

Dans la ville voisine de Bingol, un militant du PKK a été tué après le refus de rebelles de se rendre au cours d'une intervention des forces de sécurité, selon le gouverneur local cité par l'agence Anatolie.

A Ankara, le conseil de lutte antiterroriste, composé de ministres, de généraux et de responsables de la sécurité, et présidé par le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gul, a analysé la situation lors d'une réunion d'urgence.

Depuis que les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK - interdit) ont lancé en 1984 des opérations armées pour obtenir l'autonomie, plus de 37.000 personnes ont été tuées.

Le PKK, qui revendique l'autonomie du Sud-Est, est considéré comme une organisation terroriste par Ankara, Washington et l'Union européenne.

Les affrontements se sont multipliés depuis que le PKK a mis fin au cessez-le feu en 2004.

M. Erdogan a plaidé à plusieurs reprises pour une résolution du conflit plus démocratique et prenant en compte le développement économique de la minorité kurde.

Le gouvernement refuse cependant de négocier avec le PKK. M. Erdogan avait indiqué en avril qu'il éviterait également de dialoguer avec le principal parti politique kurde, le Parti pour une société démocratique (DTP), jusqu'à ce qu'il dénonce ouvertement le PKK comme un groupe terroriste.

Au moins 84 rebelles et 49 membres des forces de sécurité, ont été tués cette année, selon un décompte de l'AFP. Les militants kurdes ont également revendiqué 11 attentats à la bombe dans des villes, dans lesquels neuf personnes ont été tuées et 140 autres blessées.

Turquie: deux rebelles kurdes, un policier tués dans le Sud-Est sous tension



DIYARBAKIR (Turquie), 17 juil 2006 (AFP) - 13h41 - Deux rebelles séparatistes kurdes et un policier ont été tués lors de combats dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie, ont indiqué lundi des membres des forces locales de sécurité.

Traqués par les forces de sécurité après qu'ils eurent ouvert le feu contre un véhicule blindé de la police, blessant un officier, les deux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été abattus dans la nuit de dimanche à lundi à Gercus (province de Batman).

Ce décès porte à 15 le nombre de membres des forces de sécurité tués au cours des cinq derniers jours dans la région.

Le gouvernement devait étudier lundi les mesures à adopter pour contrecarrer ce regain de violences, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan ayant laissé planer la menace d'une riposte dure. "Nous avons jusqu'ici essayé de traiter ce problème avec patience (...), avec une approche démocratique..., (mais) ces actions sont insupportables", a-t-il prévenu dimanche.

Le ministère des Affaires étrangères a par ailleurs convoqué lundi les ambassadeurs d'Irak et des Etats-Unis pour évoquer la lutte contre le PKK et l'implantation de l'organisation dans le nord de l'Irak, a indiqué à l'AFP un diplomate de haut rang.

Ankara reproche à Bagdad et Washington leur inaction face aux rebelles, qui ont établi depuis 1999 des camps dans les montagnes bordant la frontière turque.

Une cellule antiterroriste comprenant des ministres, des généraux et autres responsables de la sécurité s'est réunie lundi pour la deuxième fois en deux jours. M. Erdogan a participé à cette réunion.

Erdogan déplore les mises en garde américaines contre une opération en Irak



ANKARA, 18 juil 2006 (AFP) - 12h51 - Les Etats-Unis ont prévenu mardi la Turquie qu'une intervention militaire unilatérale contre les bases des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak "ne serait pas sage", suscitant l'indignation d'Ankara qui évoque des doubles standards.

"Nous avons régulièrement affirmé que nous pensions qu'une action militaire unilatérale par delà la frontière avec l'Irak ne serait pas sage", a déclaré l'ambassadeur américain en Turquie Ross Wilson dans un entretien avec la chaîne de télévision NTV.

L'avertissement intervient après qu'Ankara eut appelé lundi Bagdad et Washington à agir contre les rebelles du PKK dans les montagnes du nord irakien et eut agité la possibilité, en cas de fin de non recevoir, d'une intervention de son armée.

Quinze membres des forces de sécurité turques ont été tués dans le sud-est anatolien à majorité kurde au cours de la semaine passée, mettant à l'épreuve la patience d'Ankara.

"Le PKK n'est pas seulement le problème de l'Irak du nord, c'est un problème en Europe et c'est un problème en Turquie", a affirmé M. Wilson.

"Aller s'occuper du PKK dans le nord irakien ne va pas régler le problème", a-t-il insisté. "Cela ne va pas conduire à ce que nous, l'Irak ou la Turquie voulons voir, c'est-à-dire la fin de ces activités terroristes et la fin des souffrances et des morts endurées par la Turquie".

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a promptement réagi à ces propos, mettant en exergue le soutien de Washington aux offensives militaires israéliennes en cours au Liban et dans les territoires palestiniens.

"Le terrorisme est du terrorisme partout", a-t-il martelé. "Il n'est pas possible d'être d'accord avec une mentalité bienveillante à l'égard des actes d'un pays A mais qui montre une attitude différente quant il s'agit d'un pays B".

Repoussant les avertissements de l'ambassadeur américain, M. Erdogan, a maintenu que la Turquie se tiendrait prête pour une éventuelle incursion militaire en Irak du Nord et a laissé entendre que des plans étaient déjà en cours d'élaboration.

"Au bout du compte, nous savons régler nos problèmes", a-t-il affirmé. "Les autorités compétentes travaillent en conséquence (...) Nous nous tenons prêts pour d'éventuelles évolutions".

Ankara reproche régulièrement à Washington l'inaction de ses troupes en Irak face aux rebelles du PKK.

M. Wilson a assuré que Washington avait enregistré "certains succès" dans le démantèlement des réseaux de financement du PKK et discutait avec Bagdad et les autorités régionales kurdes irakiennes de "la nécessité d'agir pour juguler les activités du PKK et son apparente liberté de manoeuvre".

Au moins 87 rebelles et 51 membres des forces de sécurité turques ont péri depuis le début de l'année dans le sud-est anatolien, selon un décompte de l'AFP.

Des rebelles kurdes ont également revendiqué 11 attentats à la bombe dans des zones urbaines qui ont fait au total 9 morts et près de 140 blessés.

TURQUIE - Une économie guettée par la banqueroute



17 juil. 2006

Forte inflation, dévaluation de la livre turque, fuite des investisseurs et des capitaux étrangers. Les commentaires de la presse turque et internationale sur l'évolution de l'économie turque oscillent entre un ton rassurant et des propos alarmistes.

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a revu ses espoirs à la baisse. Alors que le ministre de l'Economie, Ali Babacan, prévoyait une croissance de l'ordre de 6 % cette année, le gouvernement espère aujourd'hui atteindre les 5 %, rapporte le quotidien turc Turkish Daily News. En effet, une forte inflation s'est développée, culminant à près de 10 % au mois de juin dernier et "faisant perdre à la livre turque près d'un quart de sa valeur depuis fin avril". Toutefois, le gouvernement turc se veut rassurant. Selon l'International Herald Tribune, "Erdogan a expliqué que cette volatilité des cours est la conséquence de facteurs externes, à savoir le resserrement de la politique monétaire des Etats-Unis, de la zone euro et du Japon".

Mais, selon le quotidien américain, "le fantôme de 2001 plane au-dessus de la Turquie". En cette année, une hyperinflation de l'ordre de 68,5 % et un effondrement du PIB à - 9,4 % avaient plongé le pays dans une crise qui s'est soldée par une intervention d'urgence du Fonds monétaire international qui renfloua l'économie turque en lui accordant un prêt de 15 milliards de dollars. Actuellement, "les économistes ont peur que le même schéma ne se répète : la livre continue à chuter, entraînant une crise monétaire de la plus grande envergure et assenant un coup fatal à la croissance du pays. En effet, les risques que court l'économie turque sont un surendettement du gouvernement, un déséquilibre important entre les importations et les exportations et une dépendance sur le court terme vis-à-vis des afflux des capitaux." D'ailleurs, 15 milliards de dollars ont déjà déserté le pays.

Cependant, l'International Herald Tribune juge que les indicateurs du mois de juin "étaient une alarme, pas encore un signal de crise". "La comparaison avec 2001 est exagérée, car la Turquie a fait des changements structurels radicaux et a nettement amélioré la santé de son secteur bancaire." De son côté, le quotidien britannique The Guardian rappelle que - malgré un taux de chômage s'élevant officiellement à 11 %, une inégalité de revenus importante et une forte économie souterraine engendrant 40 % de la production -, l'économie turque semble être en bonne santé et beaucoup mieux armée qu'en 2001. "Depuis 2001, la croissance avoisine les 7,3 % par an, l'inflation est contenue à 8 %, les investissements étrangers sont très importants, le revenu par habitant est supérieur à 5 000 dollars (3 940 euros)." Par ailleurs, même si elle a été vivement critiquée pour sa lenteur à réagir, la Banque centrale a augmenté à deux reprises les taux d'intérêts pour enrayer l'inflation.

En fait, selon le Turkish Daily News, l'avenir de l'économie turque dépendra de plusieurs développements politiques. Tout d'abord, il s'agira des rapports avec les Etats-Unis, ces derniers ayant refroidi leurs relations avec Ankara, car il n'avait pas répondu favorablement à leur demande de soutien concernant la guerre en Irak. La décision du Fonds monétaire international d'accorder une nouvelle tranche de crédit à Ankara sera aussi déterminante. Des signes d'apaisement entre les laïcistes et les islamistes pourraient également inciter les entrepreneurs à investir. Par ailleurs, début août, le Conseil militaire suprême devra décider des retraites qui seront accordées au personnel militaire, y compris aux membres les plus haut placés. Enfin, le quotidien turc estime que l'attitude du Premier ministre Erdogan sera capitale. "Il devra donner des signes clairs aux marchés financiers, notamment en novembre, lors de la convention du parti de la Justice et du Développement (AKP), le parti qui détient le pouvoir."

Enfin, Milliyet fait fi de la prétendue "crise". Il reprend les propos du directeur de Mercedes-Benz, M. Ziegler : "Nous avons connu plusieurs fluctuations depuis quarante ans, mais nous sommes encore ici et nous continuerons quoi qu'il en soit." L'entreprise qui s'attendait à une dévaluation cette année a déjà fait 55 millions d'euros d'investissement. Le quotidien turc se livre ensuite à une description de la vie de l'industriel allemand qui s'est installé à Istanbul il y a quelques années. "Sa femme adore se promener dans les ruelles charmantes d'Istanbul et sa fille, inscrite dans un établissement international, est ravie d'habiter en Turquie." A l'évidence, pour Milliyet, les propos annonciateurs d'une crise ne sont pas inquiétants et il fait bon vivre en Turquie.

Christelle Gilbert

Ankara envisage d'attaquer les Kurdes en Irak

19 juil. 2006



L'attaque du 15 juillet marque une intensification de l'action du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le gouvernement turc adopte en conséquence une ligne plus dure, avec le renforcement de la législation antiterroriste et des velléités d'action militaire contre les bases du PKK situées au nord de l'Irak.

"Insupportable". C'est le terme qu'a utilisé le Premier ministre turc, Recep Tayip Erdogan, dimanche 16 juillet, pour décrire la violence des attaques du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, rapporte le quotidien turc *Turkish Daily News*. En trois jours, l'organisation de guérilla indépendantiste d'extrême gauche rebaptisée Kongra-gel a causé la mort de quinze policiers et soldats turcs.

Mais c'est l'attaque du samedi 15 juillet, faisant huit morts dans le sud-est de la Turquie, qui a provoqué l'indignation des membres du gouvernement. Kongra-gel, groupuscule aux volontés indépendantistes considéré comme terroriste par les Etats Unis et la Turquie, avait unilatéralement décidé d'arrêter le combat en 1999. Il a repris les armes depuis 2004. En 2005, Recep Tayip Erdogan décidait d'adopter une attitude modérée. Le *Turkish Daily News* rappelle que "lors d'un discours historique, l'été dernier, à Diyarbakir, le Premier ministre avait parlé d'un problème kurde" qui devait trouver "une solution démocratique".

Mais, aujourd'hui, le quotidien turc juge que le gouvernement "perd patience" et adopte une "ligne plus ferme". Lors d'une réunion d'urgence qui s'est tenue le lundi 17 juillet, le gouvernement a "promis de mobiliser toutes les ressources du pays pour lutter contre le terrorisme". Il appelle notamment "les Etats-Unis et l'Irak à agir contre les bases du PKK situées dans les montagnes du nord de l'Irak", affirme le *Turkish Daily News*. Mais Washington ne semble pas déterminé à aider le Premier ministre turc. "Le gouvernement américain a affirmé qu'une opération militaire contre le groupuscule kurde ne figurait pas sur l'agenda des forces américaines en Irak, qui sont déjà très occupées dans tout le reste du pays", rappelle le journal.

Qui plus est, selon le quotidien britannique *The Independent*, "l'armée turque risque de provoquer la rage des Américains si elle met à exécution son plan pour attaquer les Kurdes du nord de l'Irak". En effet, la Turquie affirme que le droit international lui permet de franchir la frontière pour se défendre, mais la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a mis en garde à plusieurs reprises Ankara contre une opération unilatérale dans "la seule région vraiment stable d'Irak". Le directeur de l'institut de politique étrangère de l'université d'Ankara indique dans le quotidien britannique que "le gouvernement turc est dans une impasse. D'un côté, il ne veut pas que les relations avec les Américains se détériorent ; de l'autre, le peuple demande des actes."

Une action unilatérale de la Turquie serait également très mal vue par les membres de l'Union européenne, qui font pression sur le pays afin qu'il garantisse à la minorité kurde la totalité de ses droits culturels. Dans tous les cas, *The Independent* précise que l'opération, si elle a lieu, ne devrait pas se faire avant août, "quand l'actuel chef d'état-major sera remplacé par un officier considéré comme un partisan de la manière forte".

Le gouvernement turc veut également accroître les moyens pour lutter contre le PKK au niveau national. "Le président laïciste Ahmet Necdet Sezer a approuvé lundi 17 juillet la loi antiterroriste, même s'il a demandé à la Cour constitutionnelle d'annuler certains articles", rapporte le quotidien *Hürriyet*. Le nouveau projet comporte en effet des modifications qui augmentent le nombre de comportements considérés comme terroristes.

Selon le quotidien turc, "faire du chantage, empêcher quelqu'un de faire des études, permettre à des personnes recherchées par la police de s'enfuir, encourager les soldats à la désobéissance civile ou encore inciter quelqu'un à ne pas faire son service militaire" sont désormais des comportements terroristes. En outre, une personne qui a commis un acte considéré comme terroriste pourra désormais être détenue vingt-quatre heures sans voir d'avocat, et son avocat ne pourra avoir accès au dossier de son client à sa guise. Le *Turkish Daily News* note que "plusieurs personnes pensent que cette loi est trop draconienne".

Christelle Gilbert

US warns Turkey against operation in Iraq

18 Jul 2006

Turkey , Iraq (AFP)

The United States warned Turkey on Tuesday that unilateral military action against Kurdish rebel bases in northern Iraq would be "unwise" after Ankara threatened cross-border operations.

"We have repeatedly said that we believe that unilateral military action across the border with Iraq would be unwise," the US ambassador to Turkey, Ross Wilson, said in an interview with the NTV news channel.

The warning came after Ankara on Monday urged Baghdad and Washington to act against the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), whose militants have enjoyed safe haven in the mountains of neighboring northern Iraq.

Asked whether Turkey would send troops across the border if Iraq and the United States fail to curb the PKK, Justice Minister Cemil Cicek said Turkey would use its rights under international and domestic law "to the full."

Ankara says the PKK uses bases in northern Iraq as a springboard to launch attacks in southeast Turkey. It has shown marked impatience with the rebel presence there after 15 security force members were killed over the past week.

"The PKK is not a just a northern Iraq problem -- it's a problem in Europe and it's a problem in Turkey," Wilson said.

He reiterated Washington's support for Turkey's battle with the PKK, which the United States, along with the European Union, lists as a terrorist group.

"The United States and Turkey have for many years consulted closely on issues related to international terrorism... and Iraq," Wilson said.

"I would expect that Turkey would continue to do what Turkey has been doing, which is to consult with us as we consult with Turkey on steps... with respect to Iraq."

Reports: Turkish military ordered to plan for offensive into northern Iraq

By SUZAN FRASER

2006-07-18, AP

ANKARA, Turkey (AP) - Turkey's government has ordered the military to plan for a possible cross-border offensive into northern Iraq to crack down on autonomy-seeking Kurdish guerrillas based in the area, Turkish media reported Tuesday. The reports, carried by NTV television and Hurriyet newspaper, came a day after Turkey called on Iraq and the United States to take action against the Kurdish rebels and issued a veiled threat to attack insurgent bases in Iraq if there is no progress.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's spokesman, Akif Beki, refused to comment on the reports but instead referred to Justice Minister Cemil Cicek's Monday statement in which he called on Iraqi and U.S. forces to take stronger action against the rebels and warned that if they did not, "Turkey is going to use its international rights until the very end."

The United States has already cautioned Turkey against any unilateral attack on the rebels, who are based in one of the few stable parts of Iraq. Any incursion into Iraq would also be unpopular with the European Union, which Turkey aspires to join. The EU has repeatedly called on Turkey to improve Kurdish minority rights, a move that many nationalist Turks see as giving in to the demands of the autonomy-seeking rebels.

Erdogan on Tuesday appeared to confirm the reports.

"We know how to take care of (our terrorism problem) on our own," he said during a speech in Istanbul. "Our competent units are making preparations and will continue to do so."

He also seemed to suggest the United States' apparent unwillingness to crack down on the Kurdish rebels was hypocritical given its declared war on terrorism and its recent backing of Israel's right to defend itself.

"Terrorism is not different in Turkey, in the Middle East, in Afghanistan, in Somalia or in Madrid," Erdogan said. "Terrorism is terrorism everywhere in the world."

Officials on Tuesday reported no unusual military activity in the border regions.

The government is facing strong internal pressure to take action after Kurdish guerrillas killed 15 security forces personnel in the past week.

The reports said the government had instructed the military to plan and prepare for an attack and weigh the military risks of such an operation, in particular the possibility of conflicts with local Iraqi Kurdish forces or with U.S. troops.

The Foreign Ministry meanwhile, would weigh the political implications of an offensive in Iraq, Hurriyet and NTV said.

Any operation was unlikely to take place before the end of August, when the current military chief is scheduled to retire, NTV said.

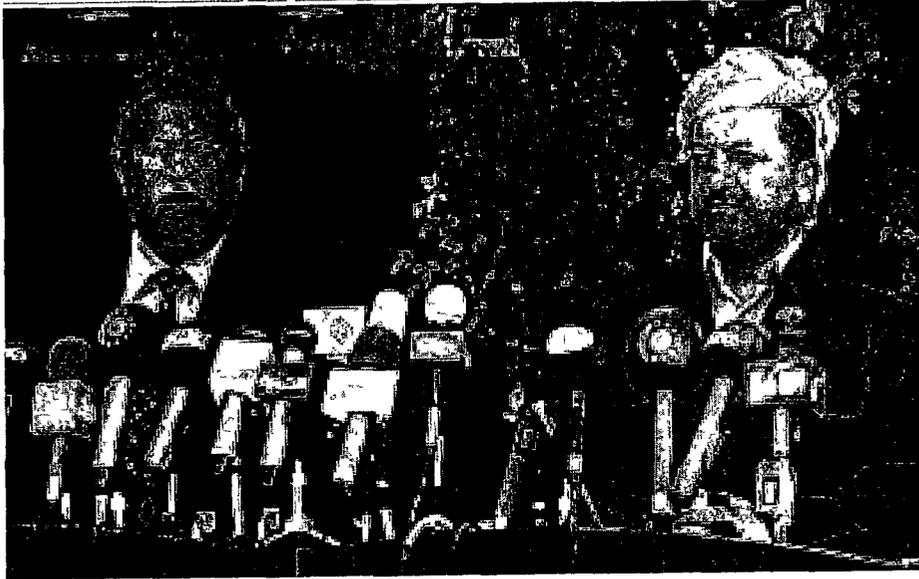
Turkish Kurdish guerrillas are based in the mountains of northern Iraq, an area controlled by Iraqi Kurdish forces who are likely to staunchly oppose any Turkish military push into the area.

The conflict between the Kurdistan Workers Party, or PKK, and Turkish forces has claimed the lives of 37,000 people since the guerillas took up arms in 1984.

Turkey launched several incursions into Iraq in the mid-1990s in pursuit of the rebels and has hinted on several occasions recently that it could go into the region again if Iraq and the United States do not take on the guerrillas.

U.S. commanders, struggling to battle Iraqi insurgents, have been reticent to fight the rebels.

Talabani: Military operations on Iraq border must stop



Iraqi President Jalal Talabani and Kurdish President Massoud Barzani listen on as reporters put questions in a press conference in Shaqlawa, north of Erbil, July 15, 2006. GLOBE PHOTO/Azad Lashkri

Globe Correspondent

Iraq's President Jalal Talabani asked Turkey and Iran to stop their military operations on the border strip between the three countries and condemned the cross border operations.

Talabani stated that his government has protested to the operations by Iran and Turkey and has conveyed its worries officially to Turkish and Iranian ambassadors in Iraq.

"In the name of Iraqi government, I announce that we are not committed to any previous agreements between Saddam Hussein's government and Turkish governments on border issue. That agreement is annulled for us," said Talabani in a joint press conference



Mohammed A. Salih,

along Kurdistan President Massoud Barzani, held in Salahaddin last Thursday.

According to a previous security-cooperation agreement between Iraq and its northern neighbor, Ankara's troops were allowed to cross Iraq's borders in pursue of rebel Kurdish fighters.

Prior to the US-led war on Iraq in 2003, Turkish troops had crossed Iraq's northern borders, on several occasions, as part of military operations to hunt down Kurdistan Workers' Party (PKK) guerillas.

Talabani further hailed Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki's decision to activate the committee in charge of eliminating the impacts of the ethnic-cleansing program of Arabization, run by the former regime of Saddam Hussein.

In his recent visit to Kurdistan Region, PM al-Maliki pledged to appropriate a \$200 million fund for the committee, expected to normalize Kirkuk's situations by the end of

2007. He also promised to release an already \$ 80 million blocked-fund, appropriated for reconstructing Kirkuk during the rule of the former Shiite PM

Ibrahim al-Jafari.

So far Iraq's three post-war governments have taken no considerable steps in implementing a constitutional article setting a roadmap to resolve Kirkuk issue. This has worried Kurds who consider Kirkuk as a real touchstone for the sincerity of Iraqi govern-

ments in realizing Kurdish rights and status in Iraq.

On the issue of Baghdad-Kurdistan relations, President Barzani said that Kurdistan and Iraqi governments will open representation offices in Baghdad and Arbil respectively. For this a high-ranking Kurdish delegation will visit

Baghdad in a near future, he added.

Iraq's security situation was one of the issues discussed between Barzani and Talabani. Kurdistan en-

joys considerable stability and calmness since the end of the war, despite increasing violence in other areas of the country. Barzani re-

jected some reports that PM al-Maliki had asked for Kurdish government's cooperation on security issues, but said "however, we will do all what we can to help secure any part of Iraq. But, I don't think we need to send Peshmarga (Kurdish fighters) to areas outside Kurdistan Region."

GLOBE

July 18, 2006 - No.66

'Virgin suicides' save Turks' 'honor'

By Dan Bilefsky

BATMAN, Turkey: For 17-year-old Derya, a waif-like woman, the order to kill herself came from an uncle and was delivered in a text message to her cell-phone. "You have blackened our name," it read. "Kill yourself and clean our shame or we will kill you first."

Derya said her crime was to fall for a boy she met at school. She knew the risks: Her aunt had been killed by her grandfather for seeing a boy. But after being cloistered and veiled for most of her life, she said, she felt free for the first time and wanted to express her independence.

When news of the love affair spread to her family, she said, her mother warned her that her father would kill her. But she refused to listen. Then came the threatening text messages, sent by her brothers and uncles, sometimes 15 a day. Derya said they were the equivalent of a death sentence.

Consumed by shame and fearful for her life, she said, she decided to carry out her family's wishes. First, she said, she jumped into the Tigris River, but she survived. Next she tried hanging herself, but an uncle cut her down. Then she slashed her wrists with a kitchen knife.

"My family attacked my personality, and I felt I had committed the biggest sin in the world," she said from a women's shelter where she had traded in her

veil for a T-shirt and jeans. She declined to give her last name for fear her family was still hunting her. "I felt I had no right to dishonor my family, that I have no right to be alive. So I decided to respect my family's desire and to die."

They call them the "virgin suicides."

Every few weeks in this Kurdish area of southeast Anatolia, which is poor, rural and deeply influenced by conservative Islam, a young woman tries to take her life. Others have been stoned to death, strangled, shot or buried alive. Their offenses ranged

from stealing a glance at a boy to wearing a short skirt, wanting to go to the movies, being raped by a stranger or relative, or having consensual sex.

Hoping to join the European Union, Turkey has tightened the punishments for "honor crimes." But rather than such deaths being stopped, lives are being ended by a different means. Parents are trying to spare their sons from the harsh punishments associated with killing their sisters by pressing the daughters to take their own lives instead.

Women's groups here say the evidence suggests that a growing number



Lynsey Addario/Corbis

Family of a girl who killed herself in Batman, Turkey.

of "dishonored" girls are being locked in a room for days with rat poison, a pistol or a rope, and told by their families that the only thing resting between their disgrace and redemption is death.

Batman is a grim and dusty city of 250,000 people where religion is clashing with Turkey's secularism.

The Turkish novelist Orhan Pamuk featured Batman in his last novel, "Snow," which chronicled a journalist's investigation of a suicide epidemic among teenage girls.

In the past six years, there have been 165 suicides or suicide attempts in Batman, 102 of them by women. As many as 36 women have killed themselves since the start of this year, according to a United Nations official's finding on violence against women. The UN estimates that 5,000 women are killed each year around the world by relatives who accuse them of bringing dishonor on their families; the majority of the killings are in the Middle East.

There have been so many unnatural deaths that the United Nations dispatched a special envoy to the region last month to investigate. After a fact-finding mission, the envoy, Yakin Erturk, concluded that while some suicides were authentic, others appeared to be "honor killings disguised as a suicide or an accident."

"The calls keep coming," said Mehmet Ceylan, a member of Batman's suicide prevention squad. Just hours before, Ceylan had received a call about a 16-year-old girl who had committed suicide, her family said, because they would not let her wear jeans. When Ceylan visited her house, the neighbors told her the girl had been a happy person and had been wearing jeans for years. Ceylan said she suspected some abuse within the family, possibly incest.

"The story just doesn't add up," Ceylan said. "The girl's family says their daughter was eating breakfast, walked into the next room and put a gun to her head. They were acting as if nothing had happened."

Psychologists here say social upheavals in a region rocked by terrorism have played a role in the suicides. Many of the suicide victims come from families in rural villages who have been dis-



placed from the mountains to the cities because of warfare between Turkey and the Kurdistan Workers Party, a guerrilla

group that wants an independent state in this southeastern region of Turkey.

Young women like Derya, who have previously led protected lives under the strict moral strictures of their families and Islam, are suddenly displaced into the modern Turkey of Internet dating and MTV. This can create dangerous tensions, sometimes lethal ones, between their families and the secular values of the republic that the young women seek to embrace.

Modernity can come at a heavy price. Once a woman is suspected of engaging in sexual relations out of wedlock, her male relatives convene a family council to decide her sentence. Once news of their shame has spread to the communi-

ty, the family typically rules that it is only through death that their honor, or namus, can be restored.

Human rights groups say the recent trend of forced suicides is an unintended and sinister consequence of the European Union's pressure on Turkey to stiffen its punishments against so-called honor killings.

The European Union has warned Turkey that it is closely monitoring its progress on women's rights and that failure to make progress could impede its drive to enter the Union. Until recently, family members of a dishonored girl, usually a younger brother younger than 18, would carry out the death sentence and receive a short prison sentence because of his youth. Sentences also were reduced under the defense that a relative had been provoked to commit murder.

But in the past two years, Turkey has revamped its penal code and imposed life sentences for murders in the name of honor, regardless of whether they are committed by a minor. This has prompted some families to take other steps, such as forcing their daughters to commit suicide or killing them and dis-

guising them as suicides.

"Families of disgraced girls are choosing between sacrificing a son to a life in prison by designating him to kill his sister or forcing their daughters to kill themselves," said Yilmaz Akinci, who works for a rural development group. "Rather than losing two children, most opt for the latter option."

In an effort to bring honor killings out from underground, Ka-Mer, a local women's group, has created a hotline for women who fear their lives are at risk. Ka-Mer finds shelter for the women and helps them to apply to the courts for restraining orders against relatives who have threatened them.

Ayten Tekay, a caseworker for Ka-Mer in Diyarbakir, the regional center, said that of the 104 women who had called Ka-Mer this year, more than half had been uneducated and illiterate. She said that in many cases the families had not wanted to kill their relatives but that the social pressure and incessant gossip had driven them to murder.

"We have to bring these killings out from the shadows and teach women about their rights," she said. "The laws have been changed, but the culture here will not change overnight."

Derya, fiercely articulate and newly invigorated after counseling, said she was determined to get on with her life.

"This region is religious, and it is impossible to be yourself if you are a woman," she said. "You can either escape by leaving your family and moving to a town, or you can kill yourself."

Derya said the deep problem was inequality between the sexes, even though the Prophet Muhammad argued in favor of empowering women.

"In my village and in my father's tribe, boys are in the sky while girls are treated as if they are under the earth," she said. "As long as families do not trust their daughters, bad things will continue to happen."

International Herald Tribune

U.S. blames killings in Iraq on 'terrorists'

Prime minister warns of chaos ahead

By Paul von Zielbauer

BAGHDAD: The top American military officer in Iraq blamed "terrorists and death squads" for the surge in sectarian killings here in recent weeks, and said Wednesday that more American forces may need to move into the capital to prevent the murderous cycle from escalating even further.

His remarks came hours after Iraq's prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, told the country's legislators that a program of national reconciliation was the country's "last chance" to avoid slipping into chaos.

General George Casey Jr., the senior American commander, said that Sunni terrorist groups affiliated with Al Qaeda were murdering Shiite civilians in Baghdad to show their continued power in the aftermath of an American missile strike last month that killed the leader of Qaeda insurgents in Iraq, Abu Musab Zarqawi.

And in response to the killings by Sunnis, the general said, Shiite "death squads" in Baghdad had begun indiscriminately killing Sunni Arab residents, including dozens who were seemingly pulled randomly from their cars and homes on Sunday and executed on the street.

"So you have both sides now attacking civilians and that has caused the recent spike" in violence here in Baghdad, Casey said.

He made his comments at a news conference Wednesday with Defense Secretary Donald Rumsfeld, who arrived for a surprise visit with Maliki to discuss plans to improve security in the capital.

The visit came on a day in which 29 more people were killed and 37

wounded in and around Baghdad, including 20 people who were kidnapped from a bus station 60 miles north of the city and executed, Iraqi and American officials said.

More than 125 people have been killed just in Baghdad over the past four days, underscoring both the randomness and persistence of violence that has convinced many Iraqis that the country is already in the throes of a low-level civil war.

The executed bodies of 20 people abducted from a bus station in Muqdadia, a tense city that has witnessed several sectarian-inspired acts of violence in recent months, were found baking in 115-degree heat in a deserted part of nearby village on Wednesday afternoon, Iraqi and American officials said. They had been blindfolded and shot

with their hands tied behind them, according to the news agency Agence France Press.

The victims' religious affiliations could not immediately be determined, nor could the motive for the mass execution, officials said.

But according to a police officer in Muqdadia, the victims appeared to be Shiites and the killings were apparently orchestrated by Sunni insurgents in retaliation for the abduction and killing of Sunni bus passengers at the same station hours earlier.

The earlier abduction occurred after dozens of armed men from the Mahdi Army, a potent Shiite militia, drove into the Muqdadia bus station in a convoy of pickup trucks around 11 a.m. and, wearing face masks, rounded up 20 Sunni civilians, the police officer, Amjad Hamid, said in a telephone interview. Three bodies were discovered 500

meters, or 1,640 feet, away a short time later, he said.

Around 12:30 p.m., Hamid said, a group of Sunni insurgents stormed into a Shiite area of that city and gathered 25 hostages, including, he said, a cousin of the provincial governor. He did not know whether those 25 people were the same group that Iraqi and American officials said had been kidnapped from the bus station and later executed.

In other violence Wednesday, a suicide bomber walked into a popular restaurant in a mostly Shiite neighborhood in eastern Baghdad and blew himself up, killing 7 people and wounding 31 others, an Interior Ministry official said.

A car bomb exploded near the medical cotton factory in the Wazeriya neighborhood, in northern Baghdad, killing 2 civilians and wounding another 2, the ministry official said.

In a speech on Tuesday in Washington, the American ambassador to Iraq, Zalmay Khalilzad, said that the communal bloodshed was now the single biggest challenge to U.S. and Iraqi forces, overtaking the three-year-old Sunni insurgency as the biggest source of instability.

That stark assessment was repeated in blunt tones Thursday by Maliki, who said in a speech to Parliament that his national reconciliation plan was "the only and last way to save the security and the political situation in this country."

"We all have this last chance to reconcile and work hard to avoid the conflict and the blood," Maliki went on. "If it fails — God forbid — I don't know what will be Iraq's fate."

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune

July 13, 2006

Many Sunnis now say they need U.S. protection

Reversal is a sign of Iraq's growing chaos

By Edward Wong and Dexter Filkins

BAGHDAD: As sectarian violence soars in Iraq, many Sunni Arab political and religious leaders once staunchly opposed to the U.S. presence here are now saying they need American troops to protect them from the rampages of Shiite militias and Shiite-run government forces.

The pleas from the Sunni Arab leaders have been growing in intensity since an eruption of sectarian blood-letting in February, but they have reached a new pitch in recent days as Shiite militiamen have brazenly shot Sunni civilians to death in broad daylight in Baghdad and other mixed areas of central Iraq.

The Sunnis also view the Americans as a "bulwark against Iranian actions here," a senior U.S. diplomat said. Sunni politicians have made their viewpoints known to the Americans through informal discussions in recent weeks.

The Sunni Arab leaders said they have no newfound love for the Americans. Many said they still sympathize with the insurgency and despise the Bush administration and the fact that the invasion has bolstered the power of Iran, which backs the ruling Shiite parties.

But the Sunni leaders have dropped demands for a quick withdrawal of American troops. Many now ask for little more than a timetable. A few Sunni leaders even said they want more American soldiers on the ground to help contain the widening chaos.

The new stance is one of the most significant shifts in attitude since the war began. It could influence White House plans for a drawdown of the 134,000 troops here and help the Americans expand dialogue with elements of the insurgency. But the budding reconciliation is already stirring a backlash among the Shiites, who make up about 60 percent of the population but were brutally ruled for decades by the Sunni minority.

In Adhamiya, a northern Baghdad neighborhood, Sunni insurgents once fought street-to-street with American troops. Now, mortars fired by Shiite militias rain down several times a week, and armed watch groups have set up barricades to stop drive-by attacks by black-clad Shiite fighters. So when an American convoy rolled in recently, a remarkable message rang out from the loudspeakers of the Abu Hanifa Mosque, where Saddam Hussein made his last public appearance before the fall of Baghdad in 2003.

"The American Army is coming with the Iraqi Army — do not shoot," the voice said, echoing through streets still filled with Saddam supporters. "They

are here to help you." Abdul Wahab al-Adhami, an imam at the mosque, said later in an interview: "Look at what the militias are doing even while we have the American forces here. Imagine what would happen if they left."

Even in Sunni-dominated Anbar Province, where insurgents are carrying out a vicious guerrilla war against foreign troops, a handful of leaders are turning to the Americans, asking commanders to rein in Iraqi paramilitary units. Sheiks in Falluja often complain to American officers there of harassment, raids or indiscriminate shooting by Iraqi forces.

A year ago, the party of Tariq al-Hashemi, a hard-line Sunni Arab who is one of Iraq's two vice presidents, was

calling for the immediate withdrawal of foreign troops.

"The situation is different now," Hashemi said. "I don't want the Americans to say bye-bye. Tomorrow, if they were to leave the country, there would be a security vacuum, and that would lead inevitably to civil war."

The U.S. ambassador, Zalmay Khalilzad, has been at the forefront of American efforts to bring Sunni Arabs into the political process. Part of that strategy is to crack down on Shiite militias and push for amnesty for some guerrillas.

This month the American military has stepped up operations against the Mahdi Army, a volatile Shiite militia, and the top American commander, General George Casey Jr., said Wednesday that the Americans would hunt down "death squads" that are a driving force behind the rising bloodshed. Some Shiite leaders deride the American policy toward Sunnis as appeasement. "This strategy will destroy their goal of establishing democracy in Iraq," said Abbas al-Bayati, a Shiite legislator. "Compromising with the insurgency

will encourage the insurgents to do more and more violence in the region."

Investigations into possible wrongdoing by American troops in two major cases — the deaths of 24 civilians in Haditha last November, and the rape and murder of a 14-year-old girl and the

killing of her family in Mahmudiya in March — have ignited anger among Sunnis, but not nearly to the degree as they might have in 2004, when the Abu Ghraib prisoner scandal emerged. But back then, Iraq had not crept to the brink of full-scale civil war.

Of much greater concern now is the massacre of up to 50 Sunni civilians in Baghdad's Jihad neighborhood on the morning of July 9, when Shiite militiamen dragged people from cars and

homes and shot them in the head. Some families fled the area for makeshift tent camps in the backyards of mosques.

"The problem is that American crimes are only a hundredth of the crimes committed by the militias," said Omar al-Jubouri, the human rights officer for the Iraqi Islamic Party, a powerful Sunni group that still considers itself the vanguard of political resistance to the Americans. "It's like one hair compared to all the other hairs on a camel." He added: "We want to tell the American people to increase the presence of the Americans here, to control the situation."

Sunni Arab leaders in the strife-ridden neighborhood of Dawra recently secured an explicit agreement with Shiite-led commando forces based there that said the Iraqi forces would not raid a Sunni mosque or private home without being accompanied by American forces. A new brigade of Iraqi forces has just moved in, and the Sunnis are likely to reach the same agreement with them.

A similar but more informal agreement exists in Adhamiya. Leaders of the Sunni Endowment, an Iraqi organization that helps administer Sunni mosques, say they have asked the Iraqi prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, to extend the Dawra agreement to all of

Baghdad.

"If the Iraqi forces come without American soldiers, people will shoot at them, because we'll know they're militias," said Akrim al-Dulaimi, the head imam of the Holy Mecca Mosque in Dawra. "Civilians don't trust the government." The Sunni fear of militias and government forces — and a growing affinity for American soldiers — extends to other mixed areas of Iraq.

In Diyala Province, Sunni fighters and members of the Mahdi Army battle regularly. The town of Muqdadiya there is an epicenter of sectarian killings; on Wednesday, at least 20 people were abducted from a bus station and later found killed.

In late June, gunmen set afire 17 shops in the town center as the Iraqi Army stood by, said Hamdi Hassoun, a provincial council member and a Sunni Arab.

"We have called on the Americans for help, we have called on the prime minister's office," he said. "The infiltration of the police and army is common."

The New York Times

Khalid al-Ansary and Ali Adeeb contributed reporting for this article.

July 17, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

IRAN NUCLÉAIRE

Les discussions avec Téhéran tournent au dialogue de sourds

LA RÉUNION, mercredi 12 juillet à Paris, des ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne) et de l'Allemagne ne s'annonçaient pas sous les meilleurs auspices.

Cette concertation des grandes puissances sur le dossier du nucléaire iranien devait tirer les conclusions des discussions qui ont eu lieu, mardi, à Bruxelles, avec Ari Larjani, le principal négociateur de Téhéran, et réaffirmer une position commune avant le sommet du G8, réuni du 15 au 17 juillet à Saint-Petersbourg, en Russie.

Or les quatre heures de discussions entre M. Larjani et Javier Solana, haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure, n'ont non seulement débouché sur aucun progrès, mais ont tourné au dialogue de sourds.

L'entourage de M. Solana n'a pas caché une certaine exaspération, tout en faisant part de sa « déception », celle-ci étant avivée par le fait que, depuis plusieurs jours, les responsables iraniens laissent entendre qu'à leurs yeux M. Solana n'a pas forcément l'autorité qui convient pour mener ces discussions.

Ari Larjani a surtout déçu ses

interlocuteurs par son refus d'apporter la moindre précision quant à la date à laquelle l'Iran répondra au « paquet » de propositions avancées par les Six il y a plus de cinq semaines. Celles-ci sont subordonnées à la décision de l'Iran de suspendre toutes ses activités d'enrichissement de l'uranium.

Alors que M. Larjani explique que cette question doit faire l'objet de négociations, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a souligné que son pays ne « bougera pas d'un iota » s'agissant de son « droit » de maîtriser le cycle du combustible nucléaire.

Mardi, la Maison Blanche a rappelé que l'arrêt de l'enrichissement

constitue un préalable non négociable. Le négociateur iranien considère que l'offre des Six comporte des « ambiguïtés », qu'il n'a pas souhaité détailler, et « un noyau central qui est acceptable ». M. Larjani a appelé à la « patience », tout en assurant que l'Iran soutient « l'idée de négociations ».

Les Six sont de plus en plus convaincus que l'Iran cherche à gagner du temps, mais ils hésitent à fixer un ultimatum à Téhéran, sachant que l'étape suivante – la reprise de discussions à l'ONU sur d'éventuelles sanctions – risque de mettre à mal leur unité. ■

LAURENT ZECCHINI (AVEC PHILIPPE RICARD À BRUXELLES)

Le Monde

Vendredi 14 juillet 2006

SYRIE

Des Syriens sont interdits de voyage, selon Human Rights Watch

BEYROUTH

CORRESPONDANTE

Les autorités syriennes ont accentué la pression contre les activistes de la société civile, en interdisant à plusieurs d'entre eux la sortie du territoire syrien. Rien que depuis la fin juin, quatre d'entre eux, dont deux femmes, se sont vu infliger cette interdiction, indique l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), dans un communiqué publié mercredi 12 juillet. Il s'agit du Dr Radwan Ziadé, directeur du Centre d'études sur les droits de l'homme, de Souheir Atassi, qui dirigeait le forum Jamal Al-Atassi pour le dialogue démocratique, dont les autorités syriennes avaient exigé la fermeture en 2005. Les deux autres sont le médecin Walid Al-Bounni, qui a collaboré à la création des Comités pour la réactivation de la société civile et Samar Labwani, épouse du Dr Kamal Al-Labwani, lui-même emprisonné en raison de ses activités dans le domaine des droits de l'homme.

Procès à la mi-juillet

Aucune explication n'a été fournie aux quatre activistes sur les raisons de l'interdiction qui les frappe et qu'ils ont apprise pratiquement par accident. C'est en effet à la frontière entre la Syrie et la Jordanie que M. Ziadé s'est vu signifier cette interdiction. Il se rendait à Amman pour participer

à une conférence sur les libertés organisée par le Centre jordanien d'études sur les droits de l'homme. Idem pour Souheir Atassi qui devait effectuer une visite en France entre le 2 et le 10 juillet, ainsi que pour Walid Al-Bounni, qui, après avoir purgé une peine de prison de cinq ans pour avoir participé à ce que l'on a appelé « le printemps de Damas » en l'an 2000, se proposait de se rendre en Arabie saoudite puis en Grèce. Samar Labwani a appris son sort au poste frontière avec le Liban. Son époux, Kamal Labwani, arrêté en novembre 2005, est accusé, entre autres, de contacts avec un Etat étranger contre la Syrie. Son procès doit reprendre le 16 juillet.

HRW souligne que les quatre se joignent à une liste déjà longue d'activistes des droits de l'homme soumis à une sanction similaire. Il s'agit notamment du député Riad Seif, remis en liberté en janvier après avoir purgé une peine de prison de cinq ans pour ses activités lors du « printemps de Damas » et de Fawaz Tello, qui se trouve dans le même cas de figure. L'écrivain Louay Hussein, l'avocat Razan Zeitouné, les défenseurs des droits de l'homme Haïtham Maleh et Hazim Nahar, le militant communiste Faris Mourad – libéré en 2004 après avoir purgé une peine de vingt-neuf ans de prison – et le médecin et journaliste Yasin Al-Haj Salih partagent le même sort.

Ces interdictions, dont la Syrie est coutumière, sont contraires à la Convention internationale sur les droits civils et politiques à laquelle la Syrie est partie prenante, rappelle HRW. Elle réclame leur levée « immédiate » et appelle la communauté internationale, en particulier l'Union européenne qui maintient des relations commerciales étroites avec la Syrie, à soutenir les activistes de la société civile afin qu'ils recouvrent leurs droits civils et politiques. ■

M. NA.

Le Monde

Samedi 15 juillet 2006

ÉNERGIE

La Turquie inaugure l'oléoduc BTC, « route de la soie du XXI^e siècle »

CEYHAN

ENVOYÉ SPÉCIAL

Une nouvelle route qui va « changer la carte énergétique du monde », selon John Browne, le patron de BP, principal maître d'œuvre du pipeline. « La route de la soie du XXI^e siècle », a surenchéri le président de la République turque, Ahmet Necdet Sezer.

Objet de tous les satisfecit, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), qui traverse l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, trois alliés des Etats-Unis, a été officiellement inauguré, jeudi 13 juillet, au terminal Haydar Aliev de Ceyhan, dans le sud de la Turquie. Le gratin de l'industrie pétrolière et un parterre de chefs d'Etat et de ministres étaient présents, protégés par plus de 5 000 militaires et policiers. L'immense jetée, longue de 2,5 km, fonctionne depuis un mois. Et sept tankers sont repartis les cuves chargées de pétrole azerbaïdjanais.

Réalisation hautement stratégique, le BTC, long de 1 765 km, et dont le coût final dépasse les 4 milliards de dollars, achemine désormais le brut de la mer Caspienne jusqu'au port turc de la Méditerranée, porte d'entrée sur les marchés occidentaux. Le Kazakhstan y enverra également une partie de sa production.

« Nous croyons en ce projet pour la sécuri-

té énergétique dans la région », a affirmé Clay Sell, l'envoyé du président américain George Bush. Face à un Moyen-Orient instable, l'oléoduc BTC, largement soutenu par Washington, va offrir une source d'approvisionnement alternative et fera transiter, à terme, 50 millions de tonnes de brut par an.

« Pour les Européens aussi, c'est un accès "différent" à des sources énergétiques convoitées », glisse Dominique Lagarde, ministre du commerce extérieur, qui représentait la France à la cérémonie officielle. Car le tracé du BTC évite soigneusement l'Iran et court-circuite la Russie, qui contrôlait jusque ici les réserves de la mer Caspienne. Moscou n'avait d'ailleurs envoyé aucune délégation à Ceyhan.

Au cœur du corridor énergétique

Anciennes zones d'influence traditionnelles de la Russie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie se rangent désormais dans le camp américain. « Nos pays sont jeunes et le plus important, c'est l'indépendance », a martelé Ilham Aliev, l'homme fort de Bakou. Le président géorgien, Mikhaïl Saakachvili, en conflit avec Gazprom et le Kremlin, a de nouveau affirmé que « le BTC est bien plus qu'un pipeline. Le désir d'indépendance n'est plus une fantaisie (...). C'est une réalité ». Les deux Etats caucasiens de l'ex-URSS espèrent maintenant adhérer à l'OTAN.

Pour la Turquie, l'ambition affichée par le premier ministre Recep Tayyip Erdogan est de « jouer le rôle de pont entre les pays producteurs et les pays consommateurs ». Située au cœur de ce nouveau corridor énergétique est-ouest, Ankara veut devenir incontournable pour l'Europe et pour les Etats-Unis. Et faire de la question de l'approvisionnement en gaz et en pétrole le meilleur argument en faveur de son adhésion à l'Union européenne.

Une stratégie qui pousse la Turquie à multiplier les projets de gazoducs et d'oléoducs. Outre le BTC, un gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum sera mis en service fin 2006 et fera transiter le gaz naturel azéri et turkmène. Et un axe nord-sud, de Samsun, sur la mer Noire, à Ceyhan, est également en cours de réalisation. « Bientôt, il y aura du pétrole russe, kazakh, azéri et iraquien à Ceyhan », s'enthousiasme le premier ministre turc. L'oléoduc a aussi pour mérite de décongestionner les détroits turcs du Bosphore et des Dardanelles. ■

GUILLAUME PERRIER

IRAK

Chiites contre sunnites : la terreur ciblée

À Bagdad, la recherche d'une fausse carte d'identité est devenue une question de vie et de mort. Le sunnite qui vit dans un quartier chiite – ou vice versa – peut être abattu à chaque instant. D'où la nécessité d'avoir les « bons » papiers. Les enlèvements à répétition, les attentats sanglants à la bombe ou à la voiture piégée ne semblent pas suffire au malheur des Irakiens. Les assassinats interconfessionnels se multiplient.

Milices contre milices, les deux camps – sunnite et chiite – vengent leurs morts. Commerçants, fonctionnaires, passants... sont abat-

abattent les sunnites. La police estime que 42 personnes ont été tuées.

Cheikh radical chiite, Moqtada al-Sadr entretient une milice de plusieurs milliers d'hommes dans son bastion de Sadr City, un faubourg pauvre de 3 millions d'habitants. Son action punitive visait, semble-t-il, à répondre à l'attentat à la voiture piégée qui avait fait 66 morts, le 2 juin, dans un marché du quartier.

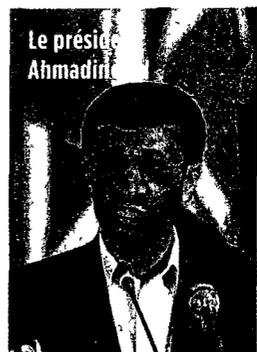
L'anarchie gagne du terrain à Bagdad. Les civils en sont les premières victimes (1 550 morts en juin). Le déploiement, dans la capitale, de 50 000 hommes – dont 7 000 Américains – ne



La tuerie du 9 juillet à Bagdad a fait 42 morts

tus parce qu'ils n'appartiennent pas à la bonne confession. Ainsi le 9 juillet, à Al-Jihad, un quartier sunnite de la classe moyenne. Le visage caché sous une capote, des hommes portant l'uniforme noir de l'Armée du Mahdi, la milice chiite de Moqtada al-Sadr, pénètrent dans Al-Jihad. Les miliciens dressent des barrages, demandent les pièces d'identité aux piétons et automobilistes, et

ramène pas le calme. Pas plus que le plan de « réconciliation nationale » lancé par le Premier ministre, Nouri al-Maliki. Conséquence : la classe moyenne fuit. Un million d'Irakiens sont en Jordanie, d'autres en Syrie. Les 30% de familles mixtes (sunnites-chiites) ne vont bientôt plus trouver de quartiers où se loger. La guerre civile et la talibanisation de la capitale sont en marche ■ M. D.



Le président Ahmadinejad

IRAN

Des voisins très méfiants

Le président ultraconservateur iranien Mahmoud Ahmadinejad a opté, une nouvelle fois, pour un langage martial. D'un ton virulent, il a mis en garde contre « l'imminence d'une grande explosion de colère » des peuples musulmans face à Israël.

Al'ouverture d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays voisins de l'Irak (Arabie saoudite, Iran, Syrie, Jordanie, Koweït et Turquie), plus Bahreïn et l'Egypte, Mahmoud Ahmadinejad a affirmé que le monde islamique était confronté à des « défis bien plus importants ».

Pour lui, Israël constitue « la plus grande menace ». Ces propos anti-israéliens et antioccidentaux ont visiblement suscité un embarras parmi les invités étrangers de la conférence. Contrairement aux souhaits des dirigeants iraniens, les ministres ont tenu à souligner que le départ des troupes de la coalition devait se faire progressivement, s'inscrire dans le strict cadre des résolutions des Nations unies et surtout conformément à la demande du gouvernement de Bagdad ■

KIANOUC DORRANI (À TÉHÉRAN)

En Irak, le premier ministre reconnaît le risque de guerre civile et parle de « dernière chance »

Nouri Al-Maliki redoute une partition de Bagdad. Donald Rumsfeld appelle à la réconciliation. Le général Casey compare les milices chiïtes à Al-Qaïda

Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a quitté l'Afghanistan pour effectuer une visite surprise en Irak, mercredi 12 juillet, alors que Bagdad subit un déchaînement de violences intercommunautaires sans précédent depuis près d'une semaine. Devant l'impuissance manifeste des forces américaines et irakiennes à endiguer le cycle de représailles entre groupes armés sunnites et chiïtes, le chef du Pentagone a préconisé une solution politique. Une réconciliation entre les deux communautés religieuses, a-t-il insisté, est « capitale » pour lutter contre la violence. Le gouvernement irakien, estime-t-il, doit se réconcilier avec les sunnites avant de s'attaquer aux milices chiïtes. « Et là, a-t-il ajouté, les responsables irakiens auront à utiliser la force contre les récalcitrants », quel que soit leur camp. M. Rumsfeld a également indiqué que les effectifs américains dans la capitale irakienne étaient passés de 40 000 à 50 000 hommes.

De son côté, le commandant de la Force multinationale en Irak, le général George Casey, persiste à analyser la spirale de la violence selon la traditionnelle lecture d'une guerre globale contre la terreur. Il a mis sur un pied d'égalité Al-Qaïda et les « escadrons de la mort » chiïtes, tous deux responsables, selon lui, de saper la sécurité dans la capitale. « Nous faisons face actuellement à des escadrons de la mort d'extrémistes chiïtes qui mènent des représailles contre des civils, a-t-il déclaré. Du coup, les civils sont attaqués des deux côtés. Nous



Un homme soupçonné d'appartenir à la guérilla, dans un village de la région de Baaqouba, sous la garde de militaires irakiens. Quinze personnes ont été arrêtées lors de la même opération, mercredi 12 juillet, dans cette région située au nord-est de Bagdad HELMIY AL AZAWI

adaptions sans cesse nos plans pour prendre pour cible les escadrons de la mort et nous continuons de pourchasser les membres du réseau Zarkaoui [le chef d'Al-Qaïda en Irak, tué dans un raid aérien américain le 7 juin] après la mort de son chef. Et cela va continuer », a-t-il assuré.

« Influences partisans »

Le gouvernement irakien apparaît lui aussi complètement dépassé par les événements. Le premier ministre, Nouri Al-Maliki a multiplié les déclarations, exprimant l'urgence et une très vive inquiétude. Le programme de réconciliation est « la dernière chance » pour les Irakiens, a-t-il plaidé le 12 juillet devant les députés, estimant que le peuple était à deux doigts de basculer dans la guerre civile. « Si le programme échoue, a-t-il martelé, je ne sais pas quelle sera la destinée de l'Irak. »

Déplorant les « meurtres à l'aveuglette, les attaques contre les civils innocents et les enlèvements », M. Maliki a réexprimé sa détermination à maîtriser la situation

dans la capitale, menacée, selon lui, d'une partition est-ouest. Le premier ministre a également affirmé que son gouvernement s'employait à « préserver les forces de sécurité des influences partisans et de celles des milices », ajoutant avoir l'intention

d'« interdire toute activité politique au sein de ces forces ». Les forces de sécurité irakiennes sont régulièrement accusées d'infiltration par les milices chiïtes.

L'ambassadeur américain en Irak, Zalmay Khalilzad, a lui aussi mis en garde contre le risque d'une guerre civile. « Il y a un an, le terrorisme et l'insurrection contre la coalition et les forces de sécurité irakiennes constituaient les principales sources d'insécurité, a-t-il indiqué. Les violences interconfessionnelles sont aujourd'hui la principale menace. » ■

CÉCILE HENNIION (AVEC AFP ET REUTERS)

Le Monde
Vendredi 14 juillet 2006

L'armée américaine se dote d'une doctrine pour combattre l'insurrection

NEW YORK

CORRESPONDANT

Pour la première fois depuis deux décennies et plus de trois ans après l'invasion de l'Irak, l'armée américaine a établi une doctrine pour combattre une insurrection. Elle est décrite en détail dans un manuel de 241 pages en date de juin 2006. Il souligne que « les armées traditionnelles doivent désapprendre une grande partie de leur doctrine et réappren-

dre les principes de la guerre contre une insurrection pour mener une campagne de ce type ». Le document n'est pas public, mais a été diffusé sur le site Internet « Secrecy News » de la Fédération des scientifiques américains. Ses auteurs sont le général David Petraeus, ancien commandant de la 101^e division aéroportée, et le colonel Conrad Crane, directeur de l'Institut d'histoire militaire.

David Petraeus a gagné en Irak la

réputation d'être l'un des généraux les plus habiles de l'armée américaine capable de mener des opérations de combat et dans le même temps de consacrer beaucoup d'efforts à améliorer les conditions de vie de la population civile. C'est

la définition de la doctrine qu'il préconise : « intégrer les opérations civiles et militaires ». Lutter contre une insurrection implique dans le même temps de recons-

truire une société, protéger la population, renforcer la légitimité du gouvernement, entraîner l'armée nationale et combattre la guérilla. « Les insurgés gagnent en répandant le chaos et le désordre partout. Le gouvernement échoue s'il n'est pas capable de maintenir l'ordre partout. »

« Compréhension du conflit »

Le manuel cite une série de principes qui, pour la plupart, semblent exactement le contraire de ce que fait l'armée américaine depuis mars 2003. « Plus vous protégez vos forces, moins elles se trouvent en sécurité. Plus vous utilisez de forces, moins elles sont efficaces. Une opération qui tue cinq insurgés est contre-productive si les dommages collatéraux conduisent au recrutement de cinquante autres. Essayez de ne pas vous laisser entraîner dans une série de réactions. Une défection est mieux qu'une reddition, une reddition mieux qu'une capture et une capture mieux qu'un meurtre. »

Les auteurs abordent également certains aspects politiques d'un conflit de cette nature. Il est « long par définition », et cela nécessite « une grande

volonté politique et une extrême patience, une dépense considérable de temps et de ressources ». Pour réussir, les unités doivent « avoir une compréhension claire, nuancée et positive de la nature du conflit. Elles doivent connaître les motivations, les forces et les faiblesses de l'insurrection ». Le manuel souligne qu'une « bavure peut effacer 100 succès » et « perdre la légitimité morale revient à perdre la guerre ».

Les références historiques sont fréquentes. Le manuel estime que l'armée française a perdu la guerre d'Algérie notamment car elle pratiquait la torture. Le document fait aussi allusion à la guerre d'Espagne qui a saigné l'armée napoléonienne.

La rédaction tardive de ce manuel illustre une fois encore l'impréparation de l'armée américaine à une guerre d'occupation en Irak. Il souligne aussi la difficile adaptation des troupes à un conflit pour lequel elles n'ont pas été formées. « Les soldats doivent être capables à la fois de lancer des grenades et de serrer des

mains. La clé du succès est la compréhension de l'environnement », écrit le manuel. Cela est d'autant plus difficile que, pour de nombreux observateurs, la qualité de

l'armée américaine, constituée uniquement de volontaires, est en baisse car elle éprouve de grandes difficultés à recruter. « La pression pour mettre quelqu'un – n'importe qui – en uniforme a conduit à abaisser les standards d'admission. Par exemple, des délits mineurs qui auraient auparavant été prohibitifs peuvent soudainement être tolérés », écrit le 10 juillet le chroniqueur Bob Herbert du *New York Times*. Il estime que la série d'assassinats de civils irakiens commis par des soldats américains au cours des derniers mois est en partie une conséquence de cela.

« Combattre des insurgés consiste avant tout à éviter de se faire plus d'ennemis. Ce n'est pas exactement ce que nous faisons », résume l'ancien colonel des marines T.X. Hammes. Son livre, *The Sling and the Stone* (« La fronde et la pierre »), est considéré comme indispensable par les officiers américains en Irak. ■

ERIC LESER

Gunmen seize president of Iraqi oil company

By Paul von Zielbauer

BAGHDAD: Gunmen in vehicles resembling those of Iraqi security forces kidnapped the president of one of Iraq's state-owned oil companies in Baghdad on Sunday, an Oil Ministry spokesman said.

The abduction, the second of high-profile government official in the last two days here, underscored the danger that the most privileged Iraqi officials face and the power of criminal groups who strike at them seemingly at will.

In other attacks across Iraq on Sunday, 31 people, including a British soldier in Basra, were killed by suicide bombers, roadside explosions or gunfire.

In the kidnapping incident, Adil Mohamed al-Qazaz, president of the Northern Oil Company, was kidnapped at about 3:30 p.m. after gunmen in two vehicles forced his car to stop and assaulted his bodyguards, said Aseem Jihad, an Oil Ministry spokesman.

Qazaz had just left a meeting at the ministry here.

On Saturday, scores of gunmen in masks and government-style camouflage uniforms stormed a meeting of the country's top sports administrators, abducting about 30 people including the president of the National Olympic Committee of Iraq.

Six of those hostages were released on Sunday, an Olympic committee official said, but the committee's president was not among them.

No one has claimed responsibility for the attack. But two Olympic Committee members, speaking on condition of anonymity to protect themselves from retaliation, said Sunday that they believed the abduction may have been orchestrated by a group of Shiite militiamen intent on using the hostages to bargain for the release of a high-ranking militia commander captured by Iraqi and U.S. forces nine days ago.

The commander, known as Abu Deraa, ranks in the upper echelon of the Mahdi Army, the powerful Shiite militia controlled by the militant cleric Moktada al-Sadr. In an interview Sunday, Naeem al-Kabi, a member of the Sadr movement, said the group had not been involved in the kidnapping.

One of the hostages released Sunday, Nashat Mahir, a former manager of the Iraqi military's sports teams, was dumped blindfolded on the side of a road in eastern Baghdad, the committee official said. Realizing he had been abandoned, Mahir, 77, removed his blindfold and hailed a taxi, the official said.

The kidnapers also released a captain of Al Talaba soccer club, a driver and two government security guards, the official said. The sixth freed hostage was not identified.

Sports teams have come under increasing threat across Iraq in the past year. In May, gunmen killed an Iraqi tennis coach and two of his players, apparently because they had been wearing shorts after Islamic fundamental-

ists had forbidden such clothing.

A year ago, the body of the director of a local karate association was found floating in a river.

Elsewhere in Iraq on Sunday, suicide bombers and a series of armed attacks killed scores of people in the northern cities of Kirkuk and Mosul.

The deadliest of them occurred in Tuz Khormato, a Turkish Shiite city 85 kilometers, or 55 miles, south of Kirkuk, where a suicide bomber blew himself up inside a coffee shop, killing 19 people and wounding 24, said Colonel Nawzad Mahmud of the police.

On a highway south of Kirkuk, gunmen attacked a convoy of trucks transporting food, killing two drivers, said Colonel Ahmed Pattoshi of the police.

In Mosul, a suicide car bomber attacked a U.S. Army patrol, killing four civilians and wounding 10. No U.S. soldiers were hurt.

In Basra to the south, a British soldier was killed during a raid and three other soldiers were wounded, British officials in Baghdad said. In Baghdad, a bomb detonated in an industrial area on the city's outskirts, killing two people and wounding 30.

In Muqadadiya, a city in Diyala Province north of Baghdad, gunmen

opened fire on a group of civilians, Iraqi officials said, killing three people.

U.S. and Iraqi military forces captured a member of Al Qaeda in Mesopotamia and four other men during a raid in Yusufiyah on Sunday, U.S. military officials said. The Qaeda member is close to top leaders of the terrorist group in Iraq, the officials said.

The New York Times

Derrière le Hezbollah, la Syrie est au bout de la ligne de mire israélienne

LE FIGARO mardi 18 juillet 2006

A force de s'obnubiler sur la notion de sortie de guerre, à ne considérer que les opérations de stabilisation et de reconstruction, il semblerait que les experts en stratégie, civils et militaires, aient fini par perdre de vue l'entrée en guerre. C'est d'elle pourtant que vont dépendre le déroulement et l'issue du conflit. Or cette guerre qui touche d'ores et déjà le Liban et Israël exige que l'on s'interroge sur ce qui a provoqué le recours aux armes. Par quels enchaînements ? Quels rouages inexorables ? Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale le Proche et le Moyen-Orient sont soumis à une sorte de loi qui veut que les tensions tantôt apaisées mais jamais politiquement résolues prennent régulièrement un tour de gravité si extrême que la guerre devient l'unique moyen de leur temporaire résolution.

La crise libanaise ne tient pas à l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafik Hariri en août 2005 (que l'on peut comparer à ce déclencheur que fut l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche à Sarajevo en juin 1914). Elle n'est pas davantage causée par l'enlèvement de quelques soldats israéliens. Cette guerre résulte de la montée constante et concomitante depuis 2003 de factions extrêmes animées par des objectifs radicaux, rigoureusement inconciliables. Victoire électorale contestable du Hamas, affirmation contestée du Hezbollah au Liban, radicalisation ambiguë de la Syrie, instabilité meurtrière de l'Irak et partout, en facteur commun, l'action d'un Iran aux prises avec une crise nucléaire de plus en plus grave. Il faut aussi regarder plus à l'Est où la situation se dégrade : en Afghanistan où les combats s'intensifient et au Pakistan qui vit chaque jour à la limite de l'implosion tant les tensions religieuses et ethniques y sont exacerbées.

La guerre qui se déclenche aujourd'hui au Liban ne ressemble que de très loin aux affrontements que l'on a connus durant la décennie 1975-1985. Avec la fin de la guerre froide les équilibres se sont profon-

Par François Géré *



« Jamais la région n'a connu de crise aussi grave depuis la guerre du Kippour, de 1973 »

dément modifiés. En dépit du volontarisme poutinien, la Russie n'est pas encore en mesure de peser. L'islamisme armé, qu'il soit chiïte ou sunnite, dispose d'une base sociale infiniment plus enracinée qu'il y a vingt-cinq ans. Israël a le sentiment de combattre pour son existence menacée par une nouvelle coalition, encore plus dangereuse que le nationalisme arabe des années 1960-1970. L'originale gravité de la guerre actuelle est qu'elle est porteuse d'une extension sur l'ensemble de la zone prenant de par son importance une dimension globale au travers d'une crise énergétique majeure et d'une relance du terrorisme mondialisé qui ne manqueront pas de l'accompagner. Il semble qu'Israël ait décidé de porter un coup sévère voir définitif au Hezbollah

Mais, au-delà, c'est la Syrie qui se trouve au bout de la ligne de mire. La Syrie qui abrite le principal dirigeant du Hamas, Khaled Meshal. La Syrie sur la frontière de laquelle chaque semaine opèrent les forces américaines pour réduire les guérillas et interdire les passages d'armes. La Syrie qui fut désignée en mai-juin 2003 par le tandem Cheney-Rumsfeld comme un véritable objectif pour en finir avec le terrorisme et la menace des armes de destruction massive. La Syrie enfin qui récemment a conclu des accords de défense avec l'Iran. Car, en arrière-fond, se développe, en aggra-

vation constante, la crise nucléaire iranienne. Les modérés de Téhéran seront probablement submergés par ce qui se passe aujourd'hui, par le déferlement de la propagande populiste anti-israélienne et antioccidentale. Cette radicalisation peut conduire à des affrontements militaires que l'on estimait jusqu'alors peu envisageables. Téhéran pourrait-il laisser détruire sans broncher son allié traditionnel ? Les milices chiïtes de l'armée du Mahdi de Moqtada al-Sadr ne trouveront-elles pas là occasion de reprendre la lutte contre les États-Unis ? Enfin l'escalade ne risque-t-elle pas d'atteindre son point ultime et peut-être son objectif principal : la frappe aérienne des installations nucléaires de l'Iran ? Sans doute est-on encore très loin de là, ne serait-ce qu'en raison des problèmes militaires techniques. Reste que jamais la région n'a connu de crise aussi grave depuis la guerre du Kippour de 1973.

La sombre Cassandre, toujours dérangeante, est donc de retour pour annoncer que la guerre au Liban pourrait n'être que l'amorce d'une déflagration très étendue, de répercussion mondiale. Des efforts puissants et rapides sont nécessaires pour bloquer à temps cette redoutable mécanique. La diplomatie française se trouve face à une épreuve de vérité. Le choix de ses orientations sera déterminant pour la crédibilité de son image et de son influence réelle dans les années à venir, selon que la guerre s'étendra ou qu'elle sera limitée et réduite.

Paris peut suivre son allié américain comme ce fut le cas en 1982. Elle peut laisser faire du fond de son siège au Conseil de sécurité. Ou bien, reprenant l'initiative, en étroite consultation avec ses partenaires européens, contribuer à bloquer l'escalade et inspirer les voies d'une médiation. Cette mauvaise entrée sur le théâtre de la guerre se terminerai t alors sur une bonne sortie.

* *Président de l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas), directeur de recherches à Paris-III-Sorbonne nouvelle, auteur de L'Iran et le Nucléaire, les tourments perses (Éditions Lignes de repères, 2006)*

UN tallies Iraq deaths: 100 civilians killed daily

Toll has jumped 77 percent in 6 months

By Kirk Semple

BAGHDAD: An average of more than 100 civilians a day were killed in Iraq last month, the highest monthly tally of violent deaths since the fall of Baghdad, the United Nations reported Tuesday.

The death toll, drawn from Iraqi government data, was an unusually precise count of civilian deaths and represented a dramatic increase over daily media reports.

UN officials also said that the number of violent deaths had been steadily increasing since at least last summer. In the first six months of this year, the civilian death toll jumped more than 77 percent, from 1,778 in January to 3,149 in June, the organization said.

This sharp upward trend reflected the dire security situation in Iraq as sectarian violence has worsened, with Iraqi and American government forces powerless to stop it.

Underscoring the report, a suicide bomber attacked a marketplace in the southern Shiite holy town of Kufa on Tuesday, killing 53 people and wounding at least 105, according to local hospital officials.

Kufa is a stronghold of Moktada al-Sadr, the powerful Shiite cleric who has an enormous following among the Shiite poor and dispossessed in Baghdad and southern Iraq. Militia forces loyal to him, the Mahdi Army, have been blamed for many recent kidnappings and assassinations of Sunni Arabs.

Kufa and the nearby Shiite holy city of

Najaf, because of their largely Shiite populations and tight control by Shiite militias and the Shiite-dominated security forces, have been largely spared the sort of sectarian violence that has ravaged mixed cities like Baghdad and Baquba.

But the attack Tuesday, coupled with several other recent suicide attacks in both cities, suggested an ominous deterioration in security, even among Iraq's

demographically homogeneous populations.

The attack occurred near the gold-domed Kufa mosque at an intersection where men, down on their luck and out of work, have gathered every morning, hoping that someone would hire them for a day of manual labor at a small wage.

In the morning, a man drove up in a van, leaned out the window and lured laborers with an offer of work. As the men pressed close, and as some started to climb into the van, the driver pushed a detonator and the van exploded, witnesses said.

The blast scattered bodies and street vendors' carts, blackened nearby walls, dyed the ground red with blood and set off pandemonium in the street. When Iraqi police officers arrived, the crowd pelted them with stones. According to The Associated Press, many demanded that the Mahdi Army take over security in the city.

Dr. Munther al-Ithari, chief of the city's medical directorate, said some survivors were in critical condition and he expected the death toll to climb.

It was one of the bloodiest attacks in Iraq this year and the latest incident in a 10-day surge of dramatic sectarian violence that has killed hundreds and wounded far more.

The attack underscored the futility, at least in the short term, of the government's recent efforts to short-circuit the vicious cycle of sectarian violence that has defined life in Iraq.

Iraq's elected officials condemned the attack, which came a day after dozens of gunmen suspected of being Sunni Arabs rampaged through a mostly Shiite market area in the town of Mahmudiya, killing at least 48 civilians and wounding scores, according to police officials.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki vowed Tuesday to find and punish those responsible for the Kufa attack.

The Iraqi Islamic Party, a Sunni Arab organization, urged the country "to be wise and rational instead of drifting into the abyss," and it called upon the country's political and religious leaders to meet and discuss ways "to lead Iraq out of this dark tunnel."

Asad Abu Gulal, governor of Najaf Province, attributed the attack to insurgents from the volatile region south of Baghdad that includes Mahmudiya and Latifiya, where Sunni Arab fighters have frequently clashed with security

forces and with Shiite militias.

"These two towns are exporting terror to Najaf and other provinces," he said. "If we do not provide a solution, all the areas close to them will be a target for the terrorists who come from there."

In its report, the United Nations said that 14,338 civilians had died violently in Iraq in the first six months of the year. UN officials said they had based their figures on tallies provided by two Iraqi agencies: the Ministry of Health, which collates violent deaths recorded at hospitals around the country; and Baghdad's central morgue, where unidentified bodies are delivered.

Last month, The Los Angeles Times, drawing from statistics provided by the Ministry of Health and the Baghdad morgue among other agencies, reported that at least 50,000 people, and perhaps many more, had been killed since the invasion of Iraq in 2003.

The article said that while most of those victims had been civilians, they probably also included some members of security forces and insurgents. But the newspaper did not offer month-by-month breakdowns.

The New York Times

Iraqi employees of The New York Times contributed from Kufa, Falluja, Kirkuk and Mosul.



Ali Abu Shish/Reuters

Victims of an explosion in Kufa being helped Tuesday in a hospital in Najaf, Iraq.

La Syrie et l'Iran en coulisses

LA LIBRE BELGIQUE LUNDI 17 JUILLET 2006

► George W. Bush et Tony Blair pointent un doigt accusateur sur les deux pays. Mais Israël se concentre sur le Liban. Pour l'instant.

La question est sur toutes les lèvres : le conflit risque-t-il de s'étendre à la Syrie, voire à l'Iran ? Si le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré dimanche sur CNN ne détenir aucune preuve de l'implication de Damas et Téhéran dans les attaques du Hezbollah contre Israël, George W. Bush et Tony Blair les rendent plus nettement responsables du conflit.

"Bien que ce soit une chose difficile à dire, je crois qu'il faut le dire : personne ne pense vraiment qu'il s'agisse seulement du Hezbollah et d'Israël. Nous sommes très préoccupés par l'influence et de la Syrie et de l'Iran", a déclaré le Premier ministre britannique à la BBC. "La vérité est qu'il y a un arc de l'extrémisme dans toute la région qui veut perturber le processus vers la démocratie et la liberté, que ce soit en Irak, au Liban ou dans les territoires palestiniens." Dès lors, "pour régler ce problème, il est réellement important que le monde s'occupe de la cause première" des tensions, a enchéri le Président américain.

Mais "toute attaque israélienne contre la Syrie suscitera une réponse syrienne ferme, directe, illimitée, et par tous les moyens", a d'ores et déjà fait savoir le ministre de l'Information, Mohsen Bilal, cité par l'agence officielle Sana. "Nous espérons que le régime sioniste ne commettra pas l'erreur d'attaquer la Syrie, car, en cas d'extension du conflit, il devra faire face à des pertes inimaginables", a enchéri le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hamid Reza Assefi. Principal allié du Hezbollah libanais, Téhéran a démenti dimanche la présence de soldats iraniens au pays du Cèdre et la livraison de missiles à la milice chiite. Mais il "se tient aux côtés du peuple syrien".

L'Iran serait même, selon le chef druze Walid Jumblatt, un acteur du conflit. Il "dit aux Etats-Unis : 'Vous voulez nous combattre dans le Golfe et détruire notre programme nucléaire ?' Je vous attaque dans votre maison, en Israël." Damas et Téhéran portent la "pleine responsabilité" de l'offensive de l'Etat hébreu contre le Hezbollah, a affirmé le porte-parole du gouvernement israélien, Isaac Herzog, à la chaîne ABC. "Nous le savons et nous nous en souviendrons", a-t-il insisté. "Cependant, à cet instant, nous nous concentrons sur le Liban."

S.Vt. (avec AFP, AP et Reuters)

Les massacres se poursuivent en Irak

GOLFE

Avec près de 60 morts, la journée d'hier n'a été guère plus meurtrière que les précédentes.

PLUSIEURS DIZAINES d'Irakiens continuent à mourir chaque jour dans des attentats interconfessionnels. Depuis la visite surprise à Bagdad du secrétaire d'Etat américain à la Défense, Donald Rumsfeld, qui, mercredi 12 juillet, a coïncidé avec le début de l'offensive israélienne au Liban, le nombre des morts irakiens a approché la barre des 300.

Le Congrès américain, dans un rapport publié hier, estime que 290 milliards de dollars ont d'ores et déjà été dépensés par les Etats-Unis en Irak, et que la facture pourrait s'alourdir de 202 à 406 milliards de dollars supplémentaires d'ici à 2016. Le scénario le moins coûteux table sur un reflux des effectifs d'environ 190 000 hommes actuellement déployés à 140 000 en 2007, avec la poursuite d'un déclin rapide jusqu'au retrait de toutes les troupes d'Irak d'ici à la fin 2009.

Jets de pierre contre la police

La journée d'hier a été particulièrement meurtrière. Au moins 59 personnes ont été tuées et plus de 130 blessées dans un attentat suicide à la voiture piégée à Koufa, ville chiite au sud de Bagdad. Selon des témoins, une camionnette a explosé au milieu de la foule, à proximité de la grande mosquée de la ville où des ouvriers attendaient, comme à leur habitude, que des employeurs éventuels viennent les chercher. Arrivés sur place, les policiers ont été accueillis par des jets de pierre et ont dû tirer en l'air pour se dégager.

La veille, 17 juillet, 48 Irakiens ont péri et 46 ont été blessés dans une attaque menée par des hommes armés, qui ont tiré sur la foule après l'explosion de plusieurs voitures piégées sur un marché de Mahmoudiya, au sud de Bagdad. Six personnes ont en outre péri, selon la police, sous les tirs de mortier et des attaques conduites dans la région de Baa-

qouba, au nord de Bagdad, une zone que se partagent chiites et sunnites. Vingt-deux corps, tous criblés de balles, dont certains portaient des traces de tortures, ont par ailleurs été ce jour-là découverts dans les environs de la capitale irakienne.

2549 Américains tués

Le dimanche 16 juillet a affiché un bilan similaire : 48 morts. Vingt-trois personnes ont péri et 22 ont été blessées dans un attentat anti-chiite dans un café de Touz Khormatou, ville située à 150 kilomètres au nord de Bagdad. Le kamikaze serait entré dans le café, accolé à un lieu de prière chiite, en demandant de l'eau avant de se faire exploser. A Mossoul, à 350 km au nord de Bagdad, six personnes ont également été tuées, six autres étant blessées, 19 autres étant ailleurs assassinées dans le pays ce jour-là.

L'accalmie relative du samedi 15 juillet - 23 morts et 27 blessés - avait été précédée par les habituelles hécatombes du vendredi, jour de prière. Le 14 juillet, 30 Irakiens ont ainsi été assassinés, notamment des sunnites, à la sortie d'une mosquée de Bagdad. Des soldats ont été pris pour cible au centre de Mossoul par un kamikaze et au sud de Kirkouk par « des

rebelles à bord de trois véhicules », selon un colonel de l'armée irakienne.

Le jeudi 13 juillet, 16 Irakiens, dont 5 employés municipaux de Bagdad avaient été tués, journée « calme » comparée à celle du 12 juillet, celle de la visite de Donald Rumsfeld, où 37 personnes avaient trouvé la mort.

Comparées aux hécatombes de civils, les pertes de l'armée américaine sont plutôt faibles. Depuis une semaine, 4 soldats américains ont été tués, ce qui porte à 2 549 le nombre de militaires et personnel assimilé morts en Irak depuis l'invasion de mars 2003. Toujours sur la même période, un soldat britannique a été tué et trois autres ont été blessés, 114 ayant trouvé la mort en Irak depuis le début de la guerre contre l'ancien régime de Saddam Hussein.

THIERRY PORTES

LE FIGARO

19 juillet 2006

Raïd Fahmi Un ministre communiste à Bagdad

Installé en France depuis 1983 et membre du comité central du PC irakien, il fait partie du gouvernement d'union nationale. Opposé à l'intervention américaine en 2003, il est aujourd'hui, sur fond de chaos dans son pays, contre un départ précipité des troupes US

Ce jour-là, dans le lobby du célèbre hôtel Al-Rachid à Bagdad, Raïd Fahmi comprend d'un seul coup l'étroitesse du pouvoir qu'on lui a octroyé. « Désolé, Monsieur, vous ne pouvez pas être photographié ici. » Le garde scandinave est poli, mais ferme. Le photographe engagé par *Le Monde* range illico ses appareils. A Bagdad, on ne discute pas les ordres d'un homme armé.

Le palace Al-Rachid, où résident désormais de nombreux ministres, parlementaires et

hauts fonctionnaires irakiens, est à l'intérieur de la fameuse « zone verte », un enclos hyperfortifié de quelques centaines d'immeubles répartis sur cinq kilomètres carrés en plein cœur de la capitale.

C'est ici, à l'ombre des miradors, derrière deux lignes de hauts murs de béton anti-bombe, que l'essentiel du pouvoir irakien « légal » s'est réfugié sous la protection de quelques milliers de soldats et policiers nationaux, de plusieurs autres milliers de GI des Etats-Unis et de plusieurs centaines de troupiers, Géorgiens et Ukrainiens équipés de pied en cap – armes et uniformes – par l'US Army.

« Désolé, Monsieur, s'excusa donc le garde scandinave, nous devons appliquer la consigne de l'ambassade américaine. » Tiens, fit-on remarquer au ministre Raïd Fahmi, l'ordre américain s'impose donc toujours jusque et y compris dans les bâtiments théoriquement rendus à la souveraineté irakienne depuis plus d'un an ? « Vous voyez bien..., » ronchonna Raïd Fahmi. La récupération complète de notre souveraineté nationale demeure un objectif... »

Titulaire d'un DEA d'économie et développement obtenu à la Sorbonne et d'une licence délivrée par la London School of Economics, le « matheux » ne déteste pas l'ellipse. Question de formation politique peut-être...

Dans le théâtre d'ombres qui s'agit à Bagdad sous l'intitulé de « gouvernement d'unité nationale », Raïd Fahmi est un personnage vraiment à part. Pas de milice armée, peu d'amis, aucun soutien dans les mosquées qui sont aujourd'hui les vrais centres du pouvoir en Irak. Trente-sept ministres en exercice, un seul communiste : lui. Ou comment un « vieux » militant irakien qui rejoint le Parti communiste à 19 ans, se réfugie en France à 29 pour y rester jusqu'à 56 ans, devient titulaire de la double nationalité et père de quatre enfants français, se retrouve soudainement projeté dans le chaudron incandescent qu'est devenu Bagdad.

« J'ai appris ma nomination le



17 mai, dit-il, via un message de félicitation laissé par un ami sur mon portail. » Ce matin-là, comme

toujours, Raïd Fahmi, professeur d'économie dans un lycée de Bobigny, donnait son cours. A la pause, il était au téléphone avec Bagdad. On lui a confirmé la « bonne » nouvelle. « Je suis membre du comité central et je savais bien sûr que le parti proposait, entre autres, ma nomination. Mais ce fut quand même un choc. »

Trois jours après, le nouveau ministre des sciences et technologies était de retour dans la capitale qui l'avait vu naître en 1950. Depuis l'invasion anglo-américaine d'avril 2003 et la chute du dictateur, il y était revenu « à quelques reprises ». Mais n'y était pas resté. L'insécurité était trop grande, l'avenir du parti trop mal assuré, sans doute.

Comme tant d'autres médecins – 220 assassinés depuis trois ans, un millier partis depuis en exil –, Mouna, sa sœur, avait été enlevée en décembre 2005 et n'avait pu recouvrer sa liberté qu'en versant une rançon de 32 000 dollars aux malfrats. Une petite fortune en Irak. Quant au PCI, le Parti communiste irakien décimé par le Baas de Saddam Hussein dès les années 1970 et retranché depuis quinze ans au Kurdistan, il était devenu si fantomatique qu'en décembre 2005, pour s'assurer ne serait-ce qu'un strapontin dans le nouveau Parle-

ment, il avait poussé la contorsion idéologique jusqu'à s'allier à la liste de l'ancien homme lige de la CIA en Irak, Iyad Allaoui. La liste « laïque » de l'ancien premier ministre nommé par Washington en 2004 a obtenu 9 % des voix. Maigre perspective pour inciter le représentant vedette du PCI, en France, à rentrer au bercail.

A 56 ans, Raïd Fahmi est pourtant revenu. Seul, comme presque tous ses homologues, qui ont laissé femme et enfants à l'étranger. Ses émoluments de ministre sont trois fois supérieurs à son traitement de professeur à Bobigny. Mais, assure-t-il, et on peut le croire, c'est d'abord « par devoir » qu'il a accepté de revenir dans l'enfer de Bagdad. « Pour sauver l'Irak, c'est maintenant ou jamais », estime-t-il.

Probablement pas assez important, le ministère des sciences est l'un des rares à être resté dans ce que les Américains appellent la « zone rouge » d'Irak, c'est-à-dire tout le pays hors « zone verte ». Raïd Fahmi vit certes dans le « cercle vert » du Rachid, mais il doit parcourir chaque jour quelques kilomètres pour rejoindre son bureau. Et, comme les autres ministres qui s'aventurent encore parfois hors de la place fortifiée, il ne se déplace qu'en convoi motorisé, avec sirènes hurlantes et gardes du corps surarmés. Difficile à accepter pour lui.

Le ministre parle comme un kalachnikov sur position automatique, mais il « déteste » les

armes. « Non, je n'ai pas peur, cela ne sert à rien, j'essaie de me concentrer sur ma mission, c'est tout. » La mission n'est pas simple. D'abord parce que sur les 9 000 fonctionnaires qui dépendent de lui, les scientifiques de haut niveau sont devenus rares. « Beaucoup sont partis en exil, d'autres ont été enlevés ou assassinés et puis, en leur offrant des salaires trois fois supérieurs aux nôtres,

les universités, elles aussi paralysées par les départs et les tueries, nous piquent nos ingénieurs. » Mais la difficulté, pour lui, est surtout politique.

Fermement opposé à la dictature de Saddam Hussein, le PCI était aussi, jusqu'à mars 2003, vigoureusement contre « l'invasion impérialiste de l'Irak, largement motivée par le pétrole. » Aujourd'hui, Raïd Fahmi, com-

me tant d'autres, a avalé son chapeau : protégé par elles, il est contre « un départ précipité » des troupes américaines et n'est « pas opposé, par principe », à l'établissement de bases américaines permanentes en Irak.

Depuis trois ans, son parti n'a cessé de dénoncer « la montée des forces sectaires ». Et le ministre siège à présent dans une équipe dominée, aux trois quarts, par les

partis religieux. Comment vit-il cet écartèlement, cette schizophrénie permanente ? « Bof, il faut arrêter de se lamenter et retrousser ses manches. En Irak, c'est maintenant ou jamais. Ça passe ou ça casse... » ■

PATRICE CLAUDE
SCOTT NELSON/WPU
POUR « LE MONDE »

Proche-Orient : l'ombre de l'Iran

ANALYSE

ALAIN FRACHON

Il est toujours risqué de relier les événements entre eux au Proche-Orient : les causalités y sont rarement directes. La part de l'esprit de vengeance et le poids des frustrations accumulées ici et là comptent souvent autant que les calculs politiques pour expliquer l'explosion de la violence. Mais, tout de même, derrière le fracas des bombes au Liban et le sifflement des roquettes sur les localités du nord d'Israël, il est possible de percevoir les motivations des uns et des autres, de Jérusalem à Téhéran, en passant par Damas.

Officiellement, l'Etat hébreu poursuit deux objectifs au pays du Cèdre : tenter de récupérer ses deux soldats enlevés le 12 juillet en territoire israélien par le Hezbollah ; porter les coups les plus durs possible à ce mouvement chiite libanais dont les milices règnent en maîtres sur le sud du pays et d'où elles arrosent le nord d'Israël à coups de roquettes. Aucun Etat souverain ne saurait tolérer pareille situation, dit le gouvernement d'Ehoud Olmert ; « Nous ne permettrons pas au Hezbollah de revenir sur les positions qu'il occupait le long de la frontière », ajoute le ministre de la défense, Amir Peretz. La réalité est plus complexe.

En mai 2000, sous la pression des attaques du Hezbollah, Israël a quitté, unilatéralement, la partie du sud du Liban qu'il occupait depuis les années 1980. L'armée israélienne estime que son image a alors été écornée : sa capacité de dissuasion aurait été amoindrie, sa force d'intimidation entamée. Elle en veut pour preuve que les attaques du Hezbollah n'ont jamais vraiment cessé depuis le printemps 2000. Pis, les Palestiniens des territoires de Gaza et de Cisjordanie, et particulièrement les islamistes du Hamas, ont pris le Hezbollah pour modèle. Depuis le retrait israélien de Gaza, en août 2005, l'armée aurait avec le Hamas le même problème qu'avec le Hezbollah : elle ne dissuade pas les différentes milices palestiniennes de monter des opérations contre Israël.

D'où la volonté de l'état-major israélien de frapper fort et les accusations d'une riposte totalement disproportionnée, à Gaza comme au Liban, qui sont portées contre Israël. « Un soldat kidnappé près de Gaza, le 25 juin, c'est tout le territoire de Gaza qui va payer. Huit soldats tués et deux autres capturés près du Liban ? C'est le Liban en entier qui va payer », écrit Gideon Lévy dans le quotidien israélien *Haaretz* (centre gauche). Et Lévy de poursui-

vre : « L'armée a essayé deux coups particulièrement humiliants [la série des enlèvements] et elle est partie en guerre pour retrouver sa dignité ou, comme on dit ici, pour restaurer sa capacité de dissuasion. » A Gaza d'abord, au Liban ensuite.

Officiellement, la Syrie se borne à exprimer sa solidarité avec les forces qui résistent à « l'agression israélienne », à Gaza comme au Liban. Damas assure n'être impliqué ni dans le premier enlèvement d'un soldat israélien ni dans les deux autres, le 12 juillet. Là encore, la réalité est plus complexe. La Syrie appuie et abrite une partie de la direction du mouvement islamiste palestinien Hamas, la plus radicale, celle qu'incarne Khaled Meschal. Et le groupe qui a revendiqué l'opération du 25 juin comprend des éléments du Hamas. De même, la Syrie soutient et équipe les islamistes chiites du Hezbollah libanais. Et cette formation a signé l'attaque du 12 juillet.

Damas n'entretient pas avec ces deux mouvements des relations de maître à sujet. Le Hezbollah est un parti profondément ancré dans la réalité libanaise, représenté au gouvernement et au Parlement ; le Hamas est une émanation des drames palestiniens : l'un et l'autre existent indépendamment de la Syrie. Mais les liens tissés avec Damas sont tels qu'on imagine mal la branche damascène du Hamas et le Hezbollah ne pas solliciter un feu vert tacite des Syriens avant de se lancer dans l'enlèvement de soldats israéliens. Damas ne décide sans doute pas mais laisse faire. Pourquoi ? L'appui au Hamas – une formation idéologiquement très éloignée du laïcisme du parti Baas au pouvoir à Damas – est politique et stratégique ; c'est une carte syrienne pour continuer à jouer un rôle au Proche-Orient, pour être partie prenante à tout règlement israélo-palestinien.

Le Hezbollah est, lui, un allié privilégié de la Syrie au Liban. Egalement parrainé par la République islamique d'Iran, le Hezbollah symbolise l'alliance régionale, militaire et politique, conclue entre Téhéran et Damas, les « radicaux » de la région. Le président syrien, Bachar Al-Assad, n'a toujours pas « digéré » d'avoir dû ordonner l'an passé le départ de ses troupes du pays du Cèdre. Il a cédé à la pression de la communauté internationale : les services syriens étaient soupçonnés d'avoir commandité l'assas-

sinat d'un ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri, lequel menait l'opposition à l'occupation continue de son pays par la Syrie.

Pourquoi laisser le Hezbollah provoquer Israël avec les enlèvements du 12 juillet ? Pour prouver que le Liban est incontrôlable et ingouvernable sans la Syrie. Pour provoquer une réaction de Tsahal qui va humilier et affaiblir le gouvernement libanais de Fouad Siniora et sa majorité antisyrienne... Bref, pour venger un départ du Liban qui a mis fin aux nombreux profits que le régime Al-Assad tirait de sa présence dans un pays dont la Syrie n'a historiquement jamais accepté l'indépendance. Hypothèses réalistes même si elles sont difficiles à démontrer.

Mansuétude américaine

Officiellement, l'Iran affiche son soutien politique au Hamas palestinien et ne cache pas ses étroites relations avec le Hezbollah. Mais si elle se déclare étrangère aux enlèvements du 12 juillet, il est difficile d'imaginer que la République islamique n'a pas accordé un feu vert au moins tacite à ses protégés libanais du Hezbollah. Quel intérêt pour l'Iran, dira-t-on ? Le 12 juillet est le jour où les interlocuteurs de Téhéran dans le dossier du nucléaire décident de saisir à nouveau le Conseil de sécurité de l'ONU, tant l'Iran manifeste de mauvaise volonté. Coïncidence ? Peut-être. Mais si l'Iran, dans l'épreuve de force en cours sur son programme nucléaire, avait voulu faire une démonstration de sa capacité de nuisance en laissant opérer le Hezbollah ? Ou donner aux Etats-Unis un avant-goût de ce qui les attend en cas d'attaque sur les installations nucléaires iraniennes ? La mansuétude manifestée par les Etats-Unis pour l'intervention israélienne contre le Hezbollah au Liban est interprétée par certains comme un avertissement que Washington adresse à Téhéran.

Les différents protagonistes du chaos proche-oriental ne calculent pas toujours les conséquences de leurs actes. Les événements des dernières semaines pourraient entraîner les uns et les autres bien au-delà de ce qu'ils souhaitaient au départ : la région ne manque pas de précédents où un drame majeur est né d'une série de dérapages incontrôlés. ■

Le Monde

Mardi 18 juillet 2006

L'Iran manifeste son soutien au Hezbollah

Pour la première fois depuis le début de la crise, des Iraniens ont défilé hier à Téhéran.

Téhéran

DANS LA FOULE de femmes en tchadors et de barbus aux keffieh en damier noir et blanc, des portraits de Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, flottent au vent. « *Le temps est venu de réagir ! Missiles contre missiles !* », hurlent, en persan, les quelques milliers d'Iraniens entassés symboliquement place de la Palestine, à l'appel des autorités de Téhéran. Aux cris de « *Mort à Israël* », éternels refrains des rassemblements officiels, le député conservateur iranien Gholam Ali Haddad Adel monte à la tribune. « *Les villes que vous avez bâties dans le nord de la Palestine (NDLR : Israël) sont à la portée des courageux enfants libanais ! Aucune région d'Israël ne restera tranquille !* », lâche-t-il.

À quoi joue donc Téhéran ? Les discours et les slogans entendus hier, en centre-ville, entretiennent le doute sur l'attitude de la République islamique vis-à-vis

du conflit qui oppose le Hezbollah à Israël. Les dirigeants iraniens, pourtant, nient en bloc les accusations qui pleuvent depuis Washington et Tel-Aviv. Ils démentent la présence de conseillers militaires auprès du Hezbollah, la fourniture d'armes et de missiles au groupe chiite libanais, le possible transfert en Iran des soldats israéliens capturés. Impossible, néanmoins, de ne pas constater cette coïncidence flagrante : l'enlèvement des deux soldats, à l'origine de la crise, a eu lieu le 12 juillet, le jour même où les grandes puissances ont décidé de porter de nouveau le dossier nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Ces accusations sont bien sûr difficiles à prouver, même si un lien idéologique et historique indéniable unit la République islamique d'Iran aux groupes palestiniens et libanais qui prônent la lutte armée contre Israël. À Téhéran, personne ne s'en cache. Pour preuve : en avril, l'Iran organisa, en grande pompe, une conférence de trois jours sur le thème du soutien à la Palestine. De nombreuses personnalités répondirent à l'ap-

pel, parmi lesquelles Khaled Mechal, chef du bureau politique du Hamas, et Naim Khassem, le bras droit de Nasrallah.

Au bureau de représentation du parti chiite libanais Amal, dans une ruelle ombragée de Téhéran, la relation affichée entre ce mouvement et l'Iran frappe,

d'entrée, le visiteur. Dans le hall, la photo de Shahid Chamran, un ancien commandant iranien du corps des Pasdaran, y trône à côté de celle de l'imam Moussa Sadr, l'ancien chef spirituel d'Amal. Chamran fut, en 1974, un des cofondateurs du groupe, et vécut près de huit années au Liban. « *C'était un frère, mais aussi un leader respectable* », se souvient Adel Mohammad Oun, le repré-

sentant d'Amal à Téhéran. « *On s'est battu côte à côte contre Israël, notre ennemi commun. Ensemble, on arrosait de roquettes le nord d'Israël* », raconte-t-il.

Discours provocateurs

Compte tenu de ces liens, l'Iran n'était-il donc pas aux premières loges pour déclencher la crise ? « *Non, les temps ont changé*, affirme Adel Mohammad Oun.

Il est vrai que l'Iran et la Syrie nous ont soutenus pendant des années, mais le Hezbollah et Amal sont comme des enfants qui sont arrivés à l'âge de maturité. Ils sont devenus autonomes. » Pour certains experts de la région, ses propos ne sont pas dénués de sens. « *Je ne pense pas que l'Iran ait demandé au Hezbollah d'appuyer sur le bouton. Bien sûr, sans l'Iran, le Hezbollah n'aurait pas eu la capacité de développer des drones pouvant s'en prendre à des intérêts israéliens. Mais, depuis l'arrivée de Nasrallah, en 1992, à la tête du mouvement, c'est l'optique nationale qui prime* », constate Barah Mikail, chercheur à l'Institut français de relations internationales (Ifri), qui vient d'effectuer une mission en Iran.

« *Le Hezbollah n'a pas besoin de l'Iran*, estime de son côté un diplomate occidental. *Mais il est bien possible que Téhéran cherche à entretenir le doute sur son implication, ne serait-ce que pour faire peur à Israël et Washington.* » Profitant de l'embourbement américain dans la région, l'Iran serait prêt à jouer différentes cartes, voire à tenter l'apaisement.

D'où, aux antipodes des discours provocateurs entendus lors de la manifestation d'hier, la proposition, plus modérée, du ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Motakki, d'un cessez-le-feu suivi d'un échange de prisonniers. « *L'Iran est incontestablement la puissance orientale actuellement la plus influente*, souligne Barah Mikail. *Sa capacité d'action et d'activation de relais est plus étendue que dans les années 1980. Elle en est consciente et elle en profite pleinement, quitte à ce que cela puisse lui servir dans son marchandage nucléaire.* »

DELPHINE MINOUI



Aux cris de « *Mort à Israël* », des milliers d'Iraniens se sont entassés

symboliquement place de la Palestine à Téhéran pour soutenir le Hezbollah. Kenare/AFP.

LE FIGARO

19 juillet 2006

Turks told to stay out as rebels stage more raids

By Suna Erdem
in Istanbul

WASHINGTON warned Turkey yesterday that it opposed any attempt to pursue separatist Kurdish rebels into northern Iraq.

The statement came a day after Recep Tayyip Erdogan, the Turkish Prime Minister, said that his security forces were drawing up such plans.

Although such a move would prove domestically popular it is likely to hurt Turkey's already precarious European Union accession talks and threaten to destabilise the calmest part of its strife-ridden neighbour.

The US statement, issued by its embassy in Ankara, said that Turkey had a right to defend itself against Kurdish rebels but warned against unilateral action across the border.

Mr Erdogan said: "There is

no point in endlessly discussing the issue. Our security forces are getting on with their task. Whatever steps need to be taken will definitely be taken."

Ankara has long been asking the US military to clamp down on the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), which has been using northern Iraq as a base from which to attack Turkish troops.

On Tuesday Mr Erdogan accused the US of double standards for supporting Israel's offensives against Hezbollah and Hamas while denying Turkey the right to pursue the

"Whatever steps need to be taken will definitely be taken"

PKK. The guerrillas, who have been fighting a separatist insurgency in Turkey since 1984, recently stepped up attacks, killing 15 Turkish soldiers in five days. Options for a response range from a brief air operation to an incursion of up to 60 kilometres (37 miles) into Iraqi territory involving 50,000 troops.

Mr Erdogan said that the ambassadors of the United States and Iraq had been informed of Turkey's demands to act against the PKK. The US has in the past told Turkey that it had its hands too full elsewhere in Iraq.

PKK violence in southeast Turkey had all but died down after Abdullah Öcalan, its leader, was captured in 1999 and the demoralised group declared a unilateral truce. A state of emergency was lifted in the region and the Government, urged by the EU, hesi-

tantly accorded greater rights to its restive Kurdish minority.

However, the PKK called off its ceasefire two years ago and is mounting increasingly effective and intense attacks on Turkish troops. Where the Turkish army was once able to move freely across the border — and even leave thousands of troops there permanently — the US-led invasion put the territory off limits.

"Turkey has rights arising from international and domestic law and it will use those rights to the full," said Cemil Cicek, the Justice Minister, this week after a lengthy cabinet meeting about the military losses.

His statement prompted a warning from the US Ambassador, but Mr Erdogan retorted by saying that a foreign ambassador had no say in Turkey's military decisions.

20 Sunnis kidnapped; Iraqi official is slain

Dozens killed in attacks across country

By Damien Cave

BAGHDAD: Gunmen kidnapped 20 employees of a government agency that oversees Sunni mosques on Tuesday and Wednesday, grabbing them on their way home from work at checkpoints north of Baghdad, an official said.

Throughout the country, at least 28 people were killed in shootouts, bombings and artillery attacks, including an official with the Ministry of the Interior who was shot in his car. Another 30 unidentified bodies were found in Baghdad alone, and 18 were found in Mahmudiya, where gunmen on Monday went on a chaotic rampage through a mostly Shiite market area, killing at least 48 people.

The abduction of workers from the Sunni Endowment, Iraq's most prominent association of Sunni mosques and shrines, underscored the back-and-forth volley of Iraq's sectarian strife. It comes a day after a suicide car bomber killed at least 53 people and wounded more than 100 in the holy Shiite city of Kufa — a stronghold of the powerful Shiite cleric Moktada al-Sadr — after

the bomber lured them to a van with the promise of work.

The kidnappings on Tuesday and Wednesday also followed another mass kidnapping last week: On Saturday, about 60 masked gunmen wearing government-style camouflage uniforms stormed a meeting of the country's top sports administrators and seized more than 30 people, including the president of the National Olympic Committee of Iraq. They are all still missing.

Elsewhere in Iraq, violence continued to rage.

In a staggered attack, the police said five people were killed and 18 wounded Wednesday when two roadside bombs, followed by a car bomb, exploded near Baghdad's Technology University. Two mortar rounds landed inside the Green Zone just after 4 p.m., killing one, officials said.

Six others died in a vegetable shop when a bomb inside a plastic bag exploded. Major General Fakhari Abdul Hussein, the Interior Ministry official, was killed by a drive-by shooter, the police said.

And throughout the city, an addition-

al 30 unidentified bodies were found on Wednesday, in several neighborhoods and at hospitals, the authorities said.

Farther north, in Kirkuk, a car bomb exploded beside an Iraqi police patrol, killing two people and wounding eight, including five policemen. To the south, two members of a Shiite organization

were shot and killed on a highway between Youssifiyah and Mahmoudiya.

Despite the sectarian battles throughout the country, dividing neighborhoods, cities and regions, a poll taken in June by the International Republican Institute, a foundation linked to the Republican Party, found that Iraqis strongly opposed the idea of splitting the country into Sunni, Shiite and Kurdish parts. Seventy-eight percent of those surveyed opposed the idea of dividing the country; 89 percent said they believed that a unified government was vital for Iraq's future.

The poll — though taken before the wave of violence this month — suggested increased confidence in the new Iraqi government. It found that 41 percent of Iraqis now feel that the country is on the right track, up from 30 percent in March.

In his first statement since the rash of killings last weekend, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki tried to sound upbeat. "These crimes do not indicate the power of Al Qaeda but its weakness," he said, because the insurgents targeted areas that the prime minister described as formerly calm.

The New York Times

THE TIMES THURSDAY JULY 20 2006

July 20, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

IRAK 50 000 MORTS DEPUIS 2003

Cent civils meurent chaque jour en Irak, selon un rapport de l'ONU

Le Monde
Jeudi 20 juillet 2006

CENT CIVILS meurent chaque jour en Irak. Selon un rapport de l'ONU, au moins 5 818 civils ont été tués et 5 672 blessés en mai en juin. « *Le nombre de civils tués continue de croître, affirme le rapport. Les assassinats, les enlèvements et la torture demeurent fréquents.* »

Depuis le début de l'année, 14 338 civils sont morts. Par ailleurs, le ministère de la santé irakien a recensé depuis 2003 « 50 000 morts violentes », un chiffre « *probablement en dessous de la réalité* ».

Plus de cinquante personnes sont mortes, mardi 18 juillet, dans un attentat anti-chiite à Koufa. Une voiture a explosé au milieu de la foule à proximité de la gran-

de mosquée de la ville, où des ouvriers attendaient que des employeurs éventuels viennent les embaucher. C'est le troisième attentat d'envergure en trois jours visant la communauté chiite.

« *C'est une guerre civile ouverte dans le pays, ourdie par des mains sales et irakiennes liées à l'étranger* », a commenté le président du Parlement, Mahmoud Machadani (sunnite). Le premier ministre, Nouri Al-Maliki (chiite), a promis de « *pourchasser ses auteurs et de les châtier* ».

Risque d'incursion turque

Sur le plan diplomatique, les Etats-

Unis ont prévenu mardi la Turquie de son opposition à une intervention militaire contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak. « *Nous avons affirmé que nous pensions qu'une action militaire unilatérale par-delà la frontière avec l'Irak ne serait pas sage* », a déclaré l'ambassadeur américain en Turquie, Ross Wilson.

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a promptement réagi aux propos de M. Wilson, mettant en exergue le soutien de Washington aux offensives militaires israéliennes au Liban et dans les territoires palestiniens. « *Le terrorisme est du terrorisme partout* », a-t-il martelé. Il a maintenu que la Turquie se tiendrait prête pour une éventuelle incursion militaire en Irak et a laissé entendre que des plans étaient déjà en cours d'élaboration. ■ - (AFP.)

L'Iran chiite, hantise du monde arabe

L'éditorial de Pierre Rousselin

LE FIGARO vendredi 21 juillet 2006



Le Liban croule sous les bombardements israéliens, la Palestine sombre dans le chaos, la guerre civile s'étend en Irak et les talibans reviennent en Afghanistan. Pendant que la région se délite, le monde arabe est silencieux, paralysé, comme au bord d'un cataclysme.

Une guerre s'ajoute à l'autre et vient renforcer, au Caire, à Riyad ou à Amman, la hantise de voir le monde arabe livré en pâture à un conflit général d'une nature nouvelle dont il serait un spectateur impuissant. Cette conflagration oppose, d'un côté, les États-Unis – et leur allié israélien – et, de l'autre, un Iran chiite de plus en plus radical, qui instrumentalise ses clients, le Hezbollah libanais ou le Hamas palestinien. Même si un doute demeure sur les liens opérationnels entre Téhéran et ses alliés, la filiation idéologique, le soutien financier et militaire sont avérés.

Ayant déjà pris leurs distances avec le Hamas, l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie ont condamné le Hezbollah comme elles ne l'avaient jamais fait auparavant. Et ce en dépit des images de guerre au Liban qui s'ajoutent à celles provenant de Gaza et ne peuvent que susciter un mouvement croissant de solidarité anti-israélien.

Face à cette colère populaire qui monte, le sentiment d'impuissance est d'autant plus grand qu'aucune capitale arabe n'a la moindre prise sur l'Iran

dont la priorité est de mettre un terme à la suprématie sunnite sur la région.

Après avoir pris pied en Irak, grâce à l'intervention américaine en faveur des chiïtes irakiens, le régime des mollahs a tout à gagner de la guerre qui fait rage sur les deux fronts israéliens, celui du Liban et celui de Gaza. Peu importe le coût pour les populations civiles, aucun Iranien ne va y laisser sa vie, mais la République islamique apparaît comme étant le seul État qui ose s'opposer à Israël. Elle peut ainsi, auprès

des opinions, dépasser le conflit entre sunnites et chiïtes et – plus grave, compte tenu de la rivalité ancestrale entre les Arabes et les Perses – se poser comme le seul défenseur du monde arabe contre Israël.

Alimentée par la richesse pétrolière, l'émergence de la puissance iranienne paraît irrésistible lorsque Téhéran autorise ses alliés à provoquer ouvertement Israël, tout en tenant tête au monde entier sur le dossier nucléaire. La Syrie, rejetée par les États-Unis et par la France, a choisi son camp en passant une alliance contre nature avec l'Iran chiite. Mais même Damas se garde bien d'intervenir pour venir en aide au Liban, sachant que la riposte israélienne serait immédiate.

La guerre contre le Hezbollah marquera-t-elle un premier coup d'arrêt à la montée en puissance de l'Iran ? L'espoir existe mais chaque jour qui passe augmente les craintes de voir la République islamique pousser encore un peu plus ses pions dans le monde arabe.

L'Iran fait monter les enchères

La stratégie de tension que Téhéran organise hors de ses frontières inquiète ses voisins arabes

Jusqu'à présent, chacun des conflits du Moyen-Orient avait ses causes particulières et sa logique propre. Aujourd'hui, on assiste à une articulation de tous ces conflits, où l'élément-clé est l'émergence de l'Iran comme grande puissance régionale à potentialité nucléaire. Ce glissement entraîne des réajustements, voire des renversements d'alliances, fort complexes.

La crise entre le Hamas et Israël reste en fait bilatérale. Le Hamas subit une mutation difficile pour passer d'une logique militaire à une logique politique : se mêlent le pas en avant (envisager une reconnaissance d'Israël) et la provocation militaire (enlèvement d'un soldat), sans que l'on sache trop ce qui relève des luttes internes, d'un mauvais calcul politique ou d'incohérence. La réponse israélienne reste dans la logique de l'Etat hébreu envers toute autorité palestinienne : ne lui laisser le choix qu'entre la totale coopération avec Israël ou la disparition, toujours au profit de plus radicaux.

L'attaque du Hezbollah contre Israël, elle, est un tournant. Ici, il ne peut y avoir d'erreur de calcul : vu la réaction israélienne contre la bande de Gaza, le Hezbollah et ses deux parrains (l'Iran et la Syrie) savaient parfaitement que l'attaque serait suivie d'une nouvelle guerre du Liban. C'est donc ce qu'ils souhaitaient.

Le calcul de la Syrie est simple. Damas n'a jamais accepté son expulsion du Liban et cherche à y revenir. Dans le fond, un retour aux années 1980 arrange Damas : un gouvernement central libanais affaibli, un Hezbollah en première ligne contre Israël, et Damas redevient seul arbitre possible dans le pays du Cèdre. Il y a un risque : que les Israéliens décident une fois pour toutes de s'attaquer à la Syrie, qui est la véritable base arrière du Hezbollah. Reste qu'un renversement du régime de Bachar Al-Assad risque d'amener les Frères musulmans syriens au pouvoir.

Or, même si ceux-ci sont aujourd'hui plus proches de l'islam politique turc au pouvoir à Ankara (le Parti de la justice et

Olivier Roy

Directeur de recherche au CNRS

du développement-AKP) que du Hamas palestinien, les Israéliens ne veulent pas courir le risque de se retrouver entourés de régimes islamistes. Paradoxalement, c'est donc sa propre faiblesse qui est le meilleur rempart de la Syrie. Se sentant ainsi sanctuarisé, le régime de Damas peut continuer à entretenir la guerre au Liban, seule condition de son retour possible dans ce pays.

La clé de la situation actuelle est en Iran. Il est le seul acteur à avoir une stratégie cohérente où les considérations de court terme s'articulent sur une stratégie de long terme. Sur le court terme, il s'agit d'empêcher toute frappe aérienne contre



Vu la réaction israélienne contre la bande de Gaza, le Hezbollah et ses deux parrains savaient que l'attaque serait suivie d'une nouvelle guerre du Liban



ses installations nucléaires. Sur le long terme, l'Iran veut devenir la grande puissance régionale. Dans le premier cas, les adversaires sont avant tout les Américains et éventuellement les Européens ; dans le deuxième cas, ce sont ses voisins arabes. La dénonciation d'Israël est ici un moyen plus qu'une fin : elle permet de court-circuiter et d'embarrasser les régimes arabes tout en « externalisant » la crise dans les pays du Proche-Orient.

Lorsque, en 2004, les Européens se sont placés en première ligne pour bloquer le programme nucléaire iranien, ils n'ont agi que dans une perspective étroitement bilatérale : la communauté internationale contre l'Iran. Ils ont mis au point un programme graduel de sanctions et d'incitations pour contraindre les Iraniens à céder, mais sans tenir compte de la situation régionale. Or la réponse iranienne fut à la fois d'internationaliser et d'accélérer la crise. Très habilement, l'Iran a mis en avant les conflits « secondaires » (Israël-Palestine ; Israël-Hezbollah) pour éviter tout choc frontal.

Le régime iranien a donc délibérément choisi l'escalade, notamment avec les déclarations anti-israéliennes d'Ahmadinejad à l'automne 2005. Il a aussi choisi lui-même le terrain d'affrontement en profitant des tensions entre Israël et le Hamas, tout en gardant un profil beaucoup plus bas sur ses frontières proches (Irak, Afghanistan), où de toute façon le temps joue pour lui.

Personne à Téhéran ne pense sérieusement que l'Etat d'Israël soit menacé par une attaque en tenaille du Hamas et du Hezbollah. L'idée est plutôt de délibérément faire monter les enchères pour faire sentir aux Occidentaux ce qu'une extension de la crise à l'Iran pourrait leur coûter (crise de l'énergie, enlèvement en Irak et en Afghanistan), sans se trouver eux-mêmes en première ligne. C'est une façon de sanctuariser le pays.

Téhéran rejoue donc le « front du refus » : celui des pays et mouvements arabes opposés à toute reconnaissance d'Israël, de la Syrie au Hezbollah en passant par la « rue arabe ». Le discours officiel est donc panislamiste et joue sur la corde de l'anti-impérialisme, du nationalisme arabe et de l'antisionisme.

Mais, derrière cette habile manipulation de conflits extérieurs, Téhéran a évidemment une stratégie de long terme : devenir la grande puissance régionale au détriment de ses voisins arabes. La carte que l'Iran joue ici, outre bien sûr celle de sa capacité nucléaire, est l'arc chiite, de l'Irak au Hezbollah, en passant par le régime syrien. La montée en puissance du chiisme se fait à l'encontre de l'alliance des deux forces qui avaient soutenu l'Irak de Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran (1980-1988) : l'islamisme sunnite et le nationalisme arabe.

Dans le fond, la génération des anciens combattants iraniens, dont Ahmadinejad est représentatif, refait la guerre qu'elle a perdue. De plus, cette alliance de fait entre islam sunnite et nationalisme arabe constitue le cœur de l'opposition des Irakiens sunnites à la montée en puissance des chiïtes. De fait, aujourd'hui, en Irak, les ennemis des sunnites apparaissent de moins en moins être les Américains et de plus en plus les chiïtes, comme le montre l'évolution des pertes et des attaques dans le pays.

Les régimes sunnites arabes (Jordanie, Arabie saoudite, pays du Golfe) voient désormais dans cet arc chiite la

plus importante des menaces et n'hésitent plus à se désolidariser ouvertement de la nouvelle aventure contre Israël. Dans ce contexte, le Hamas va vite se trouver au cœur de la contradiction : soit en rajouter dans l'escalade militaire et n'être plus alors qu'une courroie de transmission d'intérêts étrangers chiïtes, soit s'affirmer comme acteur politique nationaliste.

Mais, dans ce dernier cas, encore faut-il qu'Israël accepte de négocier avec le

Hamas, ce qui est peu probable. De même au Liban, il reste à savoir quelle logique va l'emporter chez les non-chiïtes : solidarité avec le Hezbollah ou au contraire opposition à une aventure qui n'a plus rien à voir avec les intérêts nationaux libanais. Partout les sunnites vont être amenés à faire des choix par rapport aux forces chiïtes qui mènent le jeu aujourd'hui. Encore faut-il que ces mouvements sunnites puissent justement entrer dans une logique politique de négociations. Ce qui suppose qu'Israël

sélectionne soigneusement ses cibles au Liban et garde la porte ouverte avec la branche politique du Hamas. Mais il faut également que les régimes sunnites cessent leur rhétorique stérile qui les amène à soutenir en parole des mouvements dont ils souhaitent la défaite.

Plus que jamais c'est la voie politique qui doit s'imposer : cette voie n'est pas forcément celle de la diplomatie, mais celle de l'ajustement de la force militaire à des fins politiques. ■

La République islamique renforce son influence régionale



Au Liban mais aussi en Irak, en Afghanistan, en Palestine ou en Syrie, Téhéran avance ses pions face à Washington.

Téhéran

PAR LES TEMPS qui courent, la République islamique n'a pas peur de verser de l'huile sur le feu. Après avoir multiplié les messages provocateurs à l'égard d'Israël, elle est revenue à la charge, hier, en défiant son principal « ennemi » – les États-Unis – sur le dossier nucléaire. Tout se passe comme si le régime de Téhéran était convaincu d'être invulnérable. « Les Américains et leurs alliés israéliens sont embourbés dans la région. S'ils attaquent l'Iran, ils savent qu'ils sont finis », sourit Saeed Abu Taleb, député conservateur iranien, assis derrière son bureau dans le sud de Téhéran.

Avec trois autres de ses collègues, il attend le feu vert du chef du Parlement pour « partir au Liban soutenir la résistance du Hezbollah ». « Nous entretenons des liens profonds avec nos amis de la

région. Nous sommes solidaires les uns des autres. Washington n'arrive pas à comprendre... », glisse ce député, en évoquant à mi-mot la capacité de nuisance régionale de son pays.

En lançant ses opérations militaires en Afghanistan, puis en Irak,

après les attentats du 11 septembre 2001, George W. Bush pensait mettre fin au terrorisme. Quatre ans plus tard, c'est le chaos qui règne dans la région : la guerre civile fait rage en Irak, l'insécurité se propage en Afghanistan et la crise qui oppose Israël au Hezbollah laisse craindre un débordement du conflit sur les pays voisins.

En parallèle, la République islamique d'Iran est devenue incontournable. Grâce, ironiquement, à Washington, qui l'a débarrassée de ses ennemis voisins : les talibans en Afghanistan et Saddam Hussein en Irak. Elle a également repris son activité nucléaire et menace même de se retirer du traité de non-prolifération (TNP) si des sanctions lui étaient imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Surtout, elle s'est tissé une toile de réseaux et

d'alliances régionales qu'elle peut activer quand bon lui semble.

Aujourd'hui, les rapports qu'entretient l'Iran du président Mahmoud Ahmadinejad avec ses voisins se fondent sur un mélange complexe de solidarité confession-

nelle, d'affinités tiers-mondistes et d'alliances d'intérêt. À Bagdad, le nouveau gouvernement d'union nationale à majorité chiïte comprend des membres de factions politiques comme le parti CSRII d'Abdoulaziz Hakim qui vécut de longues années d'exil en République islamique.

À l'été 2003, l'Iran fut un des premiers pays à saluer la création d'un conseil de gouvernement transitoire. Depuis le renversement du régime du Baas, le tourisme religieux a repris entre les deux pays, qui hébergent les tombeaux des principaux imams chiïtes. Entre Liban et Iran, la solidarité religieuse joue également son rôle. Il n'est pas rare de voir de jeunes Libanais enturbannés traîner leurs guêtres à Qom, le Vatican du chiïsme iranien. Là-bas, tout le monde est fier de rappeler que le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, y acheva ses études coraniques à la fin des années 1980.

Mariage de convenance

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad, la rhétorique tiers-mondiste et anti-impérialiste du président trouve un large écho au-delà des frontières iraniennes. Lors d'une conférence de soutien à la Palestine organisée en avril à Téhéran, les multiples intervenants (de Ramadan Abdallah Chalah, leader du Jihad islamique, à Nicolas Madouro, le président du Parle-

ment vénézuélien) délivrèrent à l'unisson un message de soutien à la technologie nucléaire iranienne,

considérée comme un moyen de défier l'Amérique.

« Le monde arabe et islamique salue la victoire de l'Iran et son défi à la pression imposée par l'Amérique et le régime sioniste », avait, alors, déclaré Khaled Méchal, le chef du bureau politique du Hamas, qui est un habitué des allers-retours à Téhéran. En coulisse, certains intervenants allèrent jusqu'à encourager l'Iran à fabriquer la bombe atomique. Côté irakien, le jeune imam radical Moqtada Sadr n'a pas manqué, lors de son dernier séjour en Iran, de promettre la mobilisation de sa milice, l'armée du Mahdi, en cas d'attaque américaine contre l'Iran.

Quant à la Syrie, pourtant laïque et à majorité sunnite, elle ne cesse de renforcer ses liens avec Téhéran, face à une pression américaine et israélienne qui s'exerce sur les deux pays. « La Syrie et l'Iran sont deux pays menacés par les mêmes ennemis. Dans les circonstances actuelles, elles ont opté pour le mariage de convenance », note Scott Lasensky, spécialiste du Moyen-Orient au centre d'études de Washington United States Institute of Peace. Sur l'échiquier régional face à Washington, Téhéran dispose de nombreux pions.

DELPHINE MINOUI

LE FIGARO

21 juillet 2006

Strife forces families to flee Iraq's mixed areas

By Damien Cave

BAGHDAD: Relentless sectarian violence is forcing Iraqi families to flee their homes in larger and larger numbers, according to figures released Thursday by the Iraqi government.

Sattar Nowruz, a spokesman for the Ministry of Displacement and Migration, said that more than 1,100 families abandoned mixed areas for Shiite or Sunni strongholds in the last week alone, a fourfold increase since March.

In all, he said, nearly 27,000 families

— about 162,000 people — have registered for relocation aid since the bombing of a Shiite shrine in Samarra on Feb. 22, which set off waves of killings, kidnappings and reprisals.

Nowruz called the migration “a dangerous sign” that the country’s racial and ethnic segregation was accelerating. And, in a rare written statement that testifies to amplified concern, Iraq’s most prominent religious authority, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, called for an end to the bloodshed and a “campaign of displacement.”

“I urge all the Iraqis from all the sects and nationalities to be aware of the danger which threatens the future of their country,” he said, adding: “I also urge the thinkers, politicians, religious leaders, tribe’s leaders and others to exert maximum effort to stop the bloodletting, which will hinder the progress towards freedom and liberty.”

Sistani’s statement comes in the midst of violence that now claims an average of 100 Iraqi lives each day, according to a recent UN report.

U.S. military figures released Thursday showed that the number of attacks recorded in Baghdad jumped to an aver-

age of 34 a day in the last month, up from 24, despite an effort by Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki to crack down on violence in the capital.

Nowruz said that the Iraqis fleeing have tended to be among the minority sect in their areas, and that in some cases they had experienced or witnessed killings that pushed them out.

Khalid Abdul Wahid al-Janabi said he was one of the few Sunnis living a neighborhood just north of Sadr City in Baghdad when he was kidnapped and tortured by a Shiite militia. “I was dumped with 13 dead bodies in Kasra and Atash neighborhood because I was unconscious,” he said. “I have no enemies, but during last few months Mahdi army militias started to assassinate so many people.”

Once free, he moved to Falluja, a heavily Sunni area where he said he now lives with his brother’s and sister’s families. He said his old neighborhood — once 15 to 20 percent Sunni — is now almost exclusively Shiite.

The migration within Iraq has been spread across the country, among all sects.

The New York Times

28 killed across Iraq, a sharp if momentary decline

By Paul von Zielbauer

BAGHDAD: In a measure of how mired in violence Iraq has become in recent months, the 28 people who were reported killed across the country on Friday signaled a sharp if momentary decline in the daily death rate, and ranked the day as the most peaceful in a week in which more than 250 people were killed by gunfire, explosions, suicide attacks and sectarian killings.

The ebb in violence occurred on a day in which U.S. and Iraqi military forces fought a group of gunmen in a pitched pre-dawn battle in Baquba, a town northwest of Baghdad.

The battle, in which a U.S. helicopter attacked a building, killed six people, including two women, a 70-year-old man and a 2-year-old girl, said an Interior Ministry official who spoke on condition that he not be identified because he was not authorized to speak to reporters.

U.S. military officials said two insurgents were also killed in the attack.

The attack began at 3:30 a.m. after a roadside bomb in Hayal al-Nasser, near Baquba, struck an American military convoy, an officer said.

U.S. forces established a perimeter around 12 houses inhabited mostly by members of the Dulaimi tribe, who are Sunni, and attacked a number of armed men after they refused orders to leave, the officer said.

Hours after that battle, representatives of Iraq’s top elected officials, legis-

lators, tribal leaders and the largest political parties announced that they would form a new group to take on the challenge of reconciling the nation’s bitterly divided Sunni Arabs and Shiites.

The group will be known as the Supreme National Committee for Reconciliation and National Dialogue and will meet Saturday for the first time,

said Adnan al-Dulaimi, a Sunni member of Parliament. The committee will be charged with finding a way to push forward a plan created by Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki to bridge sectarian differences between Sunnis and Shiites, who make up 60 percent of the nation’s population.

In Mahmudiya, a city south of Baghdad controlled by Sunni Arabs, seven Iraqi soldiers and police officers and six insurgents were killed in a three-hour firefight, said Mouayid Fadhil, an Interior Ministry official and the city’s mayor. Two of the men killed were high-level insurgents, Fadhil said, who added that 38 other men were detained.

It was an extraordinarily violent time in Mahmudiya, a divided city in which 74 residents, most of them civilians, were killed in the past week.

On Monday, gunmen rampaged through a Shiite neighborhood in the town, killing at least 48 civilians and wounding dozens more, local police officials said. The next day, the police

found the bodies of 18 people they believed to be Sunni Arabs who were living in an apartment complex.

Also on Friday, a U.S. marine was killed in an attack in Anbar Province, military officials said.

In Baghdad on Friday, the day went by in what passes for calm, with reports of just eight people killed and several others wounded in bursts of violence that occurred despite an eight-hour ban on vehicular traffic.

Three police officers and three Iraqi soldiers were killed in a two-hour battle with men in the Mahmoudiya section of the city, the Interior Ministry official said.

In the Dawra neighborhood, in the south end of the city, an employee in the Ministry of Higher Education and Scientific Research, Bashar Yuhana, was shot and killed, the official said.

In Basra, a spokesman for the British military said U.K. soldiers had arrested an undisclosed number of suspected terrorists and seized explosives and weapons. The spokesman did not say how many people were arrested, but the Iraqi police put the number at three.

Also on Friday, an Iraqi group calling itself the Imam al-Hasan Army posted an Internet account of information it said it had received of Sunni kidnappings by Shiite militias. The group described the license numbers, models and colors of cars it asserted were used by Shiite groups in Baghdad to carry out attacks.

The New York Times

Les Irakiens sceptiques sur la réconciliation nationale

LE FIGARO 24 juillet 2006

MOYEN-ORIENT

Les tueries quotidiennes et les exactions de GI ont brisé le moral de populations que le premier ministre appelle au dialogue.

DANS L'ENCEINTE FORTIFIÉE de la zone verte, les politiques irakiens planchent, depuis samedi, sur un programme de réconciliation nationale. Mais dans les rues de Bagdad et de Kirkouk, où plus de soixante personnes ont trouvé la mort hier, la population se demande s'il n'est pas déjà trop tard pour rêver à un retour au calme.

« La violence a atteint un point de non-retour », se désole Heithar Faleh, un pharmacien de Bagdad, contacté par téléphone. « Le vendredi, c'est mon seul répit, car ce jour-là, ma fille ne va pas travailler et je ne tremble pas à l'idée qu'elle soit enlevée ou happée par une bombe. Quant à ma

femme, elle ne sort plus de la maison », dit-il.

Lancée à l'initiative du premier ministre Nouri al-Maliki, attendu en ce début de semaine à Washington après un détour par Londres, la commission de réconciliation nationale réunit une trentaine de participants. Ses objectifs annoncés comprennent « le dialogue entre ceux qui ne partagent pas les mêmes positions politiques, l'arrêt des liquidations sommaires et le recours à la loi pour résoudre les conflits ». Un programme ambitieux à l'heure où le nombre des victimes des attentats et tueries intercommunautaires ne cesse d'augmenter. D'après un rapport alarmant, publié la semaine dernière par la mission d'assistance de l'ONU pour l'Irak (Unami), près de 6 000 civils ont trouvé la mort en Irak en mai et juin dernier.

Comme une « salle routine qui se répète au quotidien », selon l'expression utilisée par le pharmacien irakien, la journée d'hier a connu son lot de violence. À Bagdad, deux attentats ont causé la mort d'une quarantaine de civils dans le quartier populaire chiite de Sadr City. Plus tard, on apprenait l'explosion, à Kirkouk, ville multiethnique du Nord, d'une voiture piégée devant le tribunal local. Bilan : une vingtaine de morts et quelque 100 blessés.

Dans ce contexte, la sécurité sera un des thèmes majeurs abordés lors de la rencontre entre le premier ministre irakien et le président américain George W. Bush. Il sera également sûrement question de l'agenda du retrait des forces américaines en Irak, qui fait aujourd'hui l'objet d'une polémique entre les différentes tendances politiques irakiennes. Samedi, le chef du Parlement irakien, Mahmoud al-Machhadani, un sunnite nationaliste, n'a pas hésité à fustiger les troupes d'occupation en ironisant sur le fait que « le



A Kirkouk, hier, une voiture piégée devant le tribunal faisait 20 morts. AFP

Saddam Hussein hospitalisé

■ Affaibli par sa grève de la faim entamée le 8 juillet dernier, le président irakien déchu Saddam Hussein a été hospitalisé hier et sera absent aujourd'hui à la reprise, à Bagdad, de son procès devant le Haut Tribunal pénal irakien pour le massacre de chiites dans les années 1980. « Saddam Hussein vient d'être admis dans un hôpital en raison de sa grève de la faim », a déclaré à l'AFP le procureur général Jaafar al-Moussaoui, ajoutant que le président déchu ne s'alimente qu'avec des liquides. Toutefois, a prévenu le chef des juges d'instruction, « Saddam Hussein sera dans le box des accusés au moment où le tribunal décidera de l'entendre. »

sommeil des chiens (détecteurs d'explosifs) américains est plus important que les gens qui sont arrêtés dans la rue pendant des heures ». Vendredi, le chef radical chiite irakien, Moqtada Sadr, avait, pour sa part, appelé publiquement Nouri al-Maliki à renoncer à son voyage aux États-Unis, qu'il considère hostile aux musulmans, au regard du conflit qui oppose le Hezbollah libanais à Israël. Quant à Movafaq al-Roubaye, un chiite modéré, qui occupe le poste de conseiller à la Sécurité nationale, il s'efforce de tenir des propos plus nuancés en appelant à un retrait progressif des troupes étrangères.

Désillusions

De son côté, la population commence à se lasser de la présence des Américains, les récents scandales du viol d'une Irakienne par un GI et de la tuerie d'Haditha ne faisant qu'augmenter les rancunes déjà provoquées par les tor-

tures d'Abou Ghraïb. « À la chute de Bagdad, en avril 2003, j'ai applaudi l'intervention américaine. Je me disais que seule une force militaire étrangère pouvait nous débarrasser de la tyrannie de Saddam. Je rêvais d'un autre Irak. Aujourd'hui, j'ai l'impression d'avoir été dupé », confiait récemment au Figaro Hussein Jassin, un professeur de confession chiite.

Aujourd'hui, nombreux sont les Irakiens qui, à Bagdad, pointent amèrement du doigt les gigantesques grues qui s'activent, sur la rive gauche du Tigre, pour construire le nouveau bâtiment de l'ambassade américaine, unique signe de reconstruction dans une capitale qui s'effondre sous le coup de la violence. La précarité des infrastructures, la pénurie en essence et le manque d'électricité (une moyenne d'une heure toutes les six heures) ne font que s'ajouter à la longue liste des désillusions.

DELPHINE MINOUI

La Syrie et l'Iran cherchent à tirer profit de la crise

LA SYRIE et l'Iran sont les deux pays qui tiennent à profiter de la crise au Proche-Orient. La Syrie espère y trouver le moyen de rompre l'isolement international dans lequel elle est tenue, en passant du rôle de paria à celui de médiateur qui pourrait être sollicité par la communauté internationale pour tenter d'obtenir la libération des soldats israéliens enlevés au Liban et à Gaza. L'Iran, lui, observe que son dossier nucléaire est passé au second plan depuis que le Conseil de sécurité de l'ONU a été saisi de l'affaire du Liban. La République islamique profite des événements pour rappeler son poids régional, et les leviers dont elle dispose au Proche-Orient.

Le geste le plus marquant de l'Iran, depuis le déclenchement des opérations israéliennes au Liban, a été de déclarer que toute attaque contre la Syrie reviendrait à attaquer l'Iran. Il a menacé Israël de « dégâts inimaginables » si cela devait se produire. Des hauts responsables iraniens, dont le Guide suprême, l'ayatollah Khomeini, ont multiplié les déclarations de soutien au Hezbollah libanais, un mouvement auquel Téhéran fournit des armements sophistiqués depuis des années.

Vendredi 21 juillet, lors d'un prêche à Téhéran, Akbar Hachemi Rafsandjani, le chef du Conseil de discernement, a déclaré que les « forces du Hezbollah [avaient] réalisé un bel exploit et résistaient bien ». Il a aussi rejeté les accusations formulées à l'encontre de son pays, déclarant qu'il était « faux de dire que l'Iran et la Syrie sont derrière » les actions du Hezbollah.

De son côté, le régime syrien du président Bachar Al-Assad attend son heure, persuadé qu'il sera incontournable pour qu'un règlement puisse intervenir entre le Hezbollah et Israël, estiment des experts et des diplomates occidentaux. Sur le plan rhétorique, la Syrie fait moins de déclarations enflammées que l'Iran, même si elle a accusé vendredi Israël de « terrorisme d'Etat ». La Syrie a été accusée par George Bush d'avoir provoqué l'embrasement de la région afin de « revenir au Liban », d'où ses troupes se sont retirées en 2005, à la suite du vote de la résolution 1559 de l'ONU sur la souveraineté du pays du Cèdre, un texte parrainé par la France et les Etats-Unis.

« Le fils légitime de la révolution »

« La Syrie a beaucoup à gagner des derniers événements », estime Nadim Shehade, chef du département Proche-Orient de l'Institut royal des études stratégiques à Londres. « Elle va pouvoir offrir de résoudre un problème qu'elle a elle-même créé. » Selon lui, l'influence syrienne joue auprès du Hezbollah, mais aussi auprès du groupe du Hamas qui a enlevé un soldat israélien à Gaza, fin juin. Ce groupe serait rattaché à Khaled Mechaal, le représentant du Hamas en Syrie.

La Russie a réagi en dépêchant son vice-ministre des affaires étrangères, Alexandre Sultanov, à Damas, où il s'est entretenu, jeudi, avec le président Bachar Al-Assad. Aucun officiel de l'ONU, ni européen, n'a fait de déplacement à Damas, la Syrie ayant refusé la

venue d'un des émissaires de Kofi Annan. Le 17 juillet, cinq jours après le déclenchement des hostilités au Liban, le ministre iranien des affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a effectué une visite surprise à Damas, où il a déclaré qu'un « règlement raisonnable » du conflit devait inclure « un cessez-le-feu suivi d'un échange de prisonniers ».

L'alliance scellée entre l'Iran et la Syrie dans les années 1980, en raison de leur hostilité commune au régime irakien, aujourd'hui déchu, ne s'est jamais démentie. A fortiori le lien entre l'Iran et le Hezbollah, qui est « le fils légitime de la révolution iranienne » au Liban, pour reprendre l'expression d'Ali Nouri Zadeh, spécialiste des affaires iraniennes du quotidien saoudien *Al-Chark Al-Aousat*.

Cet axe est aujourd'hui à la contre-offensive face aux Etats-Unis et à son allié Israël. Il tire sa force de la capacité de nuisance de Téhéran et de Damas dans l'ancienne Mésopotamie et de ce qu'il considère comme sa puissance de dissuasion, via le Hezbollah. L'alliance entre Téhéran et Damas se veut le bouclier régional contre les projets américains de remodelage de la région.

Mais les experts soulignent que le régime syrien, plus faible que celui des mollahs en Iran, redoute particulièrement le scénario d'une attaque israélienne. Des avions militaires israéliens ont survolé début juillet le palais de Bachar Al-Assad, en guise de mise en garde. ■

MOUNA NAIM (À BEYROUTH)
ET NATALIE NOUGAYRÈDE

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, écrit à Jacques Chirac

LE PRÉSIDENT iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a envoyé cette semaine deux lettres, l'une à la chancelière allemande, Angela Merkel, l'autre à Jacques Chirac, faisant toutes deux allusion à la détérioration de la situation au Proche-Orient et au rôle que Téhéran se dit disposer à jouer pour y remédier, au côtés de ces pays européens. Début mai, le dirigeant iranien avait fait parvenir une lettre au président américain, George Bush, où il se livrait à une attaque en règle de la politique de Washington au Proche-Orient.

La lettre adressée à M. Chirac est d'une teneur différente de celle écrite à M^{me} Merkel, dont le texte inclut des considérations qualifiées d'« inacceptables » par le porte-parole du gouvernement allemand, « en particulier sur le droit à l'existence d'Israël et l'Holocauste ». Ce texte a été envoyé mercredi 19 juillet.

C'est la veille, à l'occasion de la présen-

tation des lettres de créance du nouvel ambassadeur de la République islamique d'Iran à Paris, qu'une missive de M. Ahmadinejad a été transmise à M. Chirac. L'entourage du président français, qui n'avait pas fait état de cette missive, a confirmé vendredi au *Monde* son existence, précisant que son contenu était « très général » et qu'il n'apportait « rien de nouveau » sur la question du programme nucléaire iranien.

Ces textes constituent toutefois des signaux directs rares, de la part du président iranien, qui poursuit ainsi, selon des sources diplomatiques françaises, une stratégie visant à enfoncer des coins entre les Occidentaux, sur la question des sanctions auxquelles l'Iran pourrait être exposé, au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU, en raison de la poursuite de ses activités d'enrichissement d'uranium. L'Iran cherche aussi à rappeler, au moment où le conflit entre l'ar-

mée israélienne et le Hezbollah au Liban ne donne aucun signe d'apaisement, qu'il dispose de moyens d'influence dans la région.

Projet de résolution

La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont présenté, jeudi, un projet de résolution au Conseil de sécurité de l'ONU, faisant référence à l'article 41 du chapitre VII de la Charte de l'ONU, qui autorise le recours à des sanctions – sans toutefois permettre l'usage de la force. Le texte, soutenu par les Etats-Unis, appelle à une interdiction de toute transaction financière avec l'Iran en matière de ventes de technologies nucléaires ou liées à des missiles balistiques. De semblables mesures ont déjà été prises à l'encontre de la Corée du Nord.

La Russie et la Chine, soulignent des diplomates, s'emploient toutefois à l'ONU à réduire l'ampleur de toute mesure concrète pouvant intervenir contre Téhéran. ■

N. No.

Our Corner of Iraq

By Peter W. Galbraith

JULY 25, 2006

The New York Times

WHAT is the mission of the United States military in Iraq now that the insurgency has escalated into a full-blown civil war? According to the Bush administration, it is to support a national unity government that includes all Iraq's major communities: the Shiites, Sunni Arabs and Kurds. O.K., but this raises another question: What does the Iraqi government govern?

In the southern half of Iraq, Shiite religious parties and clerics have created theocracies policed by militias that number well over 100,000 men. In Basra, three religious parties control — and sometimes fight over — the thousands of barrels of oil diverted each day from legal exports into smuggling. To the extent that the central government has authority in the south, it is because some of the same Shiite parties that dominate the government also control the south.

Kurdistan in the north is effectively independent. The Iraqi Army is barred from the region, the Iraqi flag prohibited, and central government ministries are not present. The Kurdish people voted nearly unanimously for independence in an informal referendum in January 2005.

And in the Sunni center of the nation and Baghdad, the government has virtually no control beyond the American-protected Green Zone. The Mahdi Army, a radical Shiite militia, controls the capital's Shiite neighborhoods, while Qaeda offshoots and former Baathists are in-

creasingly taking over the Sunni districts.

creasingly taking over the Sunni districts.

While the Bush administration professes a commitment to Iraq's unity, it has no intention of undertaking the major effort required to put

Peter W. Galbraith, a former United States ambassador to Croatia, is the author of "The End of Iraq: How American Incompetence Created a War Without End."

the country together again. During the formal occupation of Iraq in 2003 and 2004, the American-led coalition allowed Shiite militias to mushroom and clerics to impose Islamic rule in the south, in some places with a severity reminiscent of Afghanistan's Taliban.

To disarm militias and dismantle undemocratic local governments now would bring the United States into direct conflict with Iraq's Shiites, who are nearly three times as numerous as the Sunni Arabs and possess vastly more powerful militias and military forces.

There are no significant coalition troops in Kurdistan, which is secure and increasingly prosperous. Arab Iraqis have largely accepted Kurdistan's de facto separation from Iraq, and so has the Bush administration.

In the Sunni center, our current strategy involves handing off combat duties to the Iraqi Army. Mostly, it is Shiite battalions that fight in the Sunni Arab areas, as the Sunni units are not reliable. Thus what the Bush administration portrays as "Iraqi" security forces is seen by the local Sunni population as a hostile force loyal to a Shiite-dominated government in Baghdad, installed by the American invaders and closely aligned with the traditional enemy, Iran. The more we "Iraqize" the fight in the Sunni heartland, the more we strengthen the insurgents.

Because it is Iraq's most mixed city, Baghdad is the front line of Iraq's Sunni-Shiite civil war. It is a tragedy for its people, most of whom do not share the sectarian hatred behind the killing. Iraqi forces cannot end the civil war because many of them are partisans of one side, and none are trusted by both communities.

For the United States to contain the civil war, we would have to deploy more troops and accept a casualty rate many times the current level as our forces changed their mission from a support role to intensive police duties. The American people would not support such an expanded mission, and the Bush administration has no desire to undertake it.

The administration, then, must match its goals in Iraq to the resources it is prepared to deploy. Since it cannot unify Iraq or stop the civil war, it should work with the regions that have emerged. Where no purpose is served by a continuing military presence — in the Shiite south and in Baghdad — America and its allies should withdraw.

As an alternative to using Shiite and American troops to fight the insurgency in Iraq's Sunni center, the administration should encourage the formation of several provinces into a Sunni Arab region with its own army, as allowed by Iraq's Constitution. Then the Pentagon should pull its troops from this Sunni territory and allow the new leaders to establish their authority without being seen as collaborators.

Seeing as we cannot maintain the peace in Iraq, we have but one overriding interest there today — to keep Al Qaeda from creating a base from which it can plot attacks on the United States. Thus we need to have troops nearby prepared to re-engage in case the Sunni Arabs prove unable to provide for their own security against the foreign jihadists.

This would be best accom-



plished by placing a small "over the horizon" force in Kurdistan. Iraqi Kurdistan is among the most pro-American societies in the world and its government would welcome our military presence, not the least because it would help protect Kurds from Arab Iraqis who resent their close cooperation with the United States during the 2003 war. American soldiers on the ground might also ease the escalating tension between the Iraqi Kurds and Turkey, which is threatening to send its troops across the border in search of Turkish Kurd

terrorists using Iraq as a haven.

From Kurdistan, the American military could readily move back into any Sunni Arab area where Al Qaeda or its allies established a presence. The Kurdish peshmerga, Iraq's only reliable indigenous military force, would gladly assist their American allies with intelligence and in combat. And by shifting troops to what is still nominally Iraqi territory, the Bush administration would be able to claim it had not "cut and run" and would also avoid the political complications — in United States

and in Iraq — that would arise if it were to withdraw totally and then have to send American troops back into Iraq.

Yes, a United States withdrawal from the Shiite and Sunni Arab regions of Iraq would leave behind sectarian conflict and militia rule. But staying with the current force and mission will produce the same result. Continuing a military strategy where the ends far exceed the means is a formula for war without end. □

Iraqi prime minister pledges to pursue war

Speech to Congress draws thin applause

By Brian Knowlton

WASHINGTON: Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki drew a dire picture of the stakes of the war in Iraq on Wednesday, but avoided the subject of Lebanon and other divisive issues that have dogged his first official visit here.

"Do not think that it is only an Iraqi problem," Maliki said of the war there. "This terrorist front is a threat to every free country in the world and their citizens."

Maliki somberly told a joint meeting of Congress that with continued U.S. help his country could turn back the terrorist threat. If terrorists could be defeated in Iraq, he said, "they will never be able to recover."

But amid an angry controversy here over Maliki's criticism of Israel for its offensive in Lebanon, several Democrats boycotted the speech.

In his speech, which the White House had reviewed ahead of time, Maliki said nothing about Lebanon or Israel. Nor did he mention other points of tension between his government and the Bush administration, such as the question of whether Americans charged with crimes against Iraqi civilians should be subject to trial in Iraqi courts.

But with resurgent violence in Iraq and a palpable ebbing of confidence in Washington about progress there, applause from lawmakers of both parties was restrained. Maliki received a scant 15 seconds of applause upon arrival. There was little sign as the speech unfolded that he had succeeded in winning over skeptical legislators.

The latest surge of violence in Baghdad, which President George W. Bush himself described Tuesday as "terrible," had given the visit a somber cast. The tone was soured further for some legis-

lators by Maliki's critical comments about Israel. While the United States has defended Israel's military response to attacks by the Hezbollah militia, Maliki has denounced the bombing of Lebanon as "criminal."

About 20 Democratic lawmakers sent a letter to the Republican House leaders asking that they rescind Maliki's invitation. "We are unaware of any prior instance where a world leader who worked against the interests of the United States was afforded such an honor," they wrote.

Republicans disagreed. "To even think that some of my Democratic colleagues are not going to show up to continue that show of support, that dialogue and, yes, ask questions and ask tough questions, is just wrong," Senator Bill Frist of Tennessee, the majority

leader, said Wednesday on CBS-TV.

Maliki's speech repeatedly sounded themes consonant with the administration's policy. He invoked Iraq's young democracy 18 times and referred to terror and terrorists more than 30 times. He drew applause when he proclaimed, "I will not allow terrorists to dictate to us our future."

He said that Iraqi troops were making strides and would move to disarm all armed militias, but that it was too soon to contemplate the departure of international troops. "Only when Iraq's forces are fully capable will the job of the multinational forces be complete," he said.

Thanking Congress for reconstruction aid, he urged it to funnel more money through Iraqi companies. He acknowledged the gravity of the situation in Iraq, referring to the "carnage" and to the doubts of some in Congress.

"Some of you here question whether Iraq is part of the war on terror," he said.

"Let me be very clear: This is a battle between true Islam, for which a person's liberty and rights constitute essential cornerstones, and terrorism, which wraps itself in a fake Islamic cloak."

The White House press secretary, Tony Snow, asked whether Bush had pressed Maliki in their meeting Tuesday to publicly condemn Hezbollah, as Democrats have demanded, said: "The president is not a puppeteer in this case. He's not pulling the strings" of Maliki.

International Herald Tribune

Sheryl Gay Stolberg of *The New York Times* contributed reporting.

■ Saddam reappears in court

A thinner Saddam Hussein told the court Wednesday he would prefer to die by firing squad rather than hang "like a common criminal," as the defiant ex-president made his final scheduled appearance before the tribunal until it renders a verdict, The Associated Press reported from Baghdad.

The prosecution has asked for the death penalty for Saddam and two of the other seven defendants for their role in the deaths of Shiite Muslims in a crackdown following a 1982 assassination attempt against the Iraqi ruler in Dujail.

Saddam appeared to hear his court-appointed attorney read a final summation, arguing that prosecution witnesses and documents failed to link Saddam to any of the atrocities in Dujail.

Saddam also said he was brought against his will from a hospital, where he was rushed Sunday on the 17th day of a hunger strike and fed through a tube.

Herald INTERNATIONAL Tribune

July 27, 2006



Une combattante du PKK, dans un camp situé dans les montagnes Haqouri, dans le Kurdistan irakien.

Chantage turc à une opération à l'israélienne en Irak du Nord

Ankara fait monter la pression pour s'attaquer aux rebelles du PKK.

Istanbul de notre correspondant

Il y a certes une part de pure gesticulation pour satisfaire le nationalisme croissant de l'opinion publique turque. Mais, malgré l'opposition déclarée de Washington, les autorités d'Ankara évoquent toujours plus ouvertement une éventuelle «opération antiterroriste» transfrontalière en Irak du nord, pour attaquer les bases des rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), considéré comme une organisation terroriste aussi bien par les Américains que l'Union européenne.

«Sale guerre». Depuis le printemps, le PKK a intensifié ses attaques dans le sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes (ils représentent 13 millions des 70 millions de citoyens turcs). Plus de 20 soldats ont été tués ces deux dernières semaines lors d'accrochages ou par des mines. Depuis le début de l'année, le bilan des affrontements entre l'armée et les

rebelles s'élève à 600 victimes environ. Les Kurdes craignent désormais un retour de la «sale guerre» qui a fait 37 000 morts entre 1984 et 1999. Jusqu'à la capture du leader du PKK, Abdullah Öcalan, au Kenya - il a depuis été condamné à la prison à vie. La multiplication du nombre de «martyrs» renforce, elle, les sentiments antikurdes et chauvins, qui visent en particulier les Etats-Unis.

«L'opinion ne peut admettre que les Etats-Unis reconnaissent le droit d'Israël à l'autodéfense et refusent ce même droit à la Turquie.»

Asli Aydintasbas, du quotidien *Sabah*

«Israël ratisse l'ensemble des territoires palestiniens et opère au Liban quand un seul de ses soldats est enlevé par les terroristes, et nous ne faisons rien alors que des dizaines de nos soldats sont tués», déclarait la semaine dernière au quotidien populaire *Hurriyet* un ministre qui préférerait rester anonyme. Le Premier mi-

nistre Recep Tayyip Erdogan, de l'AKP (Parti de la justice et du développement), issu du mouvement islamiste, n'a pas hésité à «remettre à sa place» l'ambassadeur américain qui lui exposait l'opposition de l'administration Bush à une opération transfrontalière en Irak, qui ferait encore monter la tension dans la région. «C'est au gouvernement et non aux ambassadeurs de décider sur de tels sujets», a rétorqué le leader de l'AKP soumis à la pression de médias déchainés. «L'opinion ne peut admettre que les Etats-Unis reconnaissent le droit d'Israël à l'autodéfense et refusent ce même droit à la Turquie», écrit Asli Aydintasbas du populaire *Sabah*. Mais, dans les colonnes du libéral et très intellectuel quotidien *Radikal*, Hasan Cemal n'est pas en reste, affirmant que «pour la Turquie aussi une opération transfrontalière est

un droit et la condition indispensable de sa sécurité».

Les autorités ont d'ores et déjà annoncé avoir donné les ordres pour préparer les plans

et le dispositif pour une telle opération en Irak du nord, vers les monts Kandil, où se trouvent les bases du PKK. Mais Erdogan, en fait, mise surtout sur l'effet d'annonce pour calmer son opinion publique. Une intervention dans

le Kurdistan d'Irak aurait en effet des conséquences dévastatrices sur les rapports de la Turquie avec Washington et même l'Union européenne. Cette région dispose d'une quasi-indépendance, et les partis kurdes irakiens sont les plus solides alliés des Occidentaux dans le pays. Président de la région, Massoud Barzani, leader du Parti démocratique du Kurdistan, tout en s'engageant à prendre des mesures contre le PKK, répétait encore mardi que «les troupes turques ne seraient pas les bienvenues» et que «les forces kurdes défendraient leur territoire».

Recours à l'Otan. En faisant monter la pression, Recep Tayyip Erdogan, après un entretien téléphonique avec George W. Bush, a réussi à obtenir un engagement pour une action concertée «afin de faire face à la menace terroriste». Le Premier ministre turc a même proposé depuis que l'Otan soit chargée en Irak du nord de la même mission qu'en Afghanistan contre le terrorisme. C'est une façon de rappeler à nouveau clairement les priorités d'Ankara, mais aussi de préparer l'opinion à une éventuelle participation turque à une force de maintien de la paix internationale au Sud-Liban. Une majorité de Turcs y est pour le moment hostile, estimant que les Américains adoptent un «double standard» dans la lutte contre le terrorisme. ◀

RAGIP DURAN

Six rebelles kurdes abattus par l'armée dans le Sud-Est de la Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 22 juil 2006 (AFP) - 11h27 - Six rebelles kurdes et deux soldats turcs ont péri vendredi et samedi lors d'affrontements dans le Sud-Est à population en majorité kurde de la Turquie, ont affirmé des sources locales et des responsables officiels à Diyarbakir, principale ville de cette région.

Deux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes) ont été abattus vendredi soir par les forces de sécurité turques dans une zone montagneuse de la province de Sirnak, voisine de l'Irak, ont annoncé samedi des sources locales.

Quatre autres membres du PKK ont également été tués vendredi dans la province de Van, proche de l'Iran, lors d'une opération qui a également fait quatre blessés dans les rangs des forces de sécurité, selon des responsables de la sécurité.

Un des soldats blessés est mort samedi à l'hôpital des suites de ses blessures, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Un autre soldat a été tué vendredi dans la région de Sirnak par des tirs contre l'hélicoptère dans lequel il se trouvait.

L'armée a intensifié ses opérations contre le PKK, considéré par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne comme une organisation terroriste, en réponse à la mort de 15 membres des forces de sécurité dans le Sud-Est anatolien la semaine dernière.

Ankara a menacé cette semaine d'effectuer des incursions militaires dans le Nord de l'Irak pour y anéantir les nombreux camps utilisés comme bases arrière par le PKK si les Etats-Unis et l'Irak n'intervenaient pas eux-mêmes contre les rebelles.

Erdogan appelle l'Otan a intervenir contre le PKK



ANKARA, 25 juil 2006 (AFP) - 09h38 - Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a appelé l'Otan à participer à la lutte contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui multiplie leurs actions en Turquie à partir de leurs bases irakiennes, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

"L'Otan, de la même façon qu'elle s'est jointe à la lutte contre le terrorisme en Afghanistan, devrait (...) accomplir la même tâche ici", a déclaré tard lundi M. Erdogan à des journalistes de son lieu de vacances dans le Nord-Ouest de la Turquie.

L'appel de M. Erdogan intervient à un moment où Ankara manifeste son exaspération face aux réticences des Etats-Unis et de l'Irak à intervenir contre les nombreux camps établis par le PKK dans les montagnes du Nord de l'Irak.

La Turquie a menacé la semaine dernière de déclencher des opérations militaires transfrontalières pour régler elle-même la question si Washington et Bagdad persistaient dans leur inaction.

Les Etats-Unis, qui, comme la Turquie et l'Union européenne, considèrent le PKK comme une organisation terroriste, se sont efforcés de dissuader Ankara d'intervenir en Irak et ont plaidé pour des efforts concertés, impliquant également Bagdad.

Ce serait bien si nous pouvions travailler dans un effort trilatéral et obtenir des résultats", a commenté M. Erdogan. "Sinon, nous nous chargerons de nos propres problèmes".

Au moins 94 rebelles et 56 membres des forces de sécurité turques ont péri depuis le début de l'année dans le Sud-Est anatolien peuplé en majorité de Kurdes, selon un comptage de l'AFP.

Des rebelles kurdes ont également revendiqué 11 attentats à la bombe dans des zones urbaines qui ont fait au total 9 morts et près de 140 blessés.

Enquête sur un général qui avait ordonné des attentats en zone kurde



ANKARA, 28 juil 2006 (AFP) - 12h57 - L'armée turque a annoncé vendredi une enquête à la suite des révélations à un hebdomadaire d'un général à la retraite qui affirmait avoir ordonné des attentats à la bombe dans le sud-est du pays à majorité kurde pendant qu'il y était cantonné dans les années 90.

La Turquie est sommée de fournir des explications sur les accusations dont font l'objet des éléments de ses forces de sécurité qui se seraient livrés à des exécutions sommaires, des extorsions de fonds, des enlèvements et de la contrebande dans le sud-est pendant les années 90 au moment le plus fort de la rébellion séparatiste kurde.

Le général à la retraite Altay Tokat a déclaré à l'hebdomadaire Yeni Aktuel qu'il avait ordonné que des bombes soient lancées à proximité du domicile de deux fonctionnaires de la région afin de les intimider et, selon ses propos, "les convaincre de la gravité de la situation".

Le général n'a pas fourni plus de précisions sur la cible des attentats ni sur leur lieu exact.

Il les a qualifiés de "soigneusement planifiés", souligné qu'ils avaient un impact "purement psychologique" et n'avaient fait aucune victime.

Les remarques du général commentaient sa justification d'une attaque mortelle à la grenade contre une librairie tenue par un Kurde membre du PKK à Semdinli. Deux soldats ont écopé de 40 ans de prison chacun pour ce meurtre.

"Qu'est-ce que nous devons faire? Nous croiser les bras pendant que le libraire relaie des messages au PKK ? Ce lancer de grenade est un acte hors la loi? Cette loi est alors inacceptable." a conclu le général.

Selon l'hebdomadaire le général a pris sa retraite en 1999 au terme de 39 ans de carrière au cours desquels il a été décoré trois fois. Il fait actuellement partie du comité exécutif du Parti d'Action Nationale (extrême droite).

Turquie : 130 personnes arrêtées lors d'une réunion du parti pro-kurde DTP



DIYARBAKIR (Turquie), 30 juil 2006 (AFP) - 14h37 - La police turque a placé en détention dimanche quelque 130 personnes lors d'une réunion organisée par le principal parti kurde du pays, arguant que cet événement était lié aux rebelles kurdes armés, ont annoncé les forces de sécurité.

La police a affirmé que la réunion, qui s'est tenue à Sanliurfa (sud-est) avait été organisée au nom d'une "organisation terroriste", terme utilisé pour désigner le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe séparatiste armé considéré comme terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Le Parti pour une société démocratique (DTP), principale formation pro-kurde du pays, a déclaré que le seul but de cette réunion était d'avoir un débat sur les problèmes de la ville.

Les détenus doivent comparaître devant un tribunal et certains pourraient être accusés d'actes criminels, ont indiqué les mêmes sources.

Les hommes politiques kurdes sont souvent soupçonnés d'être des instruments du PKK, qui mène depuis 1984 une rébellion sanglante dans le sud-est de la Turquie, où les violences ont fait plus de 37.000 morts.

Le DTP a été créé fin 2005 par d'anciens députés kurdes dans le but de résoudre le problème kurde par des moyens pacifiques, mais a échoué jusqu'ici, les violences s'étant multipliées ces derniers mois dans le sud-est du pays.

Plusieurs responsables du parti, qui n'est pas représenté au Parlement, sont sous le coup de poursuites judiciaires pour complicité avec le PKK.

Le mois dernier, un procureur turc a ouvert une enquête pour déterminer si la première convention du DTP avait fait de la propagande pour le PKK après que des participants eurent agité des drapeaux kurdes et des affiches représentant le chef séparatiste emprisonné Abdullah Öcalan.

TURQUIE - Ankara séduit par les méthodes militaires de Tel-Aviv

Depuis le mois de juin, le Parti des travailleurs kurdes (PKK), réfugié dans le nord de l'Irak, multiplie les attaques dans le sud-est de la Turquie. Les raids d'Israël au Liban pour lutter contre le Hezbollah donnent des idées au gouvernement turc.

"Nous ferons comme Israël", titre le quotidien turc *Hürriyet* quelques jours après le début de l'offensive israélienne au Liban. En effet, depuis le mois de juin dernier, les Turcs font l'objet d'attaques en série perpétrées par le Parti des travailleurs kurdes, le PKK, dans le sud-est du pays. L'organisation kurde s'est réfugiée en Irak en 1999 après avoir déclaré unilatéralement un cessez-le-feu. Depuis 2002, elle a repris les armes et lance ses actions à partir de ses bases situées dans le nord de l'Irak. Face à ce regain de violence, le gouvernement veut réagir et l'exemple d'Israël a de quoi l'inspirer. Le quotidien turc rapporte les propos du porte-parole du gouvernement, Cemil Çiçek "nous voulons écarter les Kurdes du PKK du nord de l'Irak". Selon *Hürriyet*, certains membres du gouvernement pensent que, "parce que d'autres pays le font, la Turquie a le droit de le faire aussi."

Beaucoup désirent donc que le principe de la guerre défensive pratiquée par Israël et les Etats-Unis soit également utilisé par la Turquie. Mais *Hürriyet* estime dans un éditorial "qu'en réalité essayer de comparer les mesures que pourrait prendre la Turquie par rapport au PKK et ce que fait Israël contre le Hamas et le Hezbollah est inutile. La seule façon pour la Turquie d'être victorieuse serait de déclencher une opération terrestre, mais pour cela il faudrait qu'elle entre en opposition avec les Etats-Unis et les autorités kurdes du nord de l'Irak."

Le journal estime que la Turquie pourrait plutôt mener une opération aérienne, prouvant la détermination du gouvernement. Mais, là encore, le gouvernement turc se heurte à l'opposition des Américains. Bien que l'ambassadeur américain à Ankara ait déclaré que "la Turquie, comme tous les autres pays, a le droit et le devoir de se défendre", la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a affirmé à plusieurs reprises qu'elle ne voulait pas d'une opération qui déstabilise la seule région pacifiée d'Irak.

Le quotidien turc *Zaman* estime pour sa part dans un éditorial que "la Turquie n'est pas Israël" et ne peut pas se permettre d'utiliser les mêmes méthodes. Selon l'éditorialiste, une potentielle opération de la Turquie contre les Kurdes du PKK serait en accord avec le droit international, sauf que "les lois internationales existent pour faire respecter les droits des puissants. Aussi longtemps que les lois internationales continueront à être un jeu de pouvoir, les faibles [en l'occurrence la Turquie] n'auront aucun intérêt à chercher refuge dans le droit international."

Un autre obstacle à cette opération est que "la Turquie a condamné l'offensive israélienne au Liban. Que dirait le monde à propos d'une action militaire entreprise par la Turquie à l'encontre des Kurdes du PKK installés en Irak alors que le gouvernement turc a clairement pris parti contre l'action d'Israël à l'encontre du Hezbollah au Liban ?"

Par ailleurs, selon *Zaman*, la Turquie ne peut pas être comparée à Israël car une attaque de la Turquie ne pourrait être qualifiée de guerre, contrairement à l'offensive d'Israël au Liban, "qui risque de se propager à tout le Moyen-Orient et de créer le chaos". Et l'éditorialiste suggère que "la Turquie peut protéger ses intérêts en préservant la paix et la stabilité, sans passer par le conflit armé et en privilégiant le dialogue." On pourrait croire qu'il rejette une intervention turque en Irak mais il n'en est rien car il conclut : "Une opération turque dans le nord de l'Irak ne va pas accroître la violence mais la diminuer."

Christelle Gilbert

L'État hébreu tenté de frapper la Syrie

Malgré les assurances dispensées officiellement à Jérusalem, la guerre au Liban rend la situation entre les deux voisins explosive.

Jérusalem

UN PÉRILLEUX engrenage s'est enclenché entre Israël et la Syrie. L'annonce par l'état-major de Tshal de la mobilisation de trois divisions de réserve (soit environ 15 000 à 30 000 soldats) a fait monter la tension de plusieurs crans. Comme l'a admis hier Eli Ishaï, un ministre membre du cabinet de sécurité qui a pris cette décision spectaculaire, « nous ne pouvions pas rester indifférents alors que l'armée syrienne a été placée en état d'alerte, s'entraîne activement et a renforcé ses positions à la frontière. Nous aussi devons être prêts à tout ».

Signe des temps : pour la première fois, Amir Peretz, le ministre de la Défense, et le général Dan Haloutz, chef d'état-major, ont décrit comme une « guerre » l'opération israélienne menée depuis le 12 juillet dans le sud du Liban. Tous deux se sont cependant efforcés de rassurer Damas en affirmant que les renforts mobilisés ne menaçaient pas la Sy-

rie, malgré l'aide qu'Israël accuse ce pays de fournir au Hezbollah. La proposition d'Avi Dichter, le ministre de la Sécurité intérieure, d'attaquer immédiatement des objectifs syriens, a été rejetée par les autres membres du cabinet.

Traumatisme de la guerre du Kippour en 1973

Toute la question est de savoir si ce message a été reçu cinq sur cinq à Damas. « La situation est dangereuse, nous craignons autant les Syriens qu'ils ont peur de nous, ce qui rend possible une escalade militaire », explique Eyal Zisser, un universitaire israélien spécialiste du régime syrien. Le chef des renseignements militaires, le général Amos Yadlin, partage ce diagnostic. Pour lui, la situation est « potentiellement explosive ». « Ni la Syrie ni Israël ne souhaitent un affrontement militaire, a-t-il dit, mais certains événements peuvent être mal interprétés, ce qui pourrait entraîner la Syrie dans la guerre. »

Ces avertissements réveillent de mauvais souvenirs chez les Israéliens. Eli Ishaï n'a pas manqué de rappeler l'énorme traumatisme provoqué par l'attaque sur deux fronts lancée par l'Égypte et la Syrie contre Israël lors de la guerre de Kippour, en oc-

tobre 1973. A l'époque, le gouvernement avait refusé de mobiliser à temps des réservistes, si bien que l'armée avait été prise

par surprise et bousculée, ce qui avait entraîné de lourdes pertes parmi les soldats israéliens. « Cette fois-ci nous n'avons pas voulu hésiter à prendre les mesures nécessaires pour faire face à toute éventualité », souligne Eli Ishaï.

Autre précédent : en 1982, au moment de l'invasion du Liban, qui visait à l'époque à mettre fin aux tirs de roquettes des Palestiniens de l'OLP vers le nord d'Israël, le premier ministre de l'époque, Menahem Begin, avait lui aussi proclamé qu'Israël n'avait aucune intention d'attaquer la Syrie. Cela n'avait pas empêché Tshal de détruire une bonne partie de l'aviation et des rampes de missiles syriens, au cours de l'opération surnommée « paix en Galilée ».

Des Scuds syriens capables de provoquer de sérieux dégâts

Par précaution, Israël a d'ailleurs commencé à déployer des batteries de missiles antimissiles de type Patriot et Hetz, notamment dans la région de Tel Aviv. Selon les experts militaires, l'armée syrienne ne fait pas le poids face à Tshal, en raison de la vétusté de son matériel. Elle dispose cependant de missiles à moyenne portée de type Scud capables d'atteindre pratiquement tout le territoire israélien et de provoquer de sérieux dégâts à l'arrière.

« La grande inconnue porte sur la personnalité de Bachar al-Assad, qui est imprévisible », souligne Eli Ishaï. Le professeur Eyal Zisser redoute, lui aussi, les réactions du président syrien. « Il est beaucoup plus difficile à comprendre que son père, feu le président Hafez al-Assad, dont nous avions saisi la logique et à qui on pouvait, d'une certaine façon, se fier », affirme cet universitaire.

Les dirigeants israéliens n'ont rien fait pour tenter d'établir un minimum de confiance avec Damas. Le premier ministre, Ehoud Olmert, refuse catégoriquement de considérer la Syrie comme un interlocuteur pour d'éventuelles négociations sur un cessez-le-feu au Liban. Il a menacé de mort Khaled Mehaal, un des chefs du Hamas, le principal mouvement islamique palestinien, qui est réfugié à Damas. A titre d'avertissement sans frais, quatre chasseurs bombardiers israéliens ont franchi le mois dernier le mur du son au-dessus d'un palais présidentiel de Bachar al-Assad à Lattaquié, dans le nord de la Syrie. Objectif : lui faire comprendre que ses défenses antiaériennes n'empêcheraient pas la chasse israélienne de frapper où elle le veut...

MARC HENRY

L'ONU pourrait sanctionner Téhéran

Le Conseil de sécurité doit voter une résolution exigeant que l'Iran suspende ses activités liées à l'enrichissement d'uranium d'ici au 31 août.

Les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne se sont mis d'accord pour voter un projet de résolution exigeant que l'Iran suspende toutes ses activités liées à l'enrichissement d'uranium d'ici au 31 août. Importants partenaires commerciaux de l'Iran, la Chine et la Russie, qui rechignent depuis plusieurs mois à voter des sanctions contre la République islamique malgré les pressions des Occidentaux, ont finalement ac-

cepté que le texte contienne des mesures contraignantes telles que l'interruption complète ou partielle des échanges économiques ainsi que la rupture des relations diplomatiques. Le projet, déposé par la France, pourrait être adopté aujourd'hui.

L'intransigeance iranienne semble avoir entamé la confiance des Russes et des Chinois. Téhéran n'a toujours pas répondu à un paquet d'offres incitatives de la communauté internationale en échange d'un arrêt de ses activités

nucléaires sensibles. Qui plus est, le régime des mollahs n'a pas dévié d'un pouce sur son intention de poursuivre ses activités d'enrichissement.

Moscou et Pékin ont cependant édulcoré la formulation du projet en soulignant l'absence d'automatisme du recours éventuel à des sanctions. Le texte qui devrait être adopté « exige que l'Iran suspende toute activité d'enrichissement et de retraitement, y compris la recherche et le développement, ce qui doit être vérifié par l'AIEA » (Agence internationale de l'énergie atomique). Au cas où l'Iran n'appliquerait pas la résolution, le Conseil devra adopter un nouveau texte pour sanctionner la République islamique « Ce sera l'étape suivante et ce ne sera qu'une possibilité parmi d'autres », a précisé l'ambassadeur russe à l'ONU, Vitaly Tchourkine.

Mise en demeure

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a de nouveau rejeté, hier, les exigences onusiennes, estimant que « le peuple

iranien a le droit de produire son propre combustible nucléaire ». Téhéran, qui s'est donné jusqu'au 22 août pour répondre à l'offre des puissances occidentales sur son programme nucléaire, a fait valoir que les offensives israéliennes en cours au Liban et dans la bande de Gaza avaient « influencé » son opinion.

Un peu plus tôt, le porte-parole des Affaires étrangères, Hamid Reza Assefi, avait prévenu que si le projet de résolution venait à être adopté, « l'offre (des grandes puissances) ne sera plus à l'ordre du jour. Les Européens doivent faire attention (...). L'adoption d'une résolution aggravera la crise dans la région. »

ARIELLE THEDREL (avec AFP)

Renforcement militaire américain à Bagdad, où la violence fait rage

George Bush et Nouri Al-Maliki, en visite à Washington, ont annoncé un redéploiement de troupes vers la capitale irakienne. Ils ont aussi étalé leurs divergences sur le Liban

Le président des Etats-Unis, George Bush, a annoncé, mardi 25 juillet, au terme de sa rencontre avec le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, le renforcement de la présence militaire américaine à Bagdad pour faire face au regain de violence.

M. Maliki et le général américain George Casey, le commandant de la force multinationale en Irak, « *se sont entendus pour déployer des troupes américaines supplémentaires et du personnel de sécurité irakien à Bagdad* », a déclaré M. Bush lors d'une conférence de presse commune avec M. Maliki, qui effectue actuellement son premier voyage à l'étranger depuis sa prise de fonctions en mai.

M. Bush a précisé que les renforts américains viendraient d'autres provinces irakiennes, signifiant que cette annonce n'équivalait pas à une augmentation du

contingent d'environ 130 000 Américains stationnés en Irak.

Ce redéploiement s'accompagnera d'un renforcement de l'équipement des forces irakiennes et d'un ajustement de la stratégie, a précisé M. Bush. Il doit pallier l'échec du plan de sécurisation de Bagdad mis en œuvre par M. Maliki en juin, l'une de ses toutes premières initiatives de chef de gouvernement.

« Ferme sur le terrorisme »

Assassinats et attentats se sont multipliés à Bagdad, ce qui fait dire à des responsables irakiens que le pays bascule dans la guerre civile. La Maison Blanche et Nouri Al-Maliki refusent cette dénomination, mais le premier ministre irakien a reconnu le danger. Le plan de sécurité vise à faire cesser la violence confessionnelle, a-t-il dit, « *et, si Dieu le veut, la guerre civile n'aura pas lieu* ». George Bush a, de son côté, admis que la violence était « *terrible* » à Bagdad et la situation « *difficile* » ailleurs en Irak.

« *J'ai assuré [M. Maliki] que l'Amérique n'abandonnera pas le peuple irakien* », a encore dit M. Bush, qui devait visiter mercredi des troupes américaines en compagnie de son invité. M. Maliki devait par ailleurs être entendu par le Congrès.

Les deux hommes ont, d'autre part, laissé percer des divergences sur la guerre au Liban et sur le Hezbollah, considéré par Washington comme une organisation terroriste. M. Maliki a insisté sur un « *cessez-le-feu immédiat au Liban* » alors que M. Bush a souligné la nécessité de sa viabilité. M. Maliki a demandé à la communauté internationale d'apporter son « *soutien au peuple libanais* » face aux destructions causées par l'offensive israélienne. Le premier ministre irakien avait, avant son arrivée à Washington, sévèrement critiqué l'offensive en qualifiant les opérations de Tsahal de « *criminelles* ».

Le président américain a jugé quant à lui non contradictoire le fait d'envoyer de l'aide humanitaire au Liban alors que les Etats-Unis ont parallèlement accéléré, à la demande d'Israël, la livraison de bombes de précision à l'Etat hébreu.

Les différences entre les Etats-Unis et l'Irak ont été minimisées par les Américains. Le conseiller à la sécurité nationale américain, Stephen Hadley, a nié des divergences sur le Hezbollah, affirmant que M. Maliki « *est quelqu'un qui est vraiment très ferme sur le terrorisme, parce qu'il a vu ce que cela a fait à son pays* ». — (AFP.) ■

TURQUIE

Si Israël intervient au Liban, pourquoi pas nous en Irak ?

Les affrontements entre forces de sécurité turques et combattants du PKK s'intensifient depuis quelques semaines. Ankara n'exclut pas une incursion dans le nord de l'Irak, base arrière des séparatistes kurdes.

Voyez Israël ! Bien sûr, on peut désapprouver la brutalité de son action au Liban, mais il y a tout de même une leçon à tirer de la détermination avec laquelle ce pays agit pour sauver ses soldats capturés. Quant à nous, nous regardons impuissants nos officiers se faire arrêter par des Américains qui leur mettent des cagoules [les Américains avaient intercepté en 2005 un groupe d'officiers turcs en mission de reconnaissance dans le nord de l'Irak], et nous pleurons chaque jour la mort d'un de nos jeunes et braves soldats [depuis le 11 juillet, 16 membres des forces de sécurité ont été tués dans des affrontements avec des indépendantistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)].

La Turquie est obligée d'entrer en Irak au moins pour neutraliser les bases du PKK. Début mai,

quand l'artillerie iranienne a commencé à bombarder le mont Kandil [qui abrite le QG du PKK, dans le nord de l'Irak, à environ 100 kilomètres de la frontière turque], en blessant l'un des chefs de cette organisation terroriste, j'ai eu honte de voir que c'était Téhéran qui accomplissait ce que nous aurions dû faire depuis longtemps si nous n'avions pas été freinés par les pressions américaines.

Nous avons en fait commis une immense erreur en refusant aux Américains le passage par la Turquie pour envahir l'Irak. Ceux qui disaient, à l'époque, qu'il ne fallait pas participer à cette guerre si on ne voulait pas voir revenir nos soldats dans des cercueils constatent, aujourd'hui, le nombre élevé de victimes des attaques terroristes dans notre pays. Les conditions juridiques internationales nécessaires pour une opération transfrontalière turque sont réunies. Selon l'article 51 de la Charte des Nations unies, les Etats jouissent du droit de « *légitime défense* » ; selon le droit international, on peut effectuer des poursuites à chaud dans des territoires frontaliers pour capturer criminels et terroristes ; la résolution 1373 (2001) du

Conseil de sécurité de l'ONU permet de telles opérations frontalières dans le cadre de la lutte antiterroriste [le texte, destiné à légitimer les raids américains en Afghanistan, réaffirme « *la nécessité de lutter par tous les moyens contre les menaces [...] que font peser les actes terroristes* »] ; la résolution 1546 (2004), qui concerne l'Irak, prévoit une coordination étroite des pays de la région en ce qui concerne les agressions dirigées contre eux depuis le territoire irakien. Malgré ce dispositif, et malgré le fait que le PKK sort officiellement inscrit sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne et des Etats-Unis, nen n'a été fait. Regardez les Etats-Unis : ce n'est même pas une opération transfrontalière qu'ils mènent, mais une opération transocéanique. De même, Israël attaque deux régions [la bande de Gaza et le Sud-Liban] et déclenche une guerre pour sauver trois de ses soldats. Pour la Turquie aussi, une opération transfrontalière est un droit et la condition indispensable de sa sécurité. Allez messieurs ! Remuez vos honorables fesses, et nettoyez le mont Kandil !

Hasan Celal Guzel, *Radikal*, Istanbul

Le Monde
Jeudi 27 juillet 2006

DU 27 JUILLET AU 2 AOÛT 2006

Courrier
INTERNATIONAL

Iran et Syrie, alliés malgré eux dans l'« axe du mal »

PROCHE-ORIENT

Écartés de la conférence de Rome, l'Iran et la Syrie s'épaulent en attendant que vienne leur heure diplomatique.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a jugé hier que l'Iran et la Syrie devaient être associés à la recherche d'une sortie de crise au Liban. Un point de vue contesté par Washington, mais que partageant nombre de spécialistes du Proche-Orient.

Téhéran

« SI LES PARTICIPANTS voulaient aboutir à une vraie solution, ils auraient dû les inviter à la table des discussions », note Davoud Hermidas Bavand, professeur de relations internationales à Téhéran. « Vous savez, c'est psychologique. Être invité leur aurait permis de se sentir plus proches des idées des participants », ajoute-t-il.

La crise qui embrase actuellement le Moyen-Orient a poussé Téhéran et Damas à une radicalisation de leur discours et à un rapprochement stratégique. « Nous espérons que le régime sioniste ne commettra pas l'erreur d'attaquer la Syrie car, en cas d'extension du conflit, il devra faire face à des pertes inimaginables », prévenait, la semaine dernière, Hamid Reza Assefi, le porte-parole iranien des Affaires étrangères.

Dévoués à la cause palestinienne

Dans une conférence organisée, ce lundi à Téhéran, au sein du centre d'études stratégiques du bureau de la présidence iranienne, l'ambassadeur syrien en Iran, Hamed Hassan, rappelait, pour sa part, que « les deux pays constituent une forteresse pour la résistance islamique », avant de prévenir que « l'Iran et la Syrie ne laisseront jamais la domination américaine et sioniste prendre corps dans la région ».

A première vue, Téhéran et Damas n'ont pas grand-chose en commun. L'Iran, pays majoritairement chiïte, est une République islamique où le guide religieux, l'ayatollah Ali Khameneï, dispose de pouvoirs suprêmes. La Syrie, à dominante sunnite, est dirigée par un régime bassiste et laïque. « Leur rapprochement actuel constitue, en fait, un mariage de convenance. Il s'agit d'une relation stratégique qui a pris forme face à deux ennemis communs, Israël et l'Amérique », constate Scott Lasensky, spécialiste du Moyen-Orient au United States Institute of Peace, un think-tank américain basé à Washington.

D'après le politologue syrien Sami Moubayed, ce mariage a commencé dès 2003, avec l'invasion américaine en Irak, puis s'est renforcé avec la victoire du Hamas en Palestine. « Les deux pays sont contre l'occupation de l'Irak. Ils sont tous les deux dévoués à la cause palestinienne et soutiennent le Hamas au pouvoir. Ils se sont également rapprochés après l'affaire Hariri », constate-t-il. « La Syrie, poursuit-il, n'a pas d'autre choix que de s'allier avec l'Iran, car il ne lui reste plus aucun ami dans la région. Israël représente un ennemi. Le Liban est dirigé par un régime qui lui est hostile. En Jordanie et en Irak, les Américains sont influents. La République islamique demeure donc le seul véritable allié de Damas. »

Par le passé, ces deux pays « parias », classés dans le fameux « axe du mal » de George W. Bush, se sont déjà mutuellement soutenus. « En 1979, la Syrie fut le seul pays de la région à saluer le renversement du chah d'Iran et à accueillir le retour de l'ayatollah Khomeïni », rappelle Sami Mou-

bayed. À l'époque, il s'agissait déjà d'une alliance d'intérêts. « Hafez el-Assad et Khomeïni avaient deux ennemis communs : le shah et Saddam Hussein », dit-il. L'année suivante, la Syrie en vint à soutenir logiquement l'Iran dans sa guerre contre l'Irak.

« Les deux pays trouvèrent vite d'autres affinités, à travers leur opposition à Israël et leur soutien à la cause palestinienne. En plus, à l'inverse des autres pays arabes sunnites de la région, la Syrie ne s'est jamais sentie préoccupée par la menace chiïte iranienne », note Moubayed.

Dans sa quête de solutions pour résoudre la crise, Washington redouble aujourd'hui d'efforts pour tenter d'isoler la Syrie de son allié iranien. « Il se pourrait que la Syrie finisse par céder à la pression pour pouvoir sauver sa peau », note Davoud Hermidas Bavand. Mais selon Scott Lasensky, les choses ne sont pas aussi simples. « Ça ne pourrait marcher que si les États-Unis sont en mesure d'offrir des garanties acceptables par la Syrie : une stabilité régionale, de nouvelles relations avec l'Occident, des négociations avec Israël qui puissent satisfaire toutes les parties », analyse le chercheur américain.

« La seule solution à la crise repose, en fait, dans une participation de la Syrie et de l'Iran aux discussions de paix sur la crise Israël-Hezbollah. À l'instar du Hezbollah, Téhéran et Damas appellent à la fin de la guerre et à un échange de prisonniers. C'est ce que semblent ne pas vouloir entendre les autres. L'absence, à Rome, de ces deux pays est une véritable erreur », constate Sami Moubayed.

DELPHINE MINOUI



Le président iranien Mahmoud Ahmadinedjad (à droite) en visite à Damas auprès de Bachar el-Assad, le 19 janvier dernier. Washington tente aujourd'hui de séparer la Syrie de la République islamique. Khaled al-Hariri/Reuters.

LE FIGARO

27 juillet 2006

Le premier ministre irakien critiqué par une partie du Congrès américain

Le discours de Nouri Al-Maliki à Washington n'a pas convaincu les congressistes, qui lui reprochent un double langage en condamnant le terrorisme mais pas le Hezbollah

NEW YORK
CORRESPONDANT

Le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, s'est adressé pendant trente minutes, mercredi 26 juillet, devant les deux Chambres réunies du Congrès américain, un privilège réservé aux alliés proches des Etats-Unis. « Nous avons choisi la démocratie. Nous reconstruisons l'Irak sur de nouvelles bases solides, la liberté, l'espoir et l'égalité », a-t-il déclaré.

« Je sais que certains d'entre vous doutent que l'Irak fasse partie de la guerre contre la terreur, a affirmé M. Maliki. Soyons clairs, c'est une bataille entre le véritable Islam, pour lequel la liberté et les droits individuels constituent une pierre d'achoppement, et le terrorisme qui se drape derrière une fausse cape islamique. Nous sommes vos alliés dans la guerre contre le terrorisme. Votre devoir et notre devoir sont de vaincre le terrorisme. (...)

Si la démocratie ne s'installe pas en Irak, alors la guerre contre le terrorisme ne sera gagnée nulle part ailleurs. » M. Maliki a été brièvement interrompu par une manifestante antiguerre, Medea Benjamin, qui a appelé au retrait des troupes américaines avant d'être expulsée.

En dépit d'un discours calqué sur les thèses de l'administration, il n'a pas vraiment convaincu. Plusieurs élus démocrates ont souligné qu'il y avait « peu de substance » dans ses paroles et qu'il dressait un tableau « bien trop rose » de la situation. « Il a plus parlé comme président de la Chambre de commerce de Bagdad que comme premier ministre de l'Irak », a estimé le sénateur démocrate Jack Reed.

Boycottage

Bon nombre de parlementaires de tous bords sont convaincus que l'Irak s'enfonce dans la guerre civile. La flambée de violence entre Israël et le Liban a porté aussi un nouveau coup à la doctrine de l'administration Bush faisant de la démocratie le remède à tous les maux dans la région. Et puis les engagements répétés de M. Maliki contre le terrorisme n'ont pas fait taire la polémique après son refus, la veille, de condamner le Hezbollah.

Les démocrates ont saisi l'opportunité pour dénoncer les contradictions d'une administration contrainte de soutenir à bout de bras un gouvernement irakien issu de la majorité chiite de la population et proche des ennemis des Etats-Unis, l'Iran et le Hezbollah également chiites.

La numéro un démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, avait obtenu 50 signatures de protestations de représentants mardi. Elle avait menacé : « Si M. Maliki ne revient pas sur ses critiques d'Israël (...), il sera inapproprié de l'honorer lors d'une session conjointe du Congrès. » Finalement, trois démocrates ont boycotté son discours.

Après la visite surprise il y a six semaines de George Bush à Bagdad, M. Maliki est venu à Washington le soutenir devant le Congrès et l'opinion publique. Il n'est pas sûr qu'il y soit parvenu. « Avec plus de 2 500 soldats tués, plus de 18 500 blessés, plus de 320 milliards de dollars dépensés, nous avons aidé à établir un gouvernement proche de l'Iran, qui soutient le Hezbollah et dont certains des membres estiment que les tueurs d'Américains méritent une statue », s'emporte la célèbre polémiste de gauche Arianna Huffington. ■

ERIC LESER

Le Monde
Vendredi 28 juillet 2006

Crise libanaise : Téhéran attend son heure

PROCHE-ORIENT

L'Iran cherche à tirer parti de l'enlisement du conflit au Liban pour gagner du temps sur le dossier nucléaire.

« Nous avons l'impression, depuis deux semaines, d'assister à un début de conflit irano-américain, mais c'est le Liban qui en fait les frais », a déclaré hier sur TV5 le ministre libanais des Télécommunications. Marwan Hamadé a ainsi souligné le rôle clé que Téhéran est appelé à jouer pour un règlement de l'actuelle guerre au Proche-Orient.

Téhéran

LA CRISE LIBANAISE en avait presque fait oublier une autre : celle du nucléaire iranien. Mais la grande prière du vendredi, qui s'est tenue hier à Téhéran, a offert à l'imam Ahmad Khatami un sujet de prêche : « L'Iran ne pourra jamais être privé de son droit absolu au nucléaire, même avec une réso-

lution de l'ONU », s'est-il exclamé.

Une réponse au nouveau projet des cinq membres du Conseil de sécurité et de l'Allemagne, évoqué, la veille, lors d'une réunion informelle à New York. Cet accord vise à obliger la République isla-

mique à suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium sous peine de sanctions. « Les Européens nous ont présenté un paquet de mesures (incitatives), mais avant que l'Iran ne donne sa réponse, son dossier nucléaire se retrouve au Conseil de sécurité », a ajouté l'imam.

Les six pays avaient annoncé, au début du mois, leur intention de renvoyer le dossier iranien devant le Conseil, en l'absence de réponse de Téhéran à un ensemble de propositions offertes en échange d'un arrêt des activités nucléaires sensibles de l'Iran. Mais la République islamique s'est, de son côté, donné jusqu'au 22 août pour annoncer officiellement sa réponse.

Entre-temps, le conflit qui op-

pose depuis plus de deux semaines Israël au Hezbollah a rapidement détourné l'attention de la communauté internationale. Du coup, Washington s'est vite empressé d'accuser Téhéran de chercher à faire diversion.

Signes contradictoires

Les signes contradictoires qui émanent de la capitale iranienne sont révélateurs d'une situation plus complexe. D'un côté, le récent voyage de dernière minute d'Ali Larijani, le chef du Conseil suprême pour la sécurité nationale, à Damas, où il aurait rencontré Nasrallah, le chef du Hezbollah, entretient le doute sur le soutien armé qu'apporte Téhéran à la milice chiite libanaise. De l'autre, la République islamique a été un des premiers pays à appeler à un cessez-le-feu, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, actuellement en déplacement en Malaisie.

D'après les analystes, s'il est difficile de décrypter le jeu iranien, la confusion régionale actuelle sert,

sans aucun doute, les intérêts de Téhéran. C'est même l'occasion, pour la République islamique, de s'imposer comme un acteur incontournable dans la quête de solutions à la crise, - une idée également soutenue par l'ONU.

Mais sur le long terme, la donne pourrait changer. « Si la situation s'envenime, cela pourrait donner des prétextes à Washington pour s'attaquer doublement à Téhéran, en évoquant à la fois la menace de son influence régionale et de son programme nucléaire », fait remarquer Davoud Hermidas Bavand, professeur de relations internationales à l'université de Téhéran.

DELPHINE MINOUI

LE FIGARO

29 - 30 juillet 2006

L'Iran se pose en leader du monde musulman

Plus que d'un « problème chiite », la guerre du Liban témoigne des efforts engagés par l'Iran pour créer un nouveau « front du refus » antioccidental.

EN OCCIDENT comme dans le monde sunnite, la crainte de voir émerger, de Téhéran à Beyrouth en passant par les monarchies du Golfe et l'Irak, un « croissant chiite » sous influence iranienne s'est insidieusement installée depuis 2003 et la chute de Saddam Hussein. Le roi Abdallah de Jordanie l'a publiquement exprimée il y a deux ans. Au début de l'année, le président égyptien Hosni Moubarak n'a pas hésité à accuser les communautés chiites des pays arabes de constituer une « cinquième colonne iranienne ». Le coup de force du Hezbollah ne vient pas apaiser ces doutes.

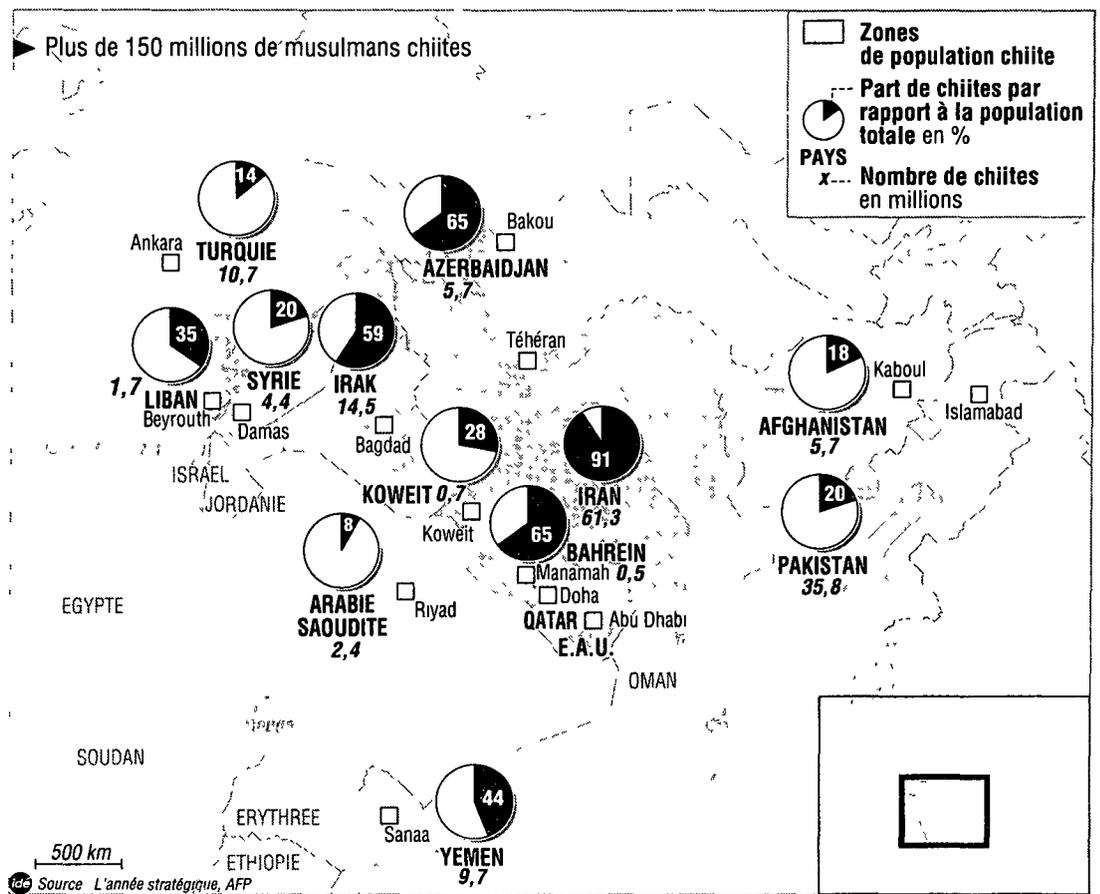
Anti-impérialiste avant tout

Alors y a-t-il un « problème chiite », régionalisé, globalisé même ? Oui et non, répondent nombre de spécialistes. « Il y a une question chiite, car il y a la perception d'une question chiite, commente Olivier Roy, chercheur au CNRS (1). Nombre de sunnites sont désormais convaincus que se forme un arc chiite sous l'impulsion de Téhéran. Pourtant, quand on se place côté chiite, on ne voit guère de tel projet ou même de telle aspiration. »

Par le bas, c'est-à-dire du point de vue des communautés chiites dispersées dans le monde arabe, le projet politique commun ne semble pas être une préoccupation. « C'est vrai que la revanche politique des chiites en Irak a provoqué un réveil des communautés et des mouvements d'opposition chiites, notamment dans le

Golfe, commente Sabrina Merlin, chercheuse au CNRS basée à Beyrouth, mais il s'agit surtout de demander aux gouvernements de leurs pays respectifs plus de droits, une meilleure place dans des sociétés qui les ont souvent marginalisés. » Qu'ils soient majoritaires – comme en Irak ou à Bahreïn – ou minoritaires – comme en Arabie saoudite ou au Koweït –, les chiites se sont longtemps trouvés en position de dominés. Chez eux, la stratégie d'intégration nationale prime aujourd'hui.

Par le haut, vu de Téhéran, on



ne voit guère non plus de réel dessein politique « pan-chiite ». La stratégie d'influence des Iraniens passe par une instrumentalisation des différentes communautés chiites. « Mais au-delà de ce jeu, ils n'ont jamais sérieusement songé à mettre en place une sorte de « Chiïtistan », observe Olivier Roy, ne serait-ce que parce qu'il leur faudrait alors cogérer le chiïsme avec les Arabes. Et cela, ils n'y sont pas prêts. » Plus que d'un axe chiite, Téhéran entend se poser en chef

de file d'un « front du refus » antioccidental.

« Plus que sur la corde chiite, les Iraniens jouent sur un discours panislamique et anti-impérialiste, constate Yann Richard, professeur à la Sorbonne-nouvelle (2). Pour poser leur hégémonie régionale, ils s'évertuent à se faire accepter comme le grand pays qui va défendre le monde musulman contre le reste du monde, contre le rouleau compresseur américain. » Cet objectif passe souvent, paradoxalement, par un gommage de l'étiquette

« chiite » au profit de celle, plus large, de « musulman ».

L'absence de vision politique commune n'empêche pas l'existence d'un monde chiite, fait d'un entrecroisement de solidarités religieuses ou familiales. « Il existe entre les différentes communautés chiites des liens très anciens, qui n'ont rien à voir avec la situation politique, explique Sabrina Mervin. Les réseaux reposent sur des relations historiques entre familles, entre cheikhs, entre clercs. » Le patrimoine religieux, surtout, est transfrontalier. À Nadjaf, en Irak, ou à Qom, en Iran, tous les clercs se sont un jour croisés, dans une relation de maître à disciple ou de compagnons d'étude. « Quand les chiites iraniens s'arrogent un droit de regard sur les villes saintes d'Irak opprimées par le régime baasiste, c'est naturel, commente Yann Bertrand. Si l'Armée rouge avait envahi Rome, les catholiques du monde entier l'auraient sommée de ne pas toucher au Vatican... »

Un fonds chiite commun, des solidarités transnationales ne suf-

fisent pas pour que tous ces acteurs agissent réellement de manière coordonnée. Il n'empêche, la simple perception de cette menace et les violences intercommunautaires en Irak creusent chaque jour un peu plus le fossé entre sunnites et chiites. « En frappant de manière très excessive au Liban, estime un diplomate, Israël a sans doute raté l'occasion de jouer sur ce clivage. »

ARNAUD DE LA GRANGE

(1) Auteur de *L'Islam mondialisé*, Seuil.

(2) Publie à la rentrée *L'Iran*, naissance d'une république islamique, chez *La Martinière*.

Turkey, at EU door, sees conservatives gain

By Sebnem Arsu

ISTANBUL: With the European Union acting more unsure about whether to admit Turkey, there are signs that conservatism is growing across the nation, both politically and culturally.

The prolonged road to membership, and the many economic, legal and cultural adjustments made to pave the way, have soured some attitudes toward the European Union, according to a large recent survey of Turks.

The poll, conducted by Ali Carkoglu and Ersin Kalaycioglu from Sabanci and Isik universities in Istanbul, shows a decline in support for membership, from a high point of 74 percent in 2003 to 58 percent this year.

Face-to-face interviews with 1,846 adults in 23 cities throughout Turkey, conducted in March and April, found a strong religious influence. More than 60 percent of those responding said they would refuse to let their daughters marry non-Muslims. Also, 60 percent blamed a lack of religious beliefs for overall "failure in life." And 46 percent favored schools that specialized in religious teachings for their children over schools with secular curriculums.

In politics, the Justice and Development Party, born in the ashes of fringe religious-based parties, rode a conservative wave and formed the first majority government in almost 20 years, in 2002.

Since then, there has been an increase in public displays of conservatism around the country, notably in the number of women wearing head scarves in the streets. But head scarves are still banned by the Constitution and religious conservatives hoped that the European Union would ask Turkey to permit the practice in the name of religious freedom. In the survey, 68 percent said

they considered the ban to be religious oppression and supported its repeal.

Islamic businesses are benefiting from the changing attitudes. Mustafa Karaduman, the owner of Turkey's leading women's Islamic clothing store, uses the brand name Tekbir, which means "the one and only" in Turkish, a reference to God. He now has 22 stores with 78 more planned in three years.

"Even if we opened stores in every city in Turkey, we would not be able to respond to the growing demand," he said. "All monotheistic religions order women to cover up, and my dream is to see all women in the world covered by our designs."

Karaduman says he feels uncomfortable watching models in makeup wearing his clothing on Tekbir's catwalks, but he allows the practice and even sells



Osman Orsal/The Associated Press

Although head scarves are banned by the Constitution, women and girls in Turkey are wearing them, often in public displays of Islamic conservatism.

bathing suits designed for covered women as a nod toward modernity.

He said he was not a strong supporter of Turkish membership in the European Union and preferred trade links with less-developed but culturally closer partners.

"If we would only remove the customs tax at borders, the unlimited business with our neighbors in the Balkans, Central Asia and the Middle East would make us earn much more than the promised profits of EU membership," he said.

Political leaders emphasize the importance of the union's treating Turkey delicately. Foreign Minister Abdullah Gul says Turkey can be a bridge between neighboring cultures.

"Islam is one of the oldest religions in Europe and had major contributions to

the European culture," he said. "The fact that Turkey is a Muslim country and has created a European-style democracy should be seen as a major contribution to world and European peace."

Ali Babacan, the minister of economy and Turkey's chief negotiator in the membership talks, says the Islamic world is watching how Turkey is treated.

"After the Sept. 11 attacks, change in the region is inevitable," he said. "All leaders in the EU have to realize this importance of the Turkish process and the negative consequences of what could happen if the process is derailed or stops."

Emre Kongar, an academic and columnist for the daily newspaper Cumhuriyet, accuses the government of not

truly caring about the European Union. "Unfortunately, the present government is using its political power to transfer the capital from secular to religious circles," Kongar said. "It's a real threat to the secular democratic regime."

Others say Turks have to balance their secular ideals and the growing conservatism.

"When you look at the streets you see more and more women wearing head scarves, and more visual symbols of an Islamic way of life, so you start thinking that the country is shifting toward a more Islam than secular way of life," Pekin Baran, the vice president of the Turkish Industrialists' and Businessmen's Association, said.

"But we have to be careful not to jump into easy conclusions and have to respect and find a balance between the religious values versus secular values," he said. "The miracle of this country is that you are in principle free to choose your way of life, and this is not easy."

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

July 31, 2006

Newsweek

JULY 31, 2006



THE NEXT FRONT?

BY OWEN MATTHEWS AND SAMI KOHEN

ISRAEL LAUNCHED AIRSTRIKES ON Lebanon in response to attacks by Hizbullah earlier this month, and George W. Bush called it “self-defense.” But what to tell the Turks, who over the last week lost 15 soldiers to terror attacks launched by separatist Kurds from neighboring Iraq? Many Turkish leaders are pressing for cross-border tactical air assaults on the guerrillas. But Bush, fearing yet another escalation of the Middle East’s violence, urged Prime Minister Recep Tayyip Erdogan to hold off. “The message was, unilateral action isn’t going to be helpful,” says a senior U.S. official, describing the 15-minute phone conversation. “The president asked for patience.”

And so Turkish forces are holding fast—for now—in deference to their half-century alliance with the United States. But that patience is bound to be challenged, probably sooner than later. Domestic political pressures are building to take a leaf from Israel’s book and hit back at the guerrillas of the Kurdistan Workers’ Party, or PKK. Since the beginning of the year, attacks on Turkish military

Pressure is building on Ankara to deal more harshly with cross-border terrorist attacks from Iraq.

garrisons and police stations have escalated across the country’s southeast, along with random shootings, bombings and protests—many of them, authorities suspect, organized in Iraq. Already the Turkish military has laid detailed plans for possible helicopter-and-commando assaults, government sources tell NEWSWEEK. Meanwhile, Ankara’s frustration with Washington has grown palpable. For all the Bush administration’s repeated promises to crack down on the PKK, little if anything has happened. With elections coming next year, Erdogan could be pardoned for soon concluding that his forbearance might prove politically dangerous. “Moderate, liberal people in Turkey are becoming increasingly anti-American,” warns Turkey’s Foreign Minister Abdullah Gul. “That isn’t good.”

Erdogan has built a career on skillfully

riding populist waves, and he’s not going to miss this one. On the one hand, he recognizes the importance of maintaining good relations with America, if only to foil critics who lambaste him for being too Islamist. On the other, popular anger at the PKK is getting explosive. At the funeral of a murdered soldier in Izmir last week, crowds destroyed wreaths sent by Erdogan’s Interior Minister Abdulkadir Aksu and the city’s governor, Oguz Kaan Koksal. Some mourners chanted slogans accusing the government of cooperating with the PKK. And when a group of 60 human-rights activists were arrested in the resort of Kiyikoy on suspicion of being PKK sympathizers last week, locals attacked the detainees with stones and iron bars.

The Turkish press has been baying for action, with even the solidly pro-American Turkish Daily News railing in an editorial that “Turkey is no banana republic that can leave its security to the mercy of others.” Another editorial posed the question more directly. “Why is it that Israel has the right to ‘self-defense,’ the paper asked, “and not Turkey.” The country’s usually fractious parliamentary opposition, in a rare moment of unity, called for active interven-

tion. "Opposition," says True Path Party leader Mehmet Agar, "ends at Habur"—Turkey's border crossing with Iraq.

Can Washington keep the lid on this bubbling pot? Not for long, many experts fear. Despite past assurances, the U.S. military has been unwilling or unable to mount operations against the guerrillas. With its hands full elsewhere, Washington can realistically offer little more than intelligence-sharing, coupled with possible measures to cut off PKK funding. That's just not enough, says a senior Erdogan aide: "We want action, not words." Nor can the Turks expect much from the Iraqis. "We will not tolerate any terrorist groups on the territory of Iraq," Iraqi Foreign Minister Hoshir Zebari told NEWSWEEK. But even he acknowledges that it may be a while before the government's security forces get around to dealing with the PKK. By contrast, Iran last week began shelling PKK positions around Kandil Mountain on northern Iraq's Iranian and Turkish border. President Mahmoud Ahmadinejad also called Erdogan to assure him of Tehran's willingness to help quell the guerrillas—unlike the United States.

This won't automatically lead to an-

other front in the region's wars. For all the clamor for a military strike, "the sane members of the Turkish General Staff are aware of the costs of going into northern Iraq," says independent analyst Grenville Byford. Those include possible all-out civil disorder across Turkey's Kurdish southeast provinces—which, if rioting this spring is anything to go by, would lead to a brutal crackdown, hurting Ankara's hopes for joining the EU. "There is no good way out of this for the Turkish government," says Byford.

All this comes at a bad time, clearly. Turkey could play a key diplomatic role in dealing with the burgeoning crisis in southern Lebanon, NATO officials say, especially if Turkey were willing to provide troops to the sort of international force being promoted by France and other European leaders, including Tony Blair. Not only are Turks Muslims, which should reduce frictions with the local population, but Ankara also enjoys good working relations with many of the countries and forces active behind the scenes. As one of Damascus's few friends in the region, for

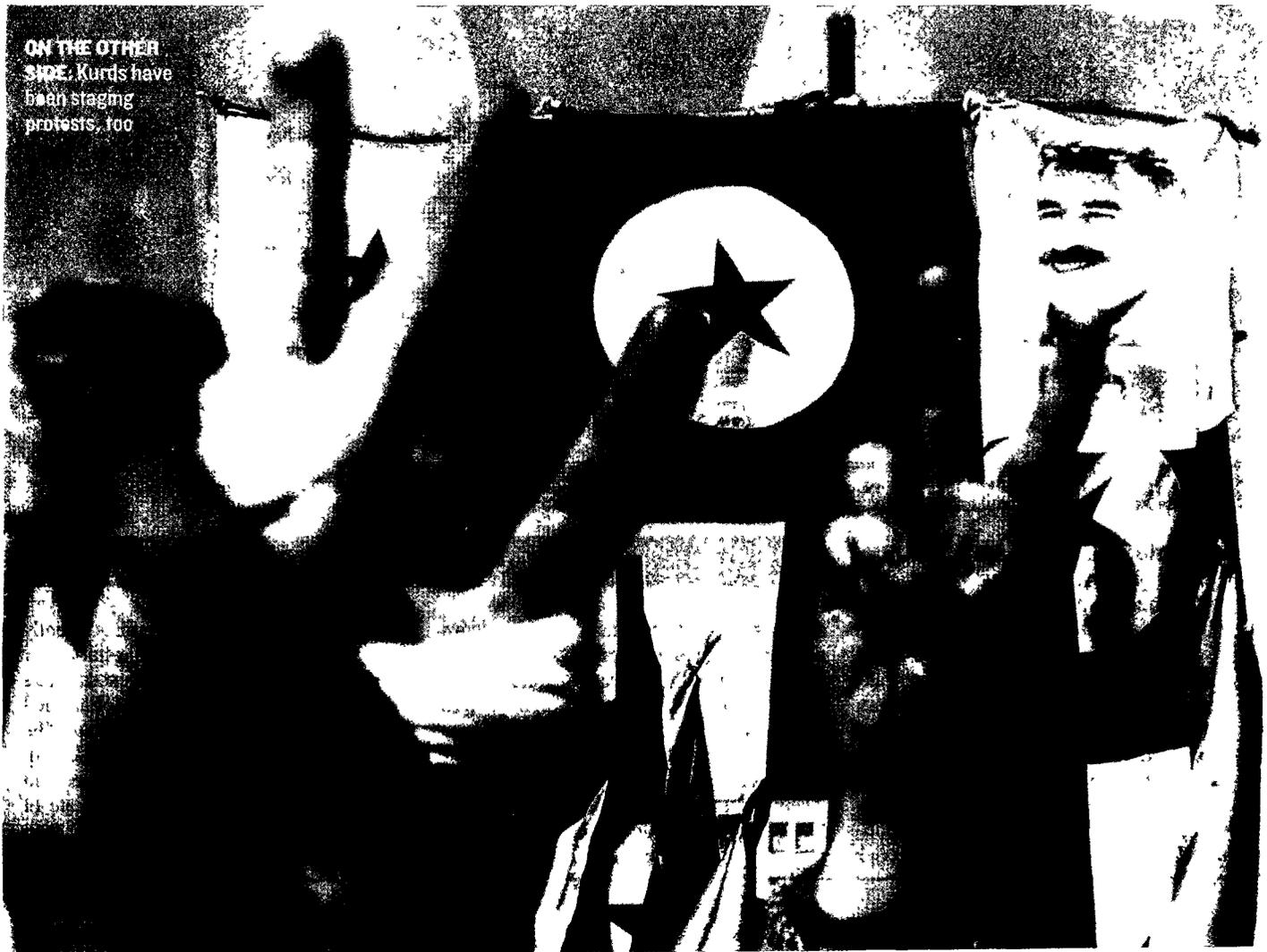
example, Ankara would be in a good position to rein in Syrian ambitions in Lebanon. Erdogan has been trying to play the role of mediator with Iran, Israel and the Palestinians as well—precisely why Turkey would "encourage and support" an international peacekeeping force, says Foreign Ministry spokesman Namik Tan.

Objectively, Turkey knows that it has no real option but to remain within the Western Alliance. As for Erdogan himself, who has pushed through so many dramatic reforms to win membership in the European Union, he, too, will be reluctant to break with the West, however sorely provoked by the PKK. Still, if attacks continue to

the point where his political survival is at stake, that sense of restraint could abruptly give way. Last week rumors swirled in Ankara and Istanbul that he was close to such a move. For the United States and others, the diplomatic challenge is to help save Erdogan from having to make such a choice. If they fail, the next occasion may require more than a phone call from Bush. ■

There is no good way out of this for the government.

—GRENVILLE BYFORD



Out of One, Many

New books by Fouad Ajami and Peter W. Galbraith reflect on Iraq's divisions.

THE NEW YORK TIMES BOOK REVIEW
Sunday, July 30, 2006

THE FOREIGNER'S GIFT

The Americans, the Arabs, and the Iraqis in Iraq.
By Fouad Ajami.
378 pp. Free Press. \$26.

THE END OF IRAQ

How American Incompetence Created a War Without End.
By Peter W. Galbraith.
260 pp. Simon & Schuster. \$26.

By NOAH FELDMAN

CRITICS of American policy in Iraq since 2003 have sometimes charged that the United States created the sectarian divisions in the country by treating Iraqis as Shiites, Sunnis or Kurds, rather than simply as Iraqis. But the opposite has in fact been the case. Under the influence of exiles like Ahmad Chalabi, administration officials anachronistically insisted that Iraq was cosmopolitan and postethnic. The most serious intellectual deficit that has plagued the American presence in Iraq — and a crucial reason for our repeated failure to predict Iraqis' behavior — has been insufficient awareness of the conflicting perspectives of Iraqis from different backgrounds and communities.

Two new books set out to improve our understanding, each providing a window into particular aspects of the current situation in Iraq. Both authors are fascinating, indeed idiosyncratic figures, and each has played a role in the events of the last three years: Fouad Ajami, a

professor at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies, has been a regular White House visitor as an unofficial adviser to the Bush administration. Peter W. Galbraith, a former Senate staff member and ambassador to Croatia, has been a constitutional adviser and political counselor to the Kurdish leadership in Iraq.

Few other Americans have Ajami's distinctive qualifications for reflecting on the Iraq war. Born to a Shiite family in Lebanon, he has written several important books about Middle Eastern political culture, including a recognized classic on the Lebanese Shiites, "The Vanished Imam." He supported the removal of Saddam Hussein, and his extraordinary level of access in Washington is reflected in "The Foreigner's Gift," which recounts many conversations he had in Iraq while shadowing American officials or traveling with close American allies like Cha-

labi. Respected by politicians who disdain most academics, and excoriated by antiwar academics who detest the present government, Ajami richly deserves the attention of both camps.

His core argument is that the trouble we are seeing in Iraq results from the profound unwillingness of Sunni Arabs in Iraq and elsewhere to accept the rise to power of Shiites in what is, after all, their own country. Shiite Arabs have long been second-class citizens, repressed and kept from political power even where, as in Iraq, they are a numerical majority. "For us — rule; and for you — wailing," runs the adage Ajami cites to capture Sunni attitudes to Shiites. Though he does not say so, the second clause has at least two meanings. The Shiites are meant to bemoan their subservient state; at the same time, they are being stereotyped on the basis of the annual rites of mourning and self-flagellation Shiites practice in memory of the 7th-century martyrdom of Imam Hussein.

For Ajami, the foreigner's gift is, in the first instance, the removal of dictatorial rule and the opportunity for self-government. But Iraqi Sunnis have refused to accept their transformation from rulers of the country to a minority within a democracy. The local insurgency was born of this denial, and has been augmented and transformed by an infusion of support from elsewhere in the Sunni world. This support, according to Ajami, comes not just from the jihadis crossing borders but from the mainstream (Sunni) Arab news media, which have depicted the United States as an Israel-like occupier rather than as a force liberating Shiites from Sunni oppression and all Iraqis from Saddam Hussein's tyranny.

Meanwhile, Ajami suggests, Shiite leaders have begun fitfully to come to terms with what it means to exercise secular political power in the name of a group that is, after all, a religious denomination. He describes a meeting with Grand Ayatollah Ali al-Sistani — one of the first such accounts to appear in English — and is impressed by the leader's light touch when it comes to politics. Ajami is sophisticated enough to realize he is present by virtue of Shiite birth, not American citizenship (in fact Sistani regularly refused to see non-Shiite Americans). In one of the most self-revealing passages of the book, he confides his discomfort at the possibility that he will be asked to perform prayers whose rituals he does not know. It is easy to feel sympathy for the cosmopolitan immigrant-expatriate in this moment, especially one whose very name, Ajami, means "foreigner." Viewed as a credentialed native Arab informant by the Bush administration and as an American traitor by the Arab press, he is a proud Shiite. Yet face to face with the most beloved Shiite religious leader alive, he senses his own alienation from the very tradition that has gotten him in the door.

Noah Feldman is a professor of law at New York University and a senior adjunct fellow at the Council on Foreign Relations.

Iraqi Sunnis have refused to accept their transformation from rulers of the country to a minority within a democracy.

Ajami's American sensibilities come through most powerfully in his discussions of the American soldiers he meets in Iraq, from generals like David Petraeus to anonymous enlisted men. Ajami honors and respects their dedication, their optimism and their genuine desire to improve Iraq, and he quotes whole pages from their e-mail messages. But his world-weary take on Sunni irredentism ultimately makes the Americans seem naïve and out of place. As the violence increases and Iraqi deaths mount, the foreigner's gift assumes the terrible ironic meaning of destabilization and terror. Ajami maintains that it is too soon to know whether the war will be considered heroic or tragic, and so, formally at least, he does not despair of a positive outcome. But one is left wondering how someone so cynical about the dysfunctionality of Arab political patterns could have been so optimistic about the "Baghdad spring" in the first place.

If Ajami is the self-made outsider from the Lebanese hinterland who has reached the corridors of power, Galbraith is an aristocrat of American foreign policy who has thrown in his lot with the stateless Kurdish people. A son of the economist John Kenneth Galbraith, presidential adviser and United States ambassador to India, he first encountered the Kurds during his long tenure as a member of the Senate Foreign Relations Committee staff. Although his book is titled "The End of Iraq: How American Incompetence Created a War Without End," nearly a third of it is devoted to the story of Hussein's oppression of the Kurds and Galbraith's efforts on their behalf before and during the Kurdish uprising that followed Operation Desert Storm. When President Clinton sent him to Croatia in 1993, he not only turned his attention away from Kurdistan but also became a second-generation ambassador.

When that other hereditary member of the governing elite, George W. Bush, assumed the presidency, Galbraith, who had once disguised himself as a Kurd to avoid capture in 1991, reassumed the mantle of the Kurds' chief guide to the folkways of Washington. This time, though, he was a professor at the National War College. In Galbraith's telling, the Kurdish leadership made a tactical determination not to cross the American government on Iraq policy, but at the same time, maintained — and still maintains — a profound desire for total independence. The Kurds have been willing to participate at high levels in the Iraqi government, and even to ratify a constitution giving them de facto autonomy under the rubric of federalism. But to Galbraith, this position is temporary, convenient and a sham. "Every Kurd I know," he says, "wants an independent Kurdistan."

This perspective on Kurdish politics is extremely valuable, and in certain ways borne out by, for example, an unofficial referendum in which more than 90 percent of those casting ballots in Kurdistan expressed the desire for independence. (Galbraith claims credit for

suggesting that the referendum be held on election day outside the official polls.) Galbraith is undoubtedly correct that most Kurds would

prefer to be on their own, particularly in light of their history of being oppressed and killed by Iraqi (and other) governments. But it is much less clear that the Kurdish leadership is engaged in an elaborate subterfuge when its members participate in the government of federal Iraq. They have much to gain from a serious role in the national government, and their bargaining position is only strengthened by polls or votes showing that their constituents crave independence.

The chief problem with the "break Iraq in two" option is that creating an independent Kurdistan does absolutely nothing to address the present violence in the country. It might be nice for the Kurds, especially if the United States gave them the Kirkuk oil field and then permanently stationed large numbers of troops in Kurdistan to protect it. But Kurdistan is mostly peaceful, and at present Kurds are not fighting Arabs in Iraq, except to some small degree around disputed Kirkuk itself. The violence in Iraq is predominantly Sunni-Shiite; and the United States desperately needs the stabilizing third force of the Kurds in the national leadership and the armed forces to have any hope at all of damping it down. To the contrary, breaking off Kurdistan would create a new violent front, because a Sunni minstate could never survive without a share of Kirkuk's oil, and so Sunni insurgents would have to turn their attentions to the Kurds. This is to say nothing of the continuing concerns of Turkey about an independent Kurdistan, or the possibility of Turkish encroachment having to be confronted by American forces.

AS for breaking up the rest of the country, Galbraith frankly concedes there is no good solution for Baghdad, with its mix of Sunnis, Shites and Kurds, which includes perhaps a quarter of the whole population of the country. "No good solution" is code for massacres of the kind that have accompanied breakups from India-Pakistan in 1947 to Yugoslavia in the 1990's.

So it is a bit mystifying to hear Galbraith say that he is promoting American interests in calling for an independent Kurdistan and a partitioned Iraq. There is a long tradition, stretching from Byron's love of Greece to T. E. Lawrence's Arab nationalism and Orde Wingate's Zionism, of foreigners bringing their considerable talents to advancing the independence of faraway peoples. Often such identified advocates take a harder nationalist line than the local leaders themselves, and often, like Lawrence and Wingate, they believe they are advancing the interests of their home country. But it is another matter for prominent Democrats to buy into Galbraith's claim that breaking up Iraq will make us or the Iraqis safer. The Kurds have as strong a claim to self-determination as anyone, but for now it should be up to their leaders, not someone else, to call for something more than the de facto autonomy they currently enjoy. □